



**MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale de l'enseignement
supérieur et de l'insertion professionnelle**

**Direction générale de la recherche
et de l'innovation**

horizon europe

Le programme européen
pour la recherche
et l'innovation

Bilan à mi-parcours de la participation française à Horizon Europe

EN BREF

Depuis le début d'Horizon Europe, la France est le 2^e bénéficiaire du programme, avec une augmentation des financements obtenus en montants absolus par rapport à Horizon 2020, le précédent programme. La France conserve un taux de succès supérieur à la moyenne européenne, mais le volume des dépôts de propositions et de dépôts en coordination plus particulièrement restent insuffisants, limitant son potentiel. Le secteur privé affiche une bonne performance, tandis que la participation du secteur académique doit être renforcée grâce à la poursuite d'actions d'incitations, d'un accompagnement structuré et d'un dialogue contractuel. L'Allemagne, l'Espagne et l'Italie sont les principaux partenaires de la France.

Bilan établi au 15/01/2025

Sources : Commission européenne, eCORDA – *Horizon Europe proposals, projects and participants database* (9/10/2024), traitement MESR/DGESIP-DGRI/SIES. Les données Horizon Europe incluent les appels 2021 à 2023 et un peu moins de la moitié des appels 2024. Celles-ci sont provisoires, sujettes à évolution tant que le programme n'est pas terminé.

Auteurs : MESR/DGESIP-DGRI/DAEI-B2

Notes préliminaires

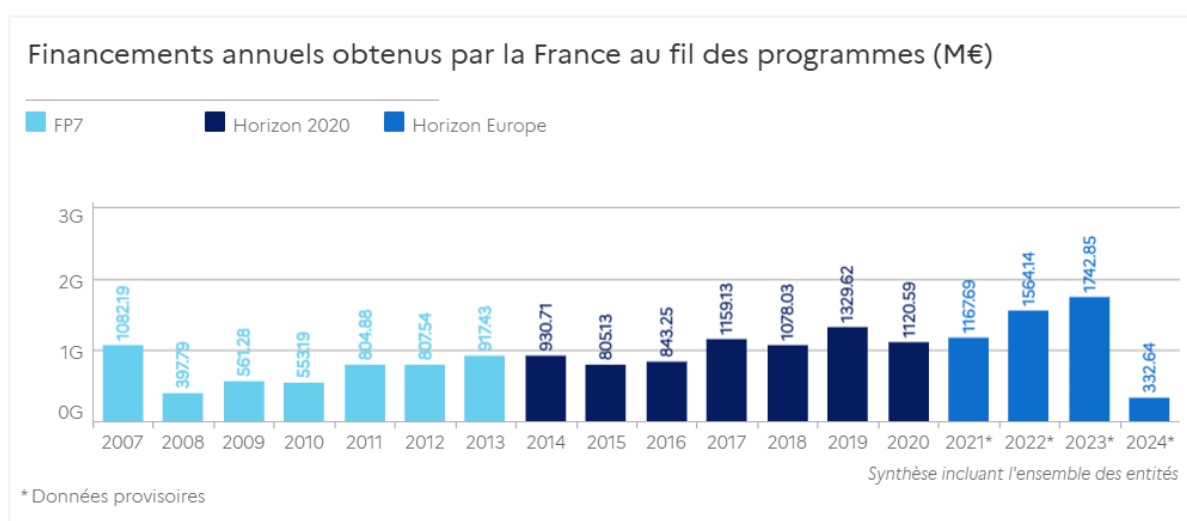
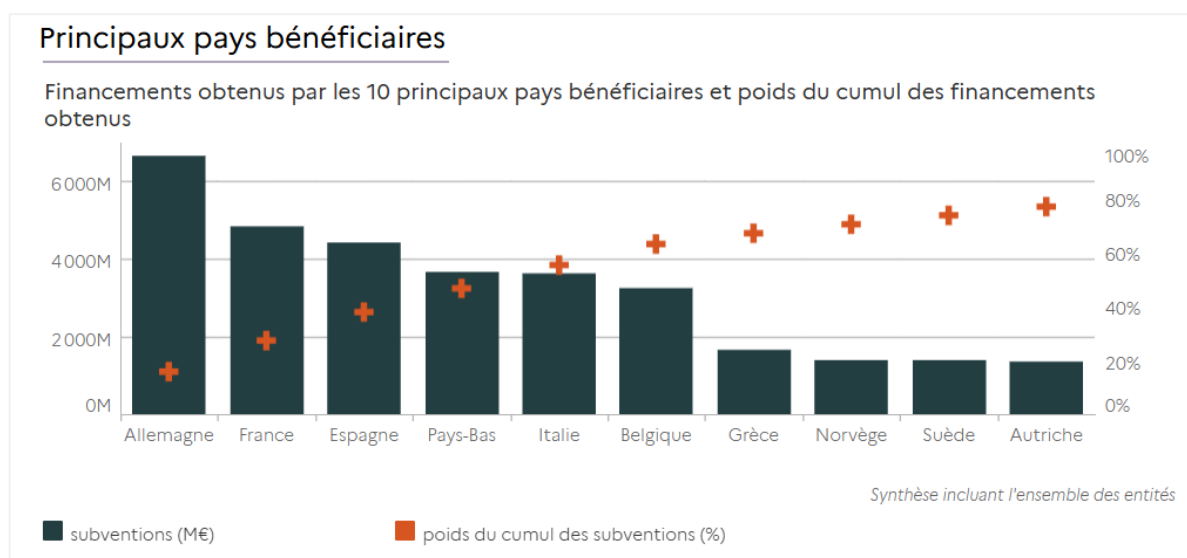
À travers ce bilan, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) souhaite partager les résultats de la participation française à mi-parcours au 9^e Programme cadre de recherche et d'innovation (PCRI), Horizon Europe, pour permettre aux acteurs de comprendre les dynamiques de participation, et les accompagner dans leur positionnement sur la fin du programme. La performance française dans le PCRI a fait l'objet d'un rapport détaillé d'une Mission conjointe du Conseil général de l'économie (CGE), de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR) et de l'inspection générale des finances (IGF) publié en 2016. Suite à la publication de ce rapport, un « Plan d'action national d'amélioration de la participation française aux dispositifs européens de financement de la recherche et de l'innovation » (PAPFE) a été déployé. Ce plan d'action a permis de coordonner l'ensemble des forces françaises à tous les niveaux pour impulser une nouvelle dynamique en :

- mobilisant les acteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en particulier au travers des contrats que l'Etat passe avec ses opérateurs (contrat d'objectifs, de moyens et de performance-COMP);
- promouvant une meilleure articulation des opportunités de financement entre le niveau national et le niveau européen ;
- mettant en place une équipe dédiée d'experts référents par programme du PCRI ;
- coordonnant les efforts de la communauté française, en lien avec les ministères, pour porter les intérêts de la France dans le programme Horizon Europe.

Ce rapport n'a pas vocation à se substituer à celui préparé par la Commission européenne sur l'ensemble du programme (évaluation à mi-parcours d'Horizon Europe qui sera vraisemblablement publié 2^e trimestre 2025). Ce rapport a pour objectif d'analyser la participation et la performance des équipes françaises. Il se concentre donc sur des données telles que le nombre de participations et de coordinations françaises, les types d'acteurs, les financements demandés et accordés aux acteurs etc., et non sur les résultats scientifiques et technologiques des projets financés.

1. Financements, participation et coordination

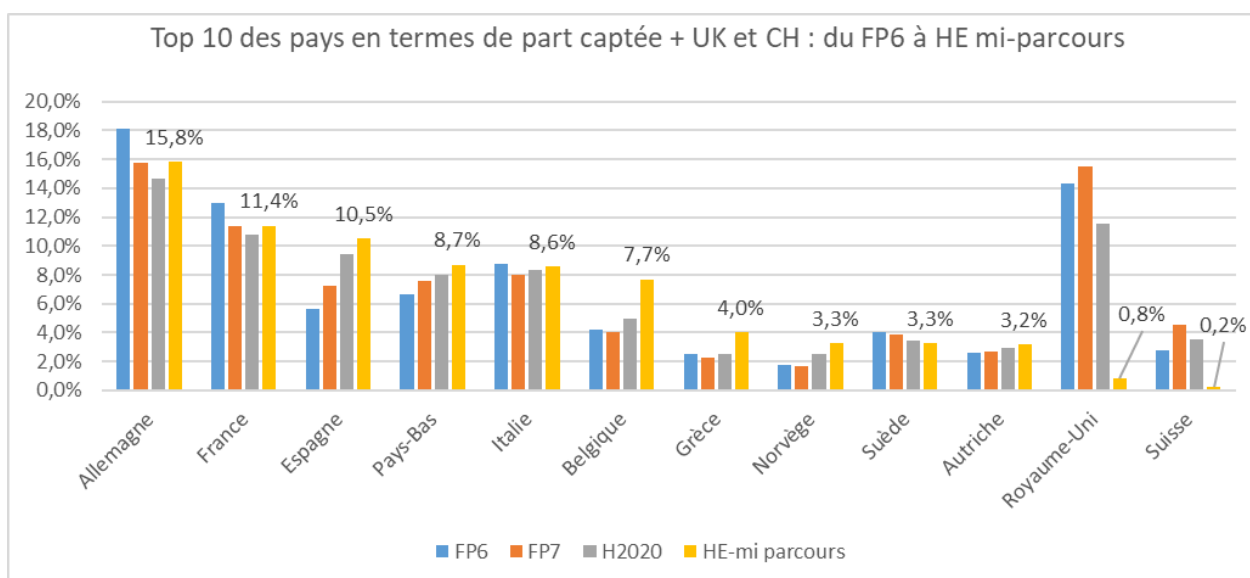
À mi-parcours du programme Horizon Europe, la France a perçu 4 807 millions €, se plaçant comme le 2^e pays bénéficiaire, derrière l'Allemagne et devant l'Espagne. Sous Horizon 2020 (H2020), la France était 3^e pays bénéficiaire derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni. La performance française à Horizon Europe présente une très légère hausse en part relative par rapport au 8^e PCRI, et elle s'inscrit en hausse en montants absolus, traduisant ainsi une mobilisation accrue des communautés de R&I française. En effet, sur les 3 premières années du programme, années avec les résultats les plus complets, la France capte en moyenne 1490 millions € par an soit une hausse de près de 44 % par rapport à H2020 (1040 millions €/an). Cette hausse est supérieure à la hausse de 24 % du budget du PCRI entre H2020 (77Md€) et Horizon Europe (95,5Md€¹), montants auxquels il convient d'ajouter les contributions des Etats associés au programme.



¹ Le budget initial d'Horizon Europe était de 95,5 Md€. Cependant, une révision du cadre financier pluriannuel en 2024 a conduit l'Union européenne à rediriger 2 Md€ vers la Facilité Ukraine et le Fonds de défense, réduisant ainsi le budget à 93,3 Md€.

En termes relatifs, avec 11,4 % des financements obtenus, la France se situe en 2^e position des pays bénéficiaires du programme Horizon Europe derrière l'Allemagne (15,8 %) et devant l'Espagne (10,5 %), les Pays-Bas (8,7 %) et l'Italie (8,6 %). Cette performance est en hausse par rapport à celle enregistrée en moyenne sur l'ensemble du précédent PCRI H2020 (10,8 %).

En comparaison avec H2020, le Royaume-Uni (Brexit) et la Suisse (sans accord d'association durant la première moitié d'HE²) ont quitté le Top 10, et on note l'entrée de la Grèce et de la Norvège, deux pays avec une progression constante en termes de part captée. L'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique³, et de manière moins marquée l'Italie, continuent leur progression, tandis que la Suède enregistre un recul progressif de sa participation d'un PCRI au suivant, depuis le FP6 jusqu'à la première moitié d'Horizon Europe.

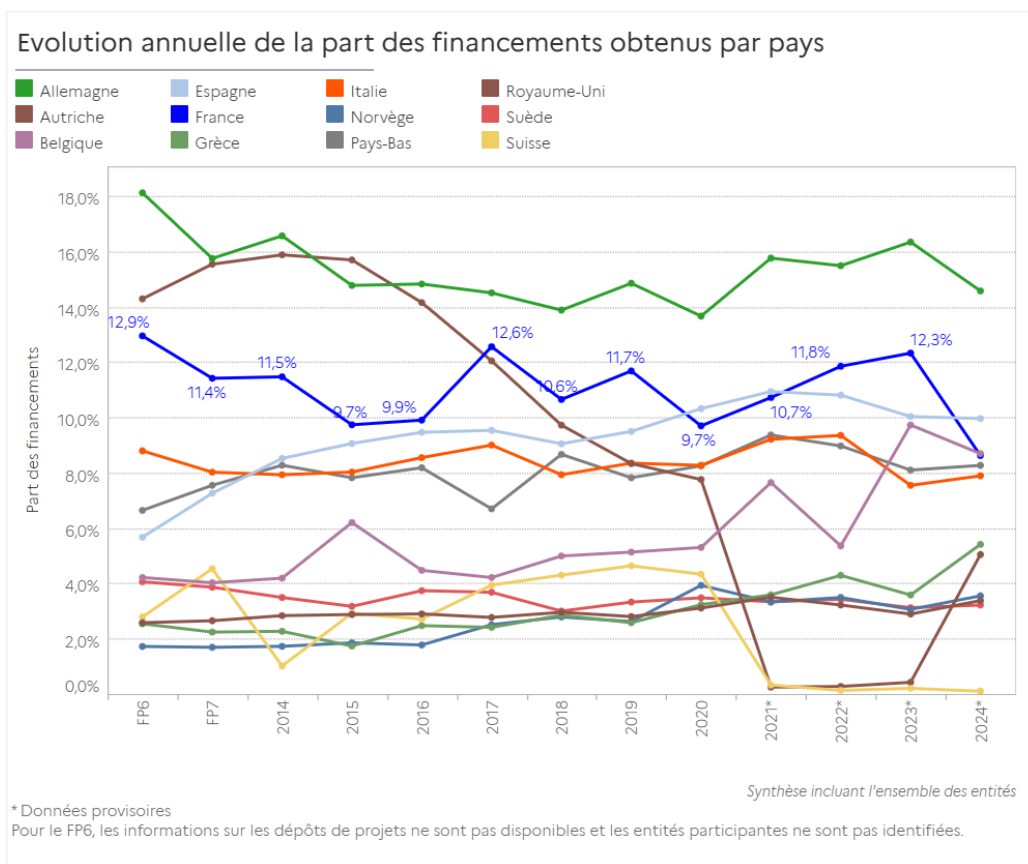


Alors que la part de financement captée par la France était en baisse depuis le FP6, on note au contraire une dynamique d'augmentation à mi-parcours d'Horizon Europe avec une part captée par la France qui retrouve le niveau du FP7. En effet, on observe une croissance régulière pour la France sur les trois premières d'années d'Horizon Europe : en 2021 le pays a obtenu 10,7 % des financements engagés, 11,8 % en 2022 et 12,3 % en 2023. Soulignons qu'en 2020 (sous H2020), la part captée de la France était de 9,7 %. L'érosion observée à la fin d'H2020 a été enrayée entre 2021

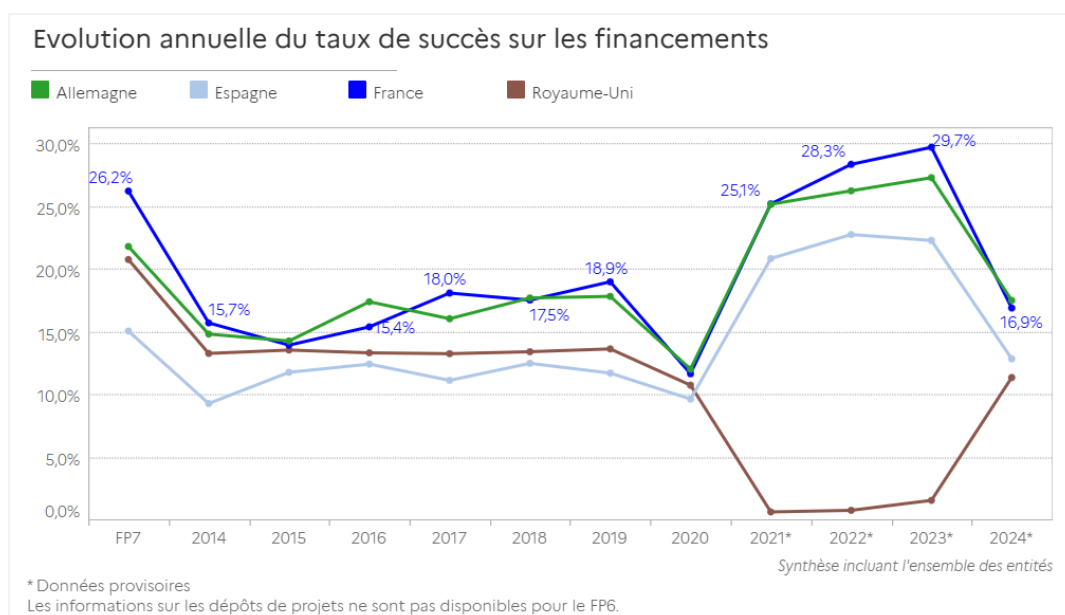
² Les négociations entre la Suisse et l'UE pour finaliser l'accord d'association sont en cours. Depuis le 1^{er} janvier 2025, les entités suisses peuvent participer aux appels à proposition Horizon Europe et Euratom en tant que bénéficiaires, grâce à la clause transitoire. Cette disposition leur permet également de soumettre des propositions en tant que coordinateurs de projets. En attendant la pleine association, cette disposition s'applique à presque tous les appels à projets à partir de la programmation 2025.

³ Il convient de noter, comme en témoignent plusieurs graphiques inclus dans ce document, que la Belgique doit une part significative de ses fonds obtenus dans le cadre d'Horizon Europe à un projet lié au partenariat institutionnalisé (Joint Undertaking - JU) Chips, pour lequel le centre de recherche belge IMEC a obtenu un financement de plus de 400M€.

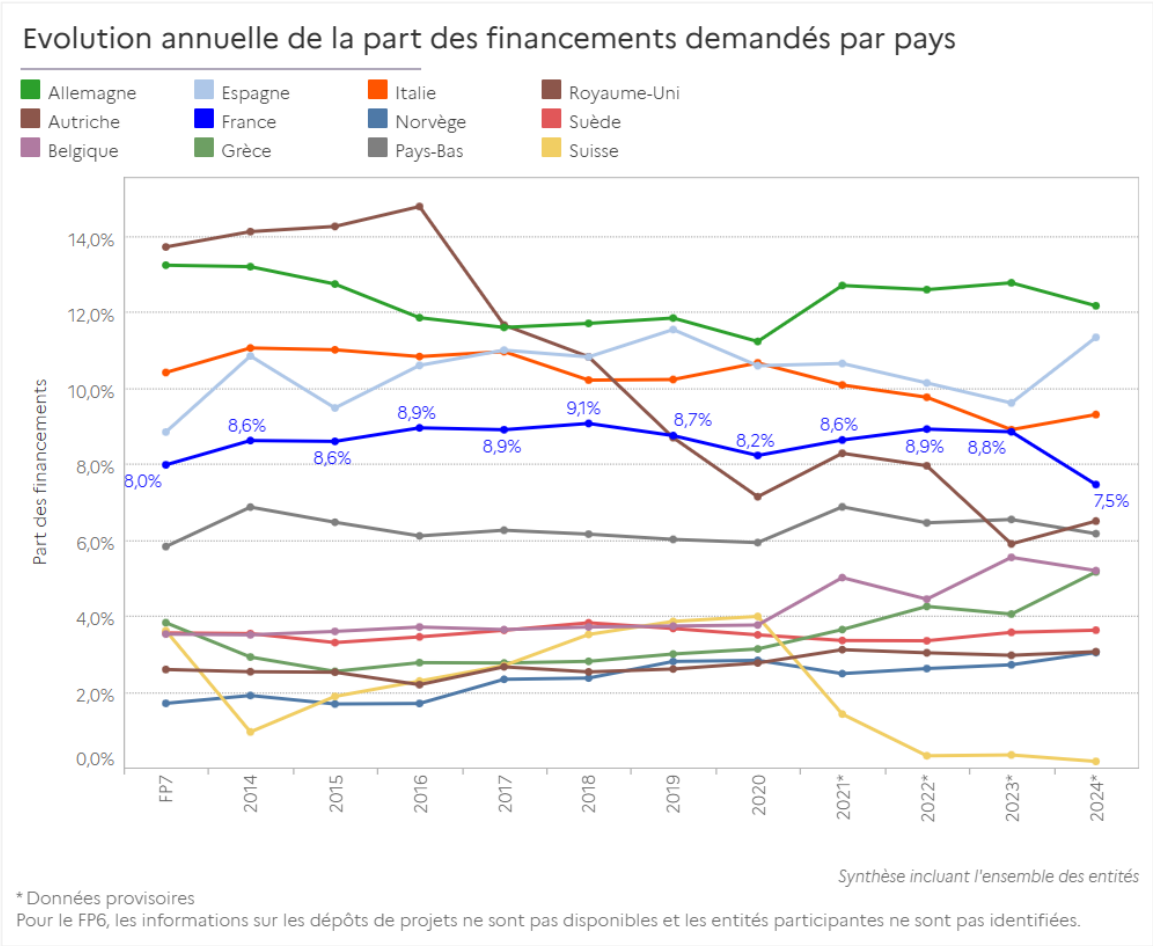
et 2023 ; toutefois notons que les premiers résultats 2024, incomplets et n'incluant pas les sous-parties du programme où la France performe le mieux, sont en baisse (8,6 %).



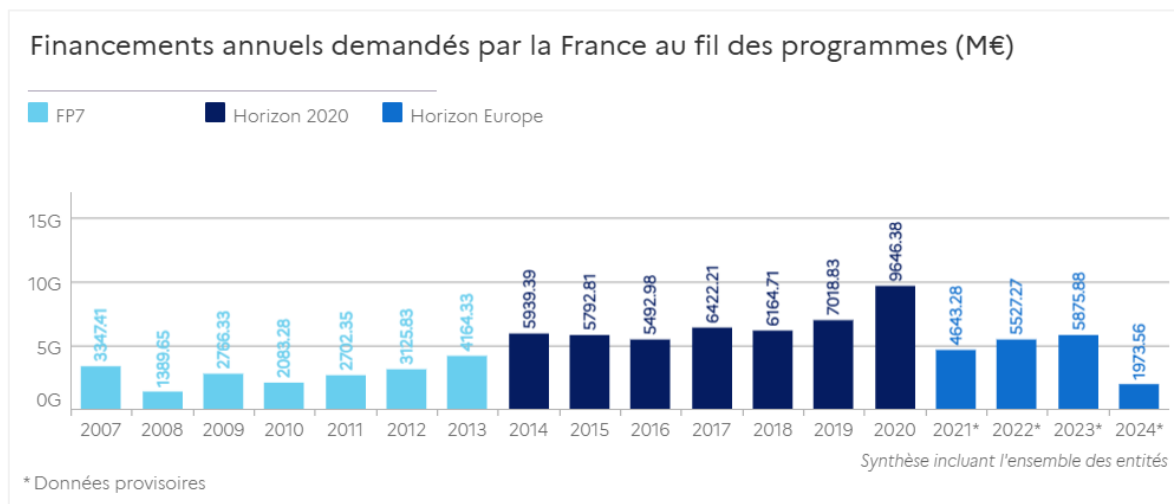
Dans un contexte marqué par un niveau de compétition élevé et croissant, la France présente un **taux de succès** (financements obtenus/financements demandés) entre 25 % (2021) et près de 30 % (2023), ce qui est l'un des plus élevés des pays de l'Union européenne, et en hausse par rapport à H2020 (15,9 %).



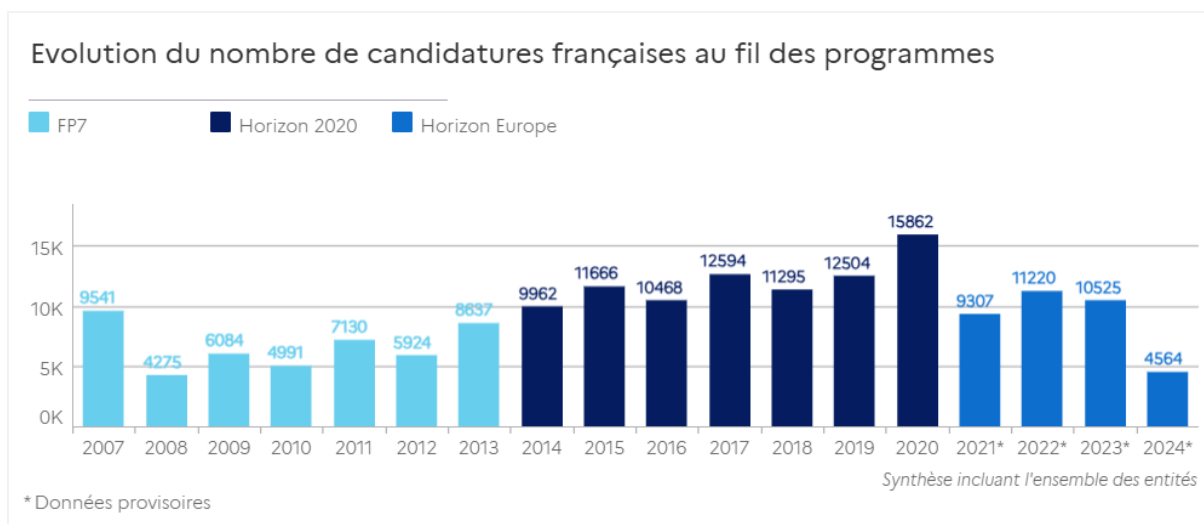
L'année 2024 bien qu'incomplète est marquée par une forte sursouscription, et enregistre l'un des plus bas taux de succès et ce que ce soit pour la France (16,9 %), l'Allemagne ou encore l'Espagne. A mi-parcours d'Horizon Europe, la France se situe en 4^e place en part **de financements demandés** (8,6 % soit 18 107M€) avec une tendance baissière en 2024 ; elle se situe derrière l'Allemagne (12,6 %), l'Espagne (10,2 %) et l'Italie (9,5 %). La part de financements demandés par la France à Horizon Europe se situe à ce jour aux alentours de celle sous H2020.



Il conviendra de noter que la stabilité constatée en termes relatifs ne s'observe pas en montants absolus. En effet, alors que les équipes françaises ont demandé sur les 3 premières années d'H2020 17,2Md€, elles ont demandé sur les 3 premières années d'Horizon Europe 16Md€ soit une tendance baissière.

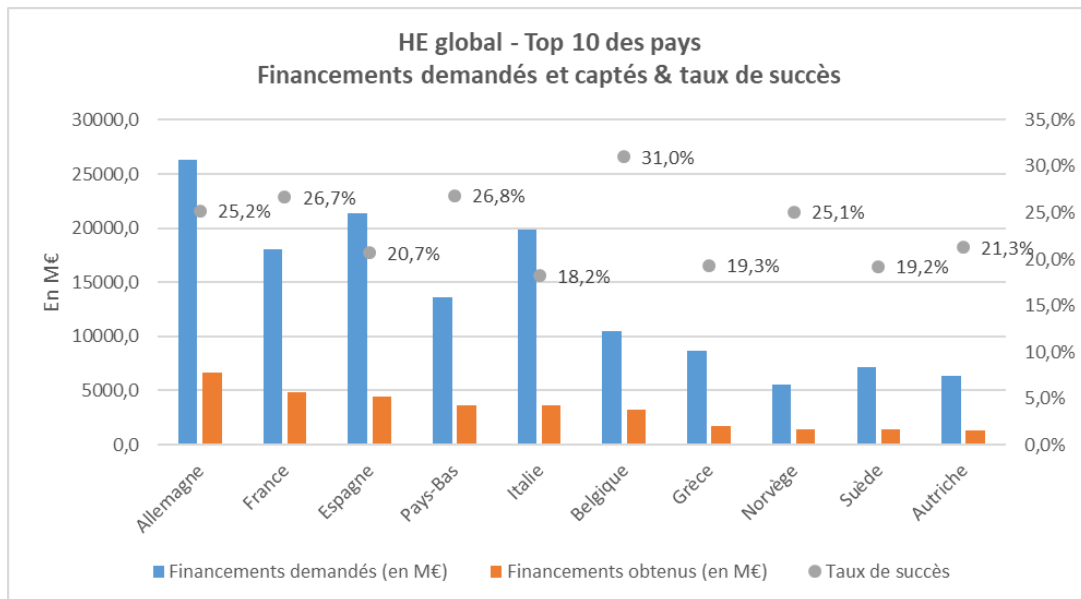


Corrélée à cette tendance baissière en termes de financement annuels demandés, on observe une baisse du nombre de **candidatures** françaises en cette première moitié de programme Horizon Europe (comparé à H2020) ; la France se situe sur ce point également en 4^e position (derrière, dans l'ordre décroissant, ES, DE et IT).

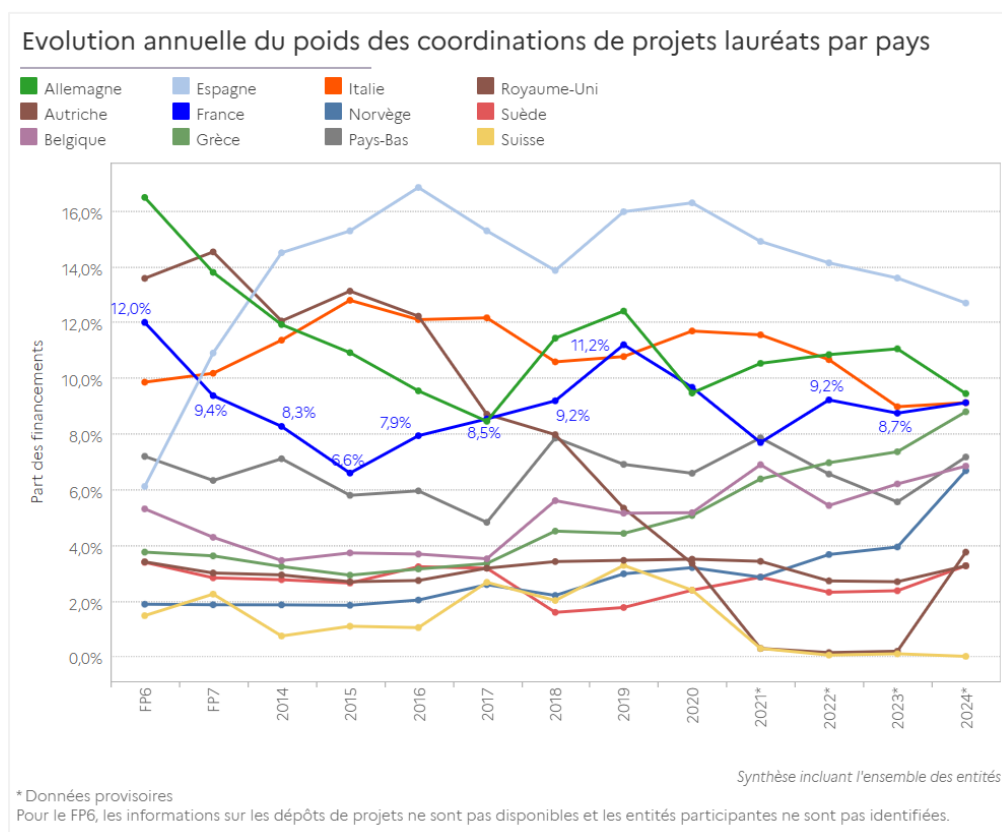


Et en moyenne depuis le début d'HE, le financement moyen demandé par candidat français est de 506k€, soit un montant inférieur à celui demandé sous H2020 (563K€) et un montant inférieur à celui demandé par les candidats néerlandais (547K€) ou allemands (557K€) à Horizon Europe.

Pour résumer, alors que la France est 4^e en termes de financements demandés, elle parvient grâce à un taux de succès élevé, à se hisser à la 2^e place en termes de financements obtenus.



Une autre caractéristique de la participation française est une faible inclination à **coordonner** les projets collaboratifs. En effet, on constate que la France ne coordonnait que 8,7 % des projets collaboratifs retenus dans Horizon 2020, derrière l'Espagne (15,9 %), l'Italie (10,9 %) et l'Allemagne (10,2 %) ; et entre 2021 et 2024 sous Horizon Europe, le taux de coordination de la France est de 8,6 %, encore loin derrière les trois pays précités, et en très léger recul par rapport à H2020.

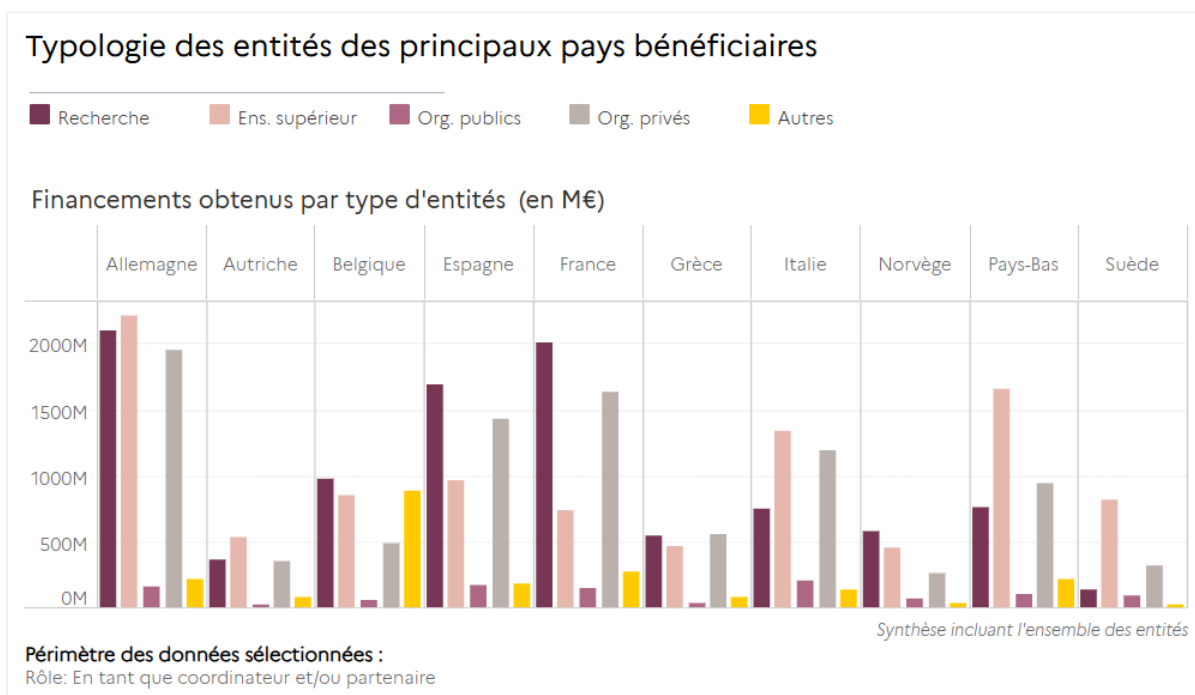


Après une chute continue de la part des coordinations françaises entre 2019 et 2021, on remarque depuis 2022 une légère augmentation. Rappelons sur le sujet de la coordination, le déploiement depuis 2015 d'instruments incitatifs tels que le dispositif de Montage de Réseaux Scientifiques Européens et Internationaux (MRSEI) de l'ANR et le Diagnostic Partenariat pour les projets collaboratifs des entreprises (Diag'PTI) de Bpifrance. La mise en place du dispositif Soutien aux réseaux scientifiques européens ou internationaux (SRSEI) par l'ANR en 2022, apporte un soutien complémentaire pour les dépôts en deuxième étape de projets collaboratifs coordonnés par la France. Soulignons également que grâce aux récents appels à projets Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche (ASDESR) de l'ANR, des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ont pu ou vont accroître leurs ressources pour déployer des projets nouveaux portés par leurs personnels et leurs équipes grâce aux moyens supplémentaires ainsi obtenus, ce qui pour la coordination de projets s'avère particulièrement important. En effet, coordonner un projet collaboratif nécessite un investissement important en temps et des compétences spécifiques d'ingénierie de projet ; pour amplifier la tendance observée, il conviendra de maintenir, en outre, les instruments adaptés, de soutenir le déploiement de politiques RH incitatives en direction des chercheurs et enseignants-chercheurs (décharges, primes, etc.), et d'accompagner le renforcement des compétences en ingénierie de projets européens des fonctions support (information, formation, tutoriels, etc.).

2. Typologie des bénéficiaires

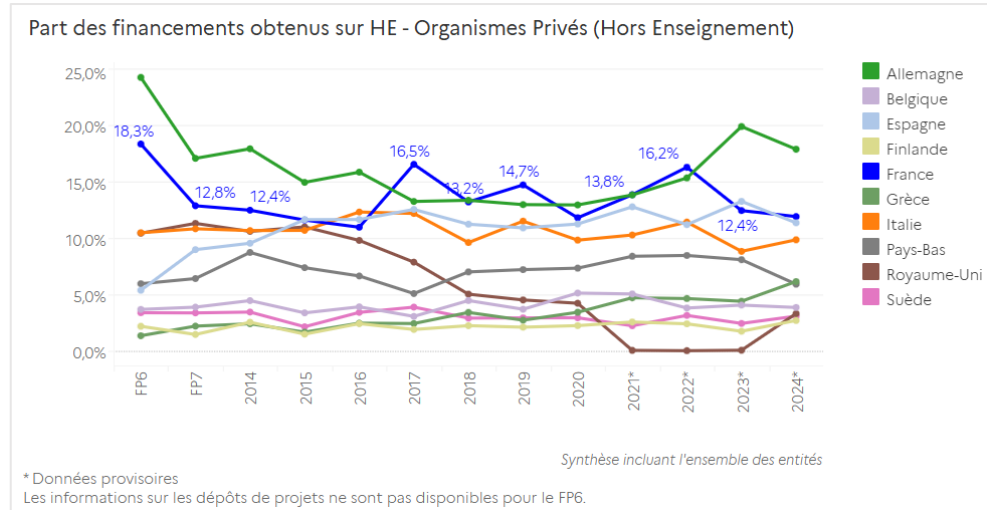
Au niveau européen, la répartition des bénéficiaires illustre globalement bien la spécificité du système de recherche de chaque pays. Sur les premières années du programme Horizon Europe, les financements obtenus par la France sont répartis comme suit : 57 % pour les laboratoires académiques (organismes de recherche (42 %) + établissements d'enseignement supérieur (15 %)), 34 % pour les entreprises et 9 % pour les organismes publics (collectivités...) et autres entités (fondations...). Si les acteurs de l'enseignement supérieur français semblent en retrait par rapport à d'autres pays, il faut considérer la spécificité du paysage de la recherche française, marqué par les Unités Mixtes de Recherche (UMR). Ces structures, réunissant organismes de recherche et établissements d'enseignement supérieur, n'ont pas de statut juridique légal pour déposer des propositions dans le cadre du PCRI. Par conséquent, les dépôts se font par l'une des entités légales les composant et très souvent ce sont les organismes de recherche qui déposent, ce qui explique en partie la singularité française.

Avec 1637M€ de financements captés depuis le début du programme Horizon Europe, les entreprises françaises se placent derrière les entreprises allemandes (1947M€), mais devant les entreprises espagnoles (1424M€) et italiennes (1186M€). Cette performance ne doit pas pour autant freiner les efforts de communication ciblant les acteurs privés puisque le vivier français (et européen plus généralement) a la capacité d'être élargi.

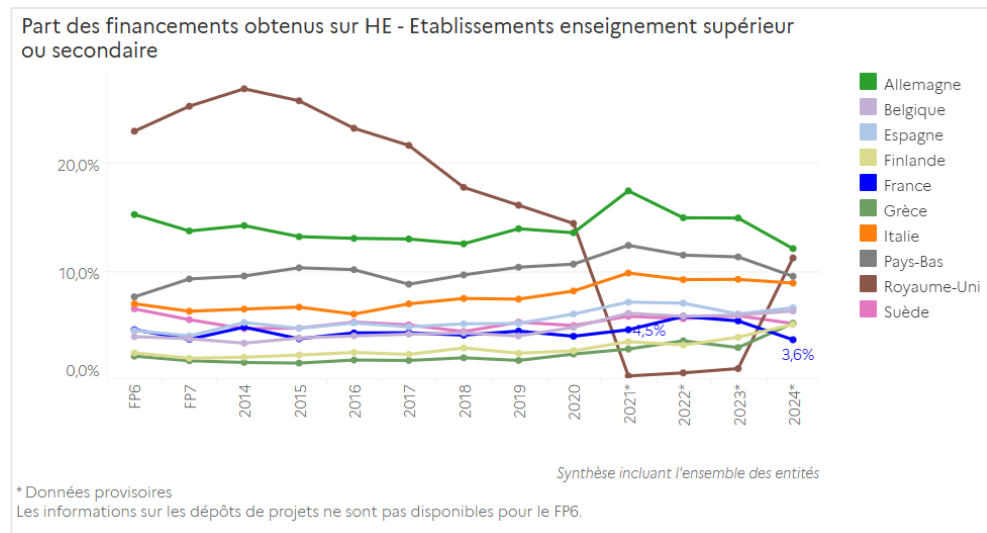


Si l'on considère la part des financements obtenus par les acteurs privés français par rapport au total des financements alloués aux acteurs privés de l'Union européenne, ces acteurs représentent environ 14 % du montant total depuis le début du programme. À titre de comparaison, les entités privées allemandes représentent 16,6 %, et les entités privées espagnoles, 12 %. Le pic français en

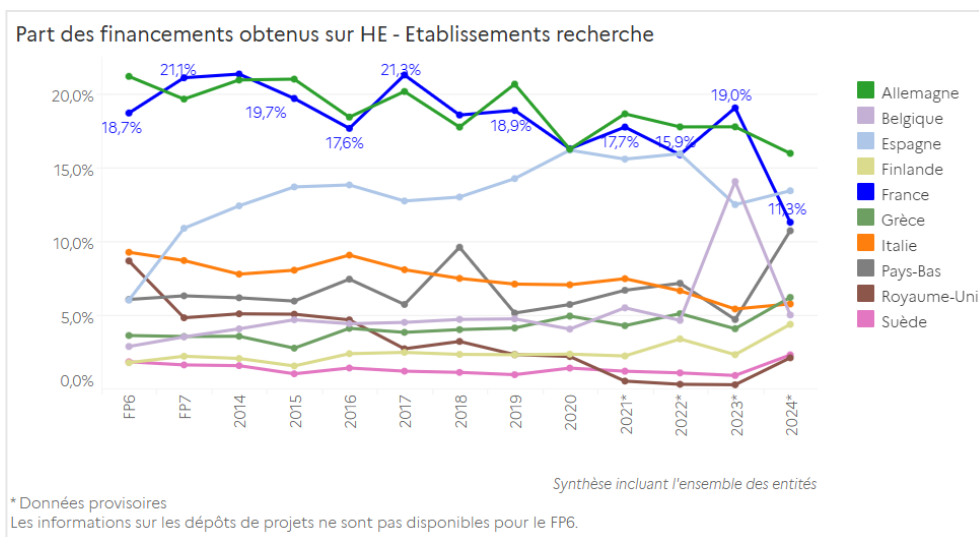
2022 s'explique par les premiers appels des partenariats institutionnalisés où les acteurs privés ont plutôt bien réussi.



A contrario, la part des financements obtenus par les établissements d'enseignement supérieur français par rapport au total des financements alloués aux acteurs de l'enseignement par l'UE supérieur est en retrait comparée à la plupart des autres pays européens. La part captée de ces acteurs a oscillé de 2021 à 2023 entre 4,6 % et 5,8 % ; il ne faut pas néanmoins oublier la particularité des « UMR » qui crée un biais sur ces chiffres.



Quant aux organismes de recherche français, leur part captée est comparable avec celle des acteurs allemands, aux alentours des 17 % entre 2021 et 2023. Notons la remontée en flèche des acteurs britanniques⁴ de la recherche depuis leur accord d'association à Horizon Europe.



En complément d'actions déjà menées (dialogue contractuel/COMP ; actions des Points de contact nationaux (PCN) ; ASDESR...) ou en cours de déploiement, il serait utile pour la fin du programme que les établissements d'enseignement supérieur favorisent une dynamique de participation à HE via des actions d'incitation et d'accompagnement et structurent de réelles stratégies d'influence vis-à-vis du programme Horizon Europe, notamment pour les appels du pilier 2.

⁴ Le 4 décembre 2023, l'Union européenne et le Royaume-Uni ont adopté l'accord d'association du Royaume-Uni à Horizon Europe et à la composante Copernicus du programme spatial. L'association est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

3. Principaux acteurs européens

Le CNRS, le CEA et l'INSERM figurent parmi les 20 premiers bénéficiaires du programme, le CNRS arrivant en 1^{ère} position (1^{er} également sous H2020) et le CEA en 3^e position. On ne note pas la présence d'industriels français dans ce top 20 UE. Il est à noter que la 2^e place est occupée par IMEC, un acteur belge, coordinateur d'un projet dans le cadre du partenariat institutionnalisé Chips qui lui a permis de capter un peu plus de 400 000 000€.

Premières entités bénéficiaires européennes du programme Horizon Europe à mi-parcours

Position	Entité	Financements obtenus (en M€)
1	FR-CNRS	658,0
2	BE-IMEC	555,3
3	FR-CEA	452,8
4	DE-Fraunhofer Society	448,9
5	DE-EIT	429,8
6	IE-National University of Ireland	290,6
7	DE-Max Planck Society	276,5
8	BE-KU Leuven	273,5
9	BE- European Cooperation in Science and Technology	273,0
10	ES-Consejo Superior de Investigaciones Científicas	261,9
11	NL-Delft University of Technology	234,2
12	DK-University of Copenhagen	230,8
13	DK-Technical University of Denmark	224,2
14	DE-Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt e. V. (DLR)	221,1
15	BE-Ghent University	206,2
16	ES-EIT	201,4
17	NO-SINTEF	200,1
18	FR-INSERM	195,5
19	IT/RO-National Research Council	190,5
20	ES-CERCA Institution	186,7

4. Principaux acteurs français

Le panorama des bénéficiaires français est caractérisé par une très forte concentration. En effet, les deux premiers bénéficiaires (respectivement CNRS et CEA) concentrent à eux seuls 23 % de l'ensemble des financements obtenus par les acteurs français. Cette concentration est en légère baisse par rapport à H2020 (26,3 %). Les entreprises françaises qui obtiennent le plus de financements jusqu'alors sont, dans l'ordre décroissant, Safran (5^e), Thalès (7^e) et Airbus (8^e). Les trois premières universités sont Sorbonne Université (9^e), l'Université de Strasbourg (17^e) et l'Université de Bordeaux (18^e).

Premières entités françaises bénéficiaires du programme Horizon Europe à mi-parcours

Position	Entité	Financements obtenus en M€
1	CNRS	658,0
2	CEA	452,8
3	INSERM	195,5
4	EIT-manufacturing	125,9
5	Safran	108,0
6	INRAE	103,9
7	Thales	89,2
8	Airbus	70,1
9	Sorbonne Université	62,3
10	Institut Pasteur	54,1
11	ANR	48,3
12	INRIA	42,9
13	ONERA	36,5
14	Institut Mines-Télécom	36,0
15	ArianeGroup	33,9
16	ANSES	29,9
17	Université de Strasbourg	28,1
18	Université de Bordeaux	26,8
19	Aix-Marseille Université	26,2
20	Université Paris Cité	25,3

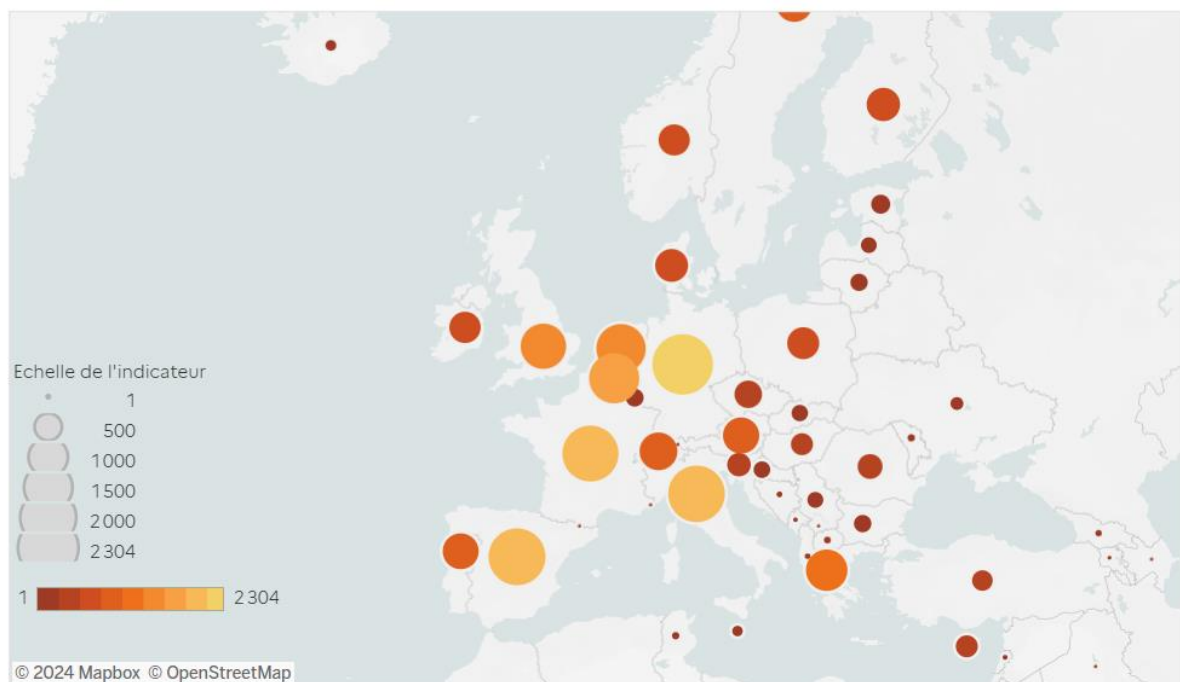
5. Principaux partenaires de la France

L'Allemagne est le principal partenaire de la France, avec plus de 2 300 projets communs. Parmi ces collaborations, *Fraunhofer Society* (961 projets) et DLR (586 projets) jouent un rôle majeur. L'Espagne suit avec 2 036 projets communs avec la France, notamment grâce au *Consejo Superior de Investigaciones Científicas* (767 projets). L'Italie arrive ensuite avec 2 014 projets, soutenue par des collaborations significatives avec le *National Research Council* (696 projets).

Les Pays-Bas comptent 1 528 projets communs avec la France, mettant en avant deux institutions clés : *Wageningen University* (606 projets) et l'Université de technologie de Delft (538 projets), témoignant de relations fortes dans divers domaines de recherche. Enfin, des institutions comme la KU Leuven en Belgique et la *National University of Ireland* figurent également parmi les partenaires privilégiés de la France.

Les pays partenaires de la France dans les projets lauréats

en nombre de projets communs



Synthèse incluant l'ensemble des entités

6. Participation de la France dans les différentes « sous-parties » d'Horizon Europe

La performance des équipes françaises est contrastée d'une « sous-partie » du programme à une autre. Dans certains cas, on observe des parts de financement captées très basses : volet Elargissement de la participation (*Widening*) à 2,7 %, Cluster Culture, créativité et société inclusive à 5,9 %. A contrario sur d'autres sous-parties, les résultats sont meilleurs : EIC (14,2 %) ; ERC (13,6 %) ; Infrastructures de recherche (12,7 %) ; Cluster 5 (12,8 %), Cluster 4 (12,7 %) avec à l'intérieur de ces clusters des sujets pour lesquels les parts captées de la France sont encore plus importantes (espace ; hydrogène avec la JU *Clean Hydrogen* ; aviation avec la JU *Clean Aviation*...).

Financements des acteurs français par « sous-partie » d’Horizon Europe

		France	Financements demandés (M€)	Financements obtenus (M€)	Taux de succès	Part captée des financements européens par la France	Place de la France au regard des financements obtenus
Pilier 1	ERC	Conseil Européen de la Recherche	4802,6	892,7	18,6 %	13,6 %	2
	MSCA	Actions Marie Skłodowska-Curie	1577,2	310,8	19,7 %	11,8 %	3
	INFRA	Infrastructures de recherche	326,8	155,3	47,5 %	12,7 %	3
Pilier 2	Cluster 1	Santé	1145,5	414,0	36,1 %	10,3 %	3
	Cluster 2	Culture, créativité et société inclusive	341,6	58,6	17,2 %	5,9 %	7
	Cluster 3	Sécurité civile pour la société	350,9	49,7	14,2 %	8,1 %	5
	Cluster 4	Numérique, industrie et espace	2778,4	953,7	34,3 %	12,7 %	2
	Cluster 5	Climat, énergie et mobilité	2501,0	905,0	36,2 %	12,8 %	2
	Cluster 6	Alimentation, bio-économie, ressources naturelles, agriculture et environnement	928,4	293,4	31,6 %	8,2 %	5
	Missions	Villes, Climat, Cancer, Sol, Océan/Eaux	447,9	144,9	32,3 %	7,9 %	5
Pilier 3	EIC ⁵	Conseil européen de l’innovation	2469,3	421,4	17,1 %	14,2 %	2
	EIE	Écosystèmes européens d’innovation	58,6	30,0	51,1 %	7,8 %	4
	EIT ⁶	Institut européen d’innovation et de technologie	136,5	131,2	96,1 %	11,9 %	4
Pilier transverse⁷	Widening ⁸	Élargir la participation et diffuser l’excellence	119,8	31,6	26,4 %	2,7 %	15
	EER	Réformer et améliorer le système européen de recherche et d’innovation	32,8	15	45,7 %	8,5 %	5
Total général			18017,4	4807,1	26,7 %	11,4 %	2

⁵ La base eCORDA ne permet d’avoir accès qu’aux subventions ; les investissements dans le cadre de l’EIC Accelerator ne figurant pas dans la base eCORDA, ils ne sont donc pas rapportés ici.

⁶ Étant donné que l’EIT ne propose que des appels en cascade (FSTP) et que la base eCORDA n’offre pas encore l’accès aux projets financés par ce mécanisme, aucune annexe spécifique n’a été réalisée concernant l’EIT.

⁷ La base eCORDA compte des erreurs minimales dans les données du pilier transverse puisqu’elle inclut des appels EURATOM qui n’ont pas lieu d’être : ils ont donc été décomptés ici.

⁸ COST faisant l’objet d’un programme à part a également décompté.

Conclusions

Comparé à H2020 et du fait du Brexit, la France a gagné une place et se situe 2^e bénéficiaire du PCRI sur le programme Horizon Europe, avec une augmentation des financements obtenus (par an) par les équipes françaises en montants absolus. Cette 2^e place pourrait toutefois être remise en question sur les dernières années du programme, dans la mesure où un accord d'association a été adopté en décembre 2023 entre le Royaume-Uni et l'UE ; celui-ci permet aux acteurs britanniques de prétendre, depuis le 1^{er} janvier 2024, date d'entrée en vigueur de cet accord, de nouveau aux financements d'Horizon Europe. Dans un contexte de plus en plus compétitif, la France bénéficie encore d'un taux de succès largement supérieur à la moyenne européenne, lequel ne permet néanmoins pas de compenser la faiblesse relative des dépôts et donc des financements demandés. La coordination française de projets, encore insuffisante, représente un défi majeur, elle doit être encouragée aussi bien pour des enjeux de visibilité que de financement. Les acteurs doivent pour cela offrir les conditions propices à l'émergence de projets en coordination (incitations RH, aides financières, accompagnement professionnalisé...). Alors que la participation du secteur privé français se situe à un bon niveau, la participation du secteur académique français est en deçà de son potentiel et doit être renforcée (notamment au travers du dialogue contractuel, de la structuration de l'accompagnement grâce au programme d'investissements d'avenir (PIA), du renforcement des compétences pour l'accompagnement national, régional et local sur l'influence, le montage et le suivi de projets). Dans ce contexte, les actions menées par les Régions ou encore la mutualisation des compétences entre les acteurs régionaux et locaux doivent être soutenues et amplifiées. La participation française est concentrée sur quelques grands bénéficiaires qui doivent renforcer leur effet d'entraînement sur l'ensemble de l'écosystème national de recherche et d'innovation. Ajoutons que l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie restent, comme sous H2020, les principaux partenaires de la France.

Ce présent bilan à mi-parcours qui offre une vision transversale de la performance française dans le programme Horizon Europe est complété par une analyse thématique en annexes.

Annexe 1 : bilan détaillé par « sous-partie » d'Horizon Europe

Pilier 1

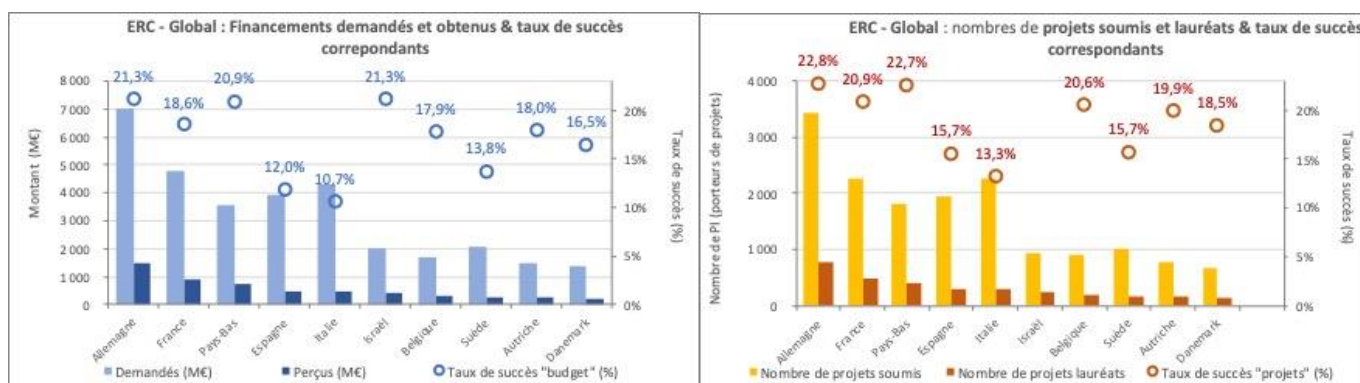
European Research Council - ERC

Au sein du pilier 1 « excellence scientifique », le Conseil Européen de la Recherche (ERC) vise des projets scientifiques ambitieux, aux frontières de la connaissance. Les projets sont portés par des *Principal Investigators* (PI) hébergés par une institution d'accueil (*Host Institution* ou HI). Ces PI s'entourent d'une équipe-projet adaptée aux besoins scientifiques.

Financements et participation

Sur la période 2021-2023, les financements ERC obtenus par la France (893M€ sur 4 803M€ demandés) correspondent à une part de budget captée de 13,6 %, qui place la France en 2^e position des pays bénéficiaires. Ce classement favorable est en partie lié à l'absence provisoire du Royaume-Uni⁹, pays très compétitif mais non associé à Horizon Europe sur la période considérée.

Les taux de succès moyen de la France en référence au budget (18,6 %) et aux PI candidats (20,9 %) sont parmi les plus élevés du top 10 des pays bénéficiaires, tout en restant inférieurs (de plus de 2 points) à ceux de l'Allemagne, des Pays-Bas et d'Israël. Le niveau de participation de la France (2 274 projets déposés dont 476 lauréats) est aussi inférieur d'environ un tiers à celui de l'Allemagne (3 425 dépôts dont 780 lauréats) et il dépasse de 20 % celui des Pays-Bas (1812 dépôts dont 411 lauréats). En outre, la part captée par les Pays-Bas (11,3 % du budget & du nombre des lauréats) est proche de celle de la France (13,6 % du budget & 13,1 % des lauréats) et l'écart se creuse avec l'Allemagne (22,9 % du financement & 21,4 % des lauréats), confirmant une tendance déjà observée depuis 2018.

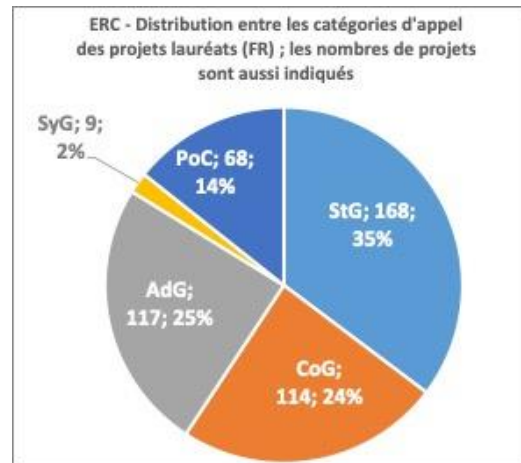


Bilan par catégories d'appels et par domaines

Les appels ERC se subdivisent en plusieurs catégories. Les trois types de bourses « mono-PI », d'une durée de 5 ans, se définissent en référence à la date d'obtention du PhD par le candidat : bourses *Starting* (StG, de 2 à 7 ans post PhD, jusqu'à 1,5M€), *Consolidator* (CoG, de 8 à 12 ans post PhD, jusqu'à 2M€) et *Advanced* (AdG, chercheurs confirmés, jusqu'à 2,5M€). Les *Synergy Grants* (SyG), d'une durée de 6 ans et d'un montant pouvant aller jusqu'à 10M€, sont portées par 2 à 4 PI. Enfin, les financements additionnels *Proof-of-Concept* (PoC), d'un montant forfaitaire de 150k€, sont dédiés à des lauréats qui souhaitent explorer le potentiel d'innovation de résultats récents de leur projet ERC.

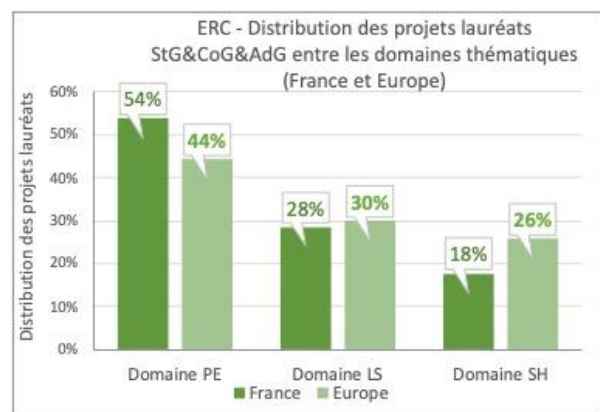
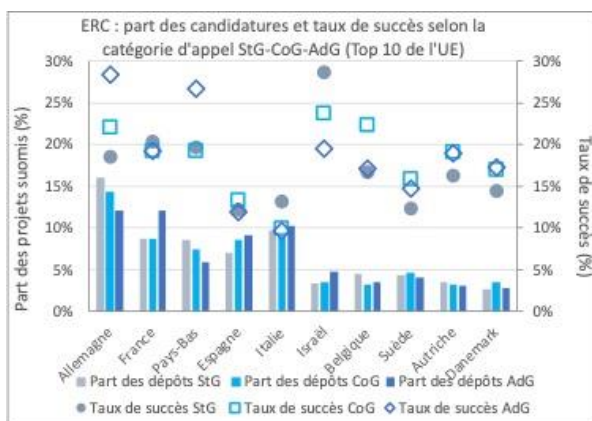
⁹ Le 4 décembre 2023, l'Union européenne et le Royaume-Uni ont adopté l'accord d'association du Royaume-Uni à Horizon Europe et à la composante Copernicus du programme spatial. L'association est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

La répartition, entre ces catégories, du budget alloué aux appels ERC depuis le début d'Horizon Europe (6 547M€, 2021-2023) est sensiblement analogue à celle sous Horizon 2020, à savoir : 28 à 30 % pour chacun des appels mono-PI (StG, CoG, AdG), 11 % pour les appels multi-PI (SyG) et 1 % pour les PoC. Cette répartition est proche de celle de la France, bien que les AdG représentent une part légèrement plus importante (25 %), au détriment des CoG (24 %).



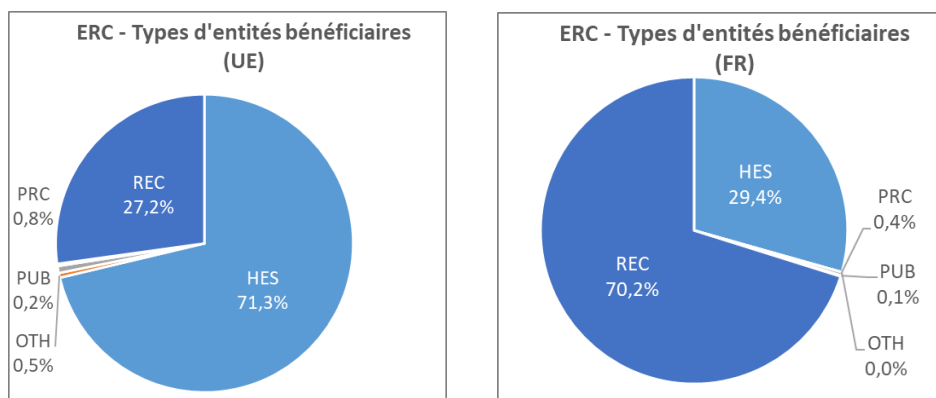
Le constat précédent traduit une tendance à des participations aux appels ERC plus tardives en France qu'en moyenne sur l'UE. Cela est encore plus marqué si l'on ne considère plus les lauréats mais les candidats. De 2021 à 2023, la France n'a ainsi porté que 8,7 % des candidatures à l'ERC sur les appels StG et CoG (jeunes chercheurs), quand l'Allemagne y a contribué à hauteur de 16,0 % (StG) et 14,4 % (CoG), soit presque le double. Avec 12 % de part des candidatures sur les appels AdG, la France est par contre premier pays participant pour les chercheurs confirmés, à égalité avec l'Allemagne.

Le déficit de participation à l'ERC des jeunes chercheurs en France est tout particulièrement marqué en Sciences Humaines et Sociales (domaine SH), champ disciplinaire dans lequel la France a porté moins de 5,5 % des propositions aux appels StG et CoG depuis le début d'Horizon Europe. A l'inverse, la France se hisse pour la première fois en 1^{ère} place des pays bénéficiaires dans le domaine SH sur l'appel ERC-2023-AdG (chercheurs confirmés). De manière plus globale, i) seulement 18 % des lauréats en France relèvent du domaine SH (au lieu de 26 % en Europe), ii) environ 28 % émargent dans les Sciences de la Vie (domaine LS), soit un niveau analogue à celui de l'UE (30 %) et iii) les Sciences Physiques et de l'Ingénierie (domaine PE) sont plus fortement représentées en France (54 % des lauréats au niveau national) qu'en moyenne en Europe (44 %).



Typologie des lauréats

En cohérence avec le périmètre « Science d'Excellence » des appels, les projets ERC sont hébergés en quasi exclusivité dans des établissements de l'enseignement supérieur (HES) ou d'organismes de recherche (REC). Cependant, alors plus de 71 % des institutions d'accueil dépendant d'entités d'enseignement dans l'UE, la situation est inverse en France où les organismes de recherche pèsent pour 70 %.



Top 20 des institutions d'accueil UE et Top 20 des HI françaises en financements obtenus

En termes d'institutions d'accueil, le CNRS maintient sa place de leader au niveau de l'UE, devant la *Max Planck Society* et le *Weizmann Institute of Science*, et l'INSERM est 6^e.

Position	Top 20 des institutions d'accueil UE	Financements obtenus (en M€)	Top 20 des institutions d'accueil FR	Financements obtenus en M€
1	FR-CNRS	384,2	CNRS	384,2
2	DE-Max Planck Society	203,0	INSERM	92,4
3	IL-Weizmann Institute of Science	110,9	CEA	29,9
4	DK-University of Copenhagen	110,9	Institut Pasteur	28,9
5	IL-Tel Aviv University	97,8	Sorbonne Université	22,0
6	FR-INSERM	92,4	École polytechnique	16,9
7	IL-Hebrew University of Jerusalem	92,1	INRIA	16,0
8	IE-National University of Ireland	86,4	Université de Strasbourg	14,5
9	BE-Ghent University	83,1	INRAE	13,6
10	DE-Technical University of Munich	81,3	Université Paris Cité	12,7
11	AT-University of Vienna	80,5	Université Claude Bernard - Lyon 1	12,6
12	NL-Utrecht University	74,1	École normale supérieure PSL	11,4
13	BE-KU Leuven	72,9	École pratique des hautes études	11,1
14	ES-Consejo Superior de Investigaciones Científicas	71,8	Institut Mines-Télécom	9,6
15	DE-Ludwig-Maximilians-Universität München	71,8	IRD	8,2
16	NL-University of Amsterdam	71,1	Université de Montpellier	8,0
17	NL-Leiden University	67,1	Université Paris-Saclay	7,8
18	NL-Radboud University Nijmegen	63,8	Fondation nationale des sciences politiques	7,5
19	NO-University of Oslo	61,8	Institut Gustave Roussy	7,4
20	IL-Technion – Israel Institute of Technology	58,9	Fondation Jean-Jacques Laffont - Toulouse sciences économiques	7,3

Actions Marie Skłodowska-Curie - MSCA

Le programme Actions Marie Skłodowska-Curie fait partie du pilier 1 d'Horizon Europe, il est doté d'un budget de 6,6Md€ pour la période 2021-2027. Il a une approche *bottom-up*, et il distribue le financement en mode « coûts unitaires ». L'évaluation des projets se fait au sein de panels thématiques (8 panels). Le programme MSCA soutient des projets de recherche, de formation et de mobilité des chercheurs, et encourage le rapprochement entre la science et les citoyens.

De tout le programme-cadre, c'est le programme le plus ouvert à l'international : en effet, sa structure permet d'impliquer les partenaires basés dans des pays tiers en tant que partenaires associés, pour accueillir des chercheurs en mobilité. Souvent identifié comme le guichet pour la recherche académique, il encourage néanmoins la coopération intersectorielle, et l'implication du secteur non-académique dans la formation doctorale. En plus des impacts scientifiques, économiques et sociétaux des projets, il vise des retombées positives sur la carrière des chercheurs et des transformations structurantes sur les établissements.

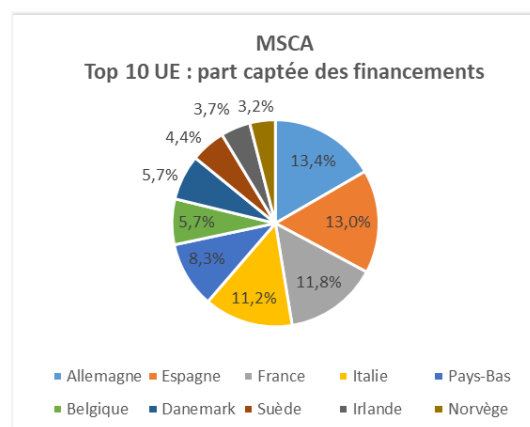
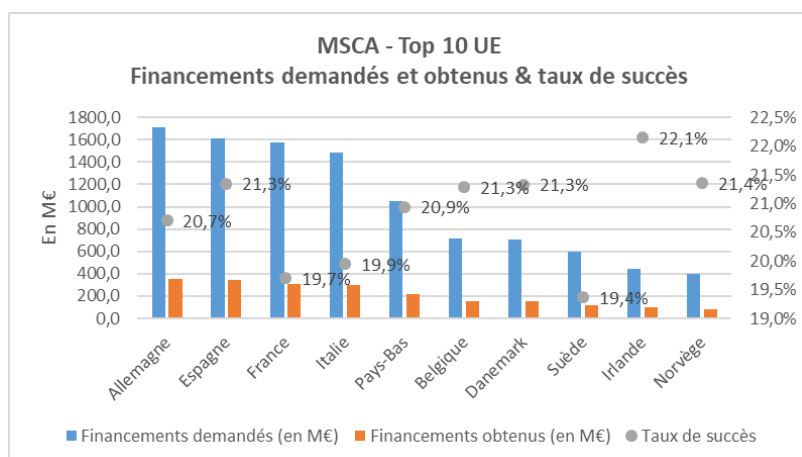
Il est structuré en cinq actions :

- Réseaux de formation doctorale (*Doctoral Networks – DN*) ;
- Bourses post-doctorales (*Postdoctoral Fellowships – PF*) ;
- Cofinancement des programmes de formation et de mobilité (*COFUND*) ;
- Echanges de personnel (*Staff Exchanges – SE*) ;
- Nuit européenne des chercheurs (*MSCA&Citizens*).

Financements

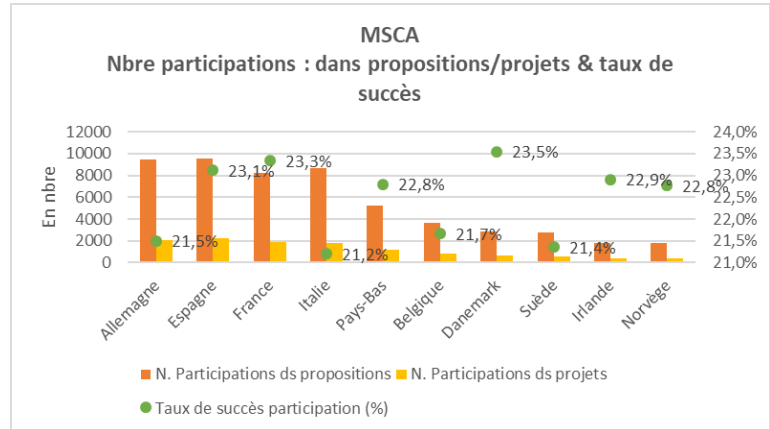
Depuis le début d'Horizon Europe, la France a bénéficié d'un financement de 308,8M€ sur l'ensemble du programme MSCA, soit une nette progression par rapport à H2020. Sa part captée est passée de 9,7 % sous H2020 à 11,8 % actuellement, avec une évolution notable : 10,5 % en 2021, 12,8 % en 2022, puis une légère baisse à 12 % en 2023. Le budget obtenu a suivi une tendance similaire, atteignant 85,4M€ en 2021, 116,9M€ en 2022, et 108,5M€ en 2023.

La France est le 3^e pays bénéficiaire du programme, derrière l'Allemagne et l'Espagne.



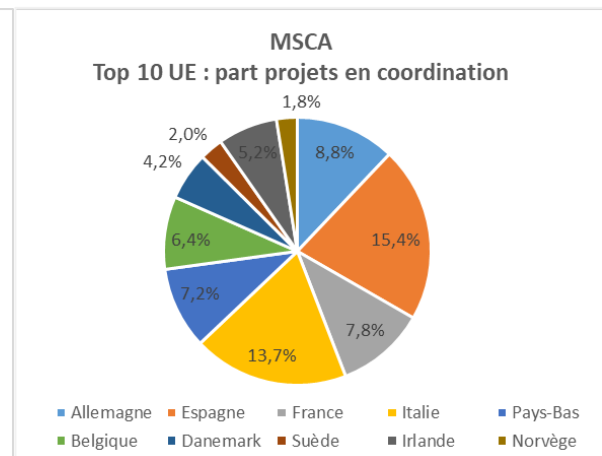
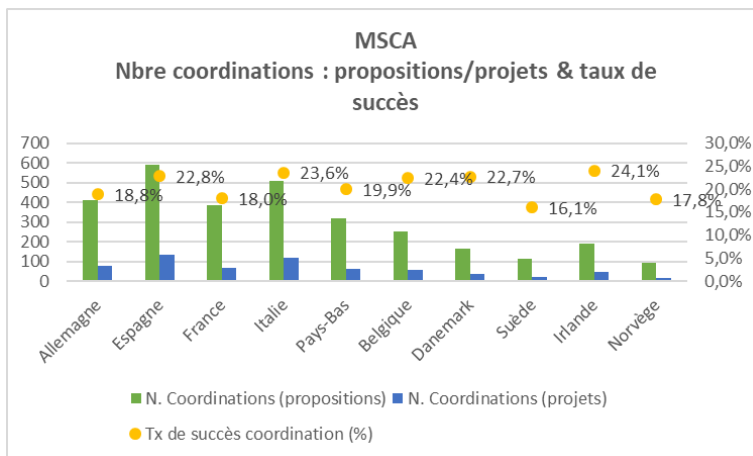
Participation

La France se situe en 3^e position en nombre de participations aux propositions soumises, et également en 3^e en nombre de participation aux projets financés. La France est le 2^e pays affichant le taux de succès le plus élevé en participation (23,3%), après le Danemark, avec 23,5%.



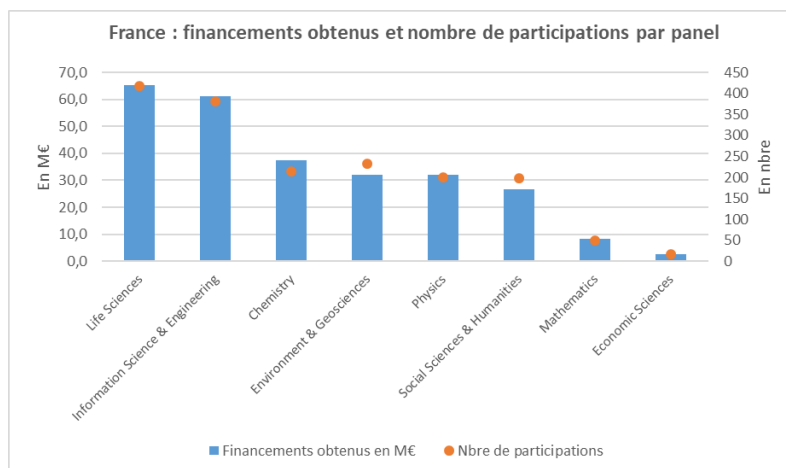
Coordination

Les établissements français coordonnent 69 projets MSCA, affichant un taux de succès en coordination de 18%. Il est à noter, que les performances françaises ont connu une nette progression sur l'action *Doctoral Networks* avec seulement 7 projets obtenus en 2021, 13 en 2022 et 17 en 2023, la France passant ainsi de la 5^e place en 2021 à la 2^e place en 2023 en nombre de coordinations obtenues. Sur l'action *MSCA Staff Exchanges*, le nombre de coordinations françaises est limité, en raison de sa faible participation à cette action. En revanche, elle affiche un taux de succès de 44,7% en coordination. Sur l'action *COFUND*, la France est le 2^e pays bénéficiaire en nombre de coordinations obtenues.



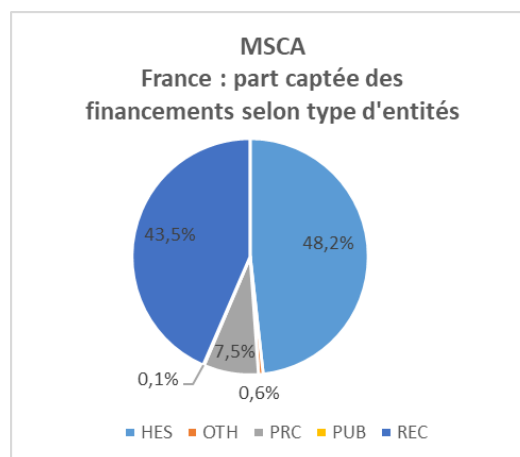
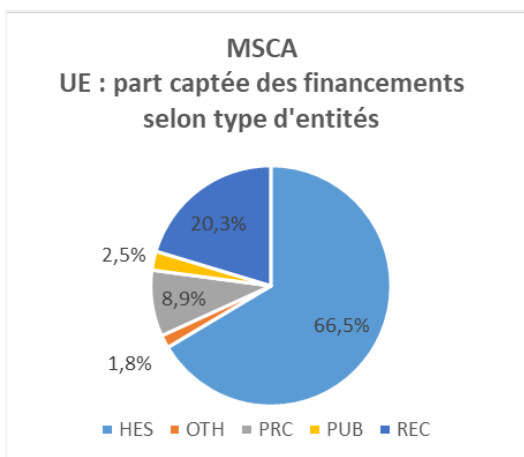
Répartition par panel thématique

Sur l'ensemble du programme, en France, les deux panels qui récupèrent le plus de budget sont les panels sciences de la vie et sciences de l'ingénieur. Les tendances varient, par contre, d'une action MSCA à une autre, et sur l'action *Postdoctoral Fellowships* le panel le plus actif est le panel Sciences Humaines et Sociales.



Typologie des lauréats

Le budget du programme MSCA en France est essentiellement capté par les établissements d'enseignement supérieur (48,2 %) et des organismes nationaux de recherche (ONR) (43,5 %). La part des ONR est supérieure à la moyenne européenne (qui est de 20,3 %), ce qui s'explique par l'organisation de la recherche en France en UMR et le poids du CNRS. La part captée par les organismes privés est de 7,5 % en financements. Soulignons que dans le cadre du programme MSCA, les entreprises privées participent très souvent aux projets en tant que partenaires associés et à ce titre ne peuvent obtenir de financements. La part du secteur privé en France est légèrement inférieure à la moyenne européenne (8,9%).



Top 20 des entités européennes et Top 20 des entités françaises en financements obtenus

Lorsqu'on regarde les top 20 des entités européennes bénéficiaires, on observe une dynamique différente de celle constatée pour les pays bénéficiaires. En effet, le premier bénéficiaire est, de loin, le CNRS, avec 74,8M€ de financements obtenus. Il est suivi de KU Leuven (Belgique), avec 50,7M€, et de *National University of Ireland*, 48,3M€. Les 20 premiers bénéficiaires européens sont, en grande majorité, les universités situées en Allemagne, en Espagne, aux Pays-Bas, au Danemark, en Italie, en Belgique, en Suède et en Norvège. On y trouve également *Max Planck Society* et *Alexander von Humboldt Foundation* en Allemagne, et *Consejo Superior de Investigaciones Cientificas*, en Espagne.

Les universités danoises et italiennes sont particulièrement actives, en revanche, aucune université française n'est présente dans le top 20, seul le CNRS est présent à la première place.

Si l'on se focalise sur les premiers bénéficiaires français, outre le CNRS, on note la présence de Sorbonne Université (12,4M€) et de l'INSERM (9,5M€) avec des financements obtenus non négligeables mais loin du CNRS. Les trois premières universités bénéficiaires sont Sorbonne Université, l'Université Grenoble-Alpes et l'Université de Bordeaux.

Si on regarde la ventilation par type d'action, parmi les top-20 bénéficiaires de l'action Doctoral Networks on retrouve aussi Thalès, et l'Université de Bordeaux est la première université bénéficiaire de cette action. L'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA) est la première université bénéficiaire de l'action COFUND.

Position	Top 20 Entités européennes	Financements obtenus (en M€)	Top 20 Entités françaises	Financements obtenus (en M€)
1	FR-CNRS	74,3	CNRS	74,3
2	BE-KU Leuven	50,7	Sorbonne Université	12,4
3	IE-National University of Ireland	48,3	INSERM	9,5
4	DK-University of Copenhagen	45,7	Université Grenoble Alpes	9,2
5	DE-Alexander von Humboldt Foundation	43,0	Université de Bordeaux	9,0
6	ES-Consejo Superior de Investigaciones Científicas	42,1	INRAE	8,9
7	NL-Delft University of Technology	33,3	Aix-Marseille Université	7,7
8	DK-Technical University of Denmark	32,4	Université Claude Bernard - Lyon 1	6,9
9	DK-Aarhus University	28,5	CEA	6,2
10	SE-Lund University	24,6	Université de Strasbourg	5,9
11	IT-University of Bologna	23,4	INRIA	5,1
12	IT-University of Padua	22,8	Université Paris Cité	4,9
13	IT-Politecnico di Milano	22,3	Université de Pau et des Pays de l'Adour	4,9
14	NO-University of Oslo	22,1	Fondation sciences mathématiques de Paris	4,8
15	SE-KTH Royal Institute of Technology	20,8	Institut Mines-Télécom	4,8
16	BE-University of Antwerp	19,4	Université Paris-Saclay	4,4
17	DE-Max Planck Society	19,3	Institut Pasteur	4,1
18	NO-Norwegian University of Science and Technology	18,6	École normale supérieure PSL	4,1
19	NL-University of Groningen	18,5	UE-European synchrotron radiation facility	4,0
20	NL-Eindhoven University of Technology	17,9	Université d'Angers	3,4

Focus sur les types d'actions MSCA

Si on détaille la performance de la France par action MSCA, elle se situe 2^e avec 43,6M€ sur l'action COFUND, 2^e avec 153,9€ obtenus sur l'action Doctoral Networks, 3^e sur l'action *Postdoctoral Fellowships* avec 93,8M€, 3^e sur l'action Staff Exchanges avec 18,1M€, et seulement 8^e sur l'action *MSCA&Citizens* avec 1,1M€. L'action MSCA où la France a la part captée la plus élevée est l'action COFUND (15,6 %), et celle où elle affiche le taux de succès le plus élevé est l'action *Staff Exchanges* (59,7 %).

France : types d'actions MSCA		Financements demandés (M€)	Financements obtenus (M€)	Taux de succès	Part captée des financements européens par la France	Place de la France au regard des financements obtenus
Co-funding of regional, national and international programmes	Co-financement des programmes régionaux, nationaux et internationaux	205,3	43,6	21,2 %	15,6 %	2
Doctoral Networks (DN)	Réseaux de formation doctorale	903,8	153,9	17,0 %	11,9 %	2
European Researchers' Night (Citizens)	Nuit européenne de chercheurs (MSCA et les Citoyens)	4,1	1,1	26,6 %	14,7 %	8
Postdoctoral Fellowships (PF)	Bourses postdoctorales	432,9	93,8	21,7 %	12,3 %	3
Staff Exchanges (SE)	Echanges de personnel	30,4	18,1	59,7 %	8,0 %	3
MSCA other	MSCA autre	0,7	0,3	N/P	N/P	
Total général		1577,2	310,8	19,7 %	11,8 %	3

Infrastructures de recherche

Le programme Infrastructures de recherche qui fait également partie du pilier 1 d'Horizon Europe, est doté d'un budget de 2,4 Md€ pour la période 2021-2027. Le programme Infrastructures de recherche soutient des activités visant à consolider, faire évoluer, ouvrir, intégrer et interconnecter un écosystème de services de recherche de premier plan pour les chercheurs en Europe, englobant à la fois des infrastructures nationales et paneuropéennes.

L'un des principaux objectifs du programme est de continuer à permettre l'accès transnational aux services d'infrastructure de recherche, tant pour la recherche axée sur la curiosité (*curiosity-driven research*) que pour le développement de nouveaux services personnalisés axés sur les défis (*challenge driven research*) et l'accès transnational à ces services.

Conformément à l'agenda stratégique de R&I 2021-2030 de l'*European Open Science Cloud* (EOSC), le programme vise également à faire en sorte que les politiques, les pratiques et les compétences en matière de science ouverte deviennent la « nouvelle norme » dans l'ensemble de l'espace européen de la recherche (EER) et que la fédération de l'EOSC (*EOSC federation*) soit élargie en connectant les infrastructures de recherche existantes.

Enfin, le programme permet d'améliorer les réseaux à grande largeur de bande et les services de réseau interconnectant les chercheurs, les données et les ressources informatiques afin de jeter les bases d'une future connectivité résiliente, de renforcer le catalogue de services de collaboration au-dessus du réseau, les services de confiance et d'identité, ainsi que l'infrastructure d'accès dans son ensemble.

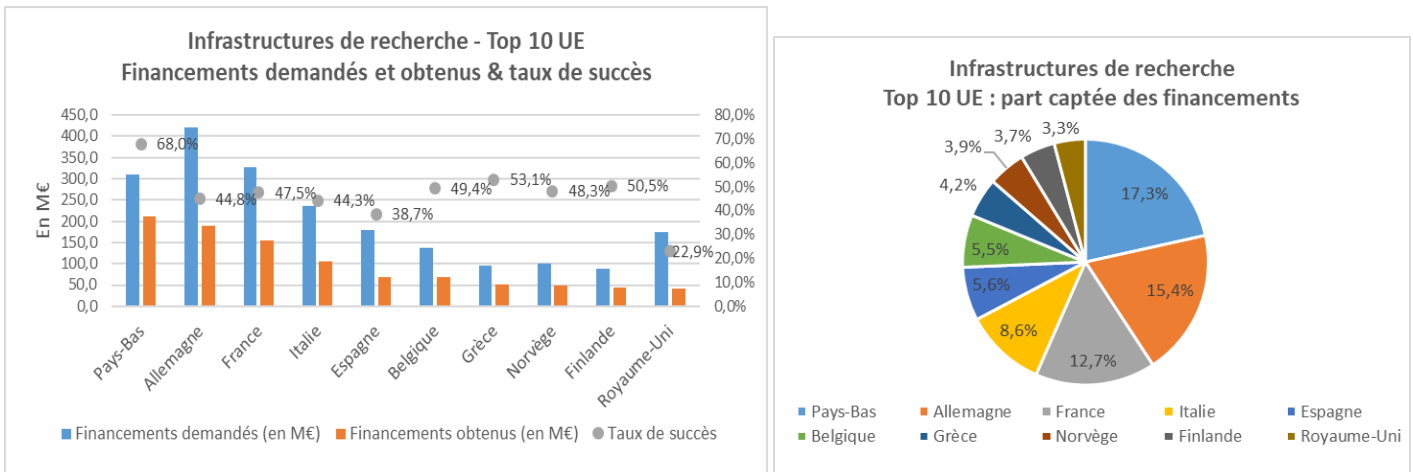
Le programme de travail Infrastructures de Recherche se structure autour de 5 destinations :

- Destination 1 INFRADEV: Développer, consolider et optimiser le paysage européen des infrastructures de recherche, en conservant une position de leader mondial ;
- Destination 2 INFRAEOSC: Permettre la mise en place d'un écosystème « Facile à trouver, accessible, interopérable, réutilisable » (autrement dit en anglais FAIR pour *Findable, Accessible, Interoperable, and Reusable*) pour l'*European Open Science Cloud* (EOSC) ;
- Destination 3 INFRASERV: Services d'infrastructure de recherche pour soutenir la recherche en santé, accélérer la transformation verte et numérique et faire progresser les connaissances de pointe ;
- Destination 4 INFRA TECH: Nouvelle génération d'instruments, d'outils et de méthodes scientifiques et solutions numériques avancées ;
- Destination 5 INFRANET: Connectivité des réseaux dans la recherche et l'éducation - permettre une collaboration sans frontières.

Les statistiques exposées ci-dessous sont le résultat d'une approche européenne très globale. Les particularités des infrastructures de recherche européennes, comme par exemple les infrastructures de recherche distribuées, sont difficiles à nuancer et ne sont pas reflétées dans cette approche. Étant donné que le programme de travail des infrastructures de recherche cible les infrastructures européennes établies, la part captée de chaque pays dépend intrinsèquement du nombre et du type d'infrastructures de recherche qu'il héberge.

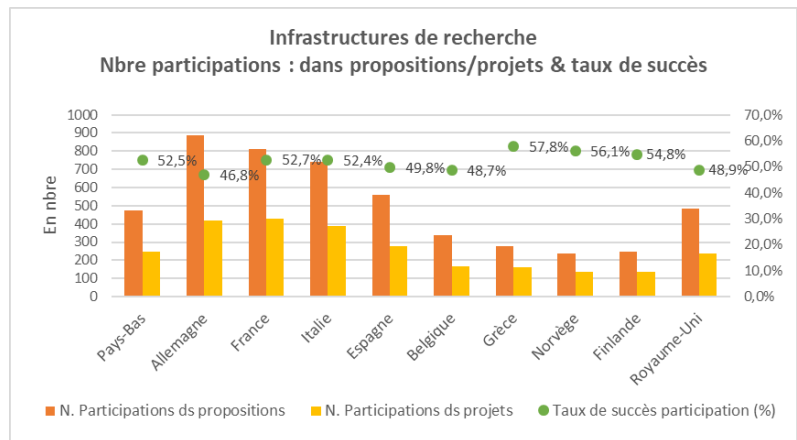
Financements

Dans le programme Infrastructures de recherche, la France sollicite généralement moins de financements que l'Allemagne et les Pays-Bas, qui occupent respectivement les deux premières places en Europe. Cette tendance se reflète également dans les montants obtenus, la France se plaçant en 3^e position avec 155,3M€, derrière les Pays-Bas (211M€) et l'Allemagne (188,6M€). En termes de part captée, la France s'octroie 12,7 % des financements européens, alors que les Pays-Bas captent 17,3 % et l'Allemagne 15,4 %. Notons cependant le très bon taux de succès de la France (47,5 %) qui est supérieur au taux de succès de l'Allemagne (44,8 %).



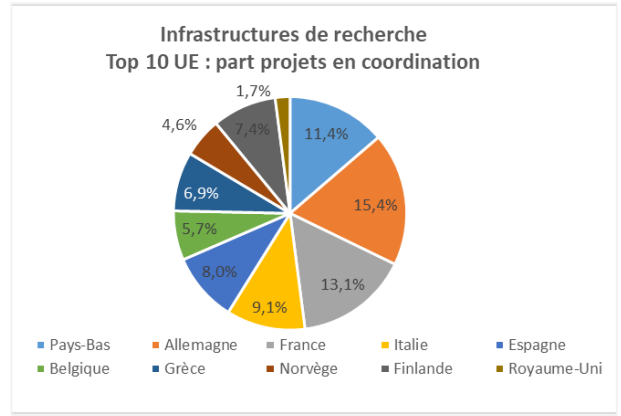
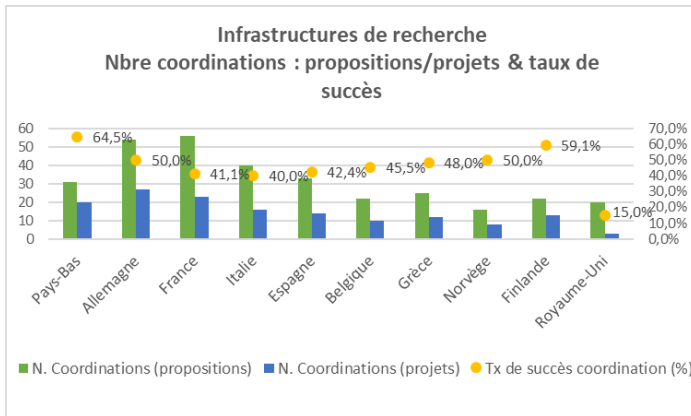
Participation

Si l'on considère la participation des acteurs européens à ce programme, la France se place en 1^{ère} position en nombre de participations dans les projets lauréats et en 2^e position en nombre de participations dans les propositions, derrière l'Allemagne. Et là encore, la France a un très bon taux de succès, 52,7 %, supérieur à ceux de l'Allemagne (46,8 %) et des Pays-Bas (52,5 %).



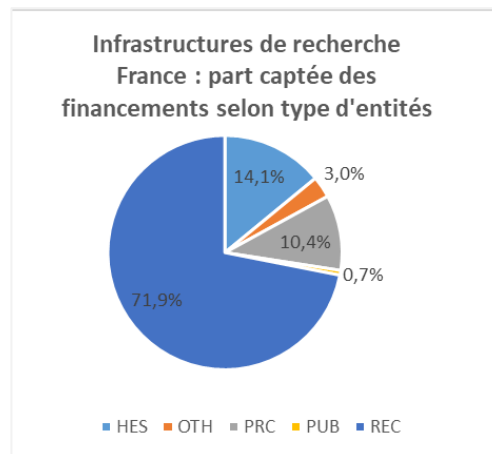
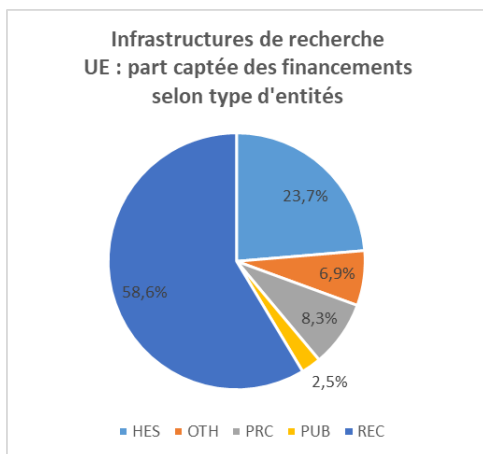
Coordination

Concernant la coordination, la France dépose légèrement moins de propositions en coordination (54) que l'Allemagne (56), elle se retrouve en 2^e place ; ce classement reste le même si l'on considère la coordination des projets lauréats : 23 pour la France et 27 pour l'Allemagne. La France et l'Allemagne coordonnent ainsi respectivement 13,1 % et 15,4 % des projets du programme Infrastructures de recherche ; viennent ensuite les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne avec respectivement 11,4 %, 9,1 % et 8 %.



Typologie des lauréats

Presque 90 % des financements captés par la France dans le cadre du programme de travail Infrastructures de recherche vont au secteur académique, aux opérateurs de recherche qui hébergent les infrastructures de recherche. Au niveau européen, la situation est la même, les acteurs académiques et les opérateurs de recherche sont les premiers bénéficiaires de ce type de financement européen.



Top 20 des entités européennes et Top 20 des entités françaises en financements obtenus

Parmi les 20 premières entités européennes qui captent le plus de financement dans le cadre des Infrastructures de recherche, on trouve le CNRS (2^e place ; 1^{ère} si l'on fait abstraction de l'organisation européenne GEANT) et l'INRAE (15^e). Dans le top 20 des entités françaises, les trois premières places sont occupées par des opérateurs de recherche qui hébergent le plus grand nombre d'infrastructures de recherche : CNRS, INRAE et CEA.

Position	Entité	Financements obtenus (en M€)	Entité	Financements obtenus en M€
1	UE/NL-GÉANT	112,3	CNRS	50,8
2	FR-CNRS	50,8	INRAE	10,7
3	UE/DE-European Molecular Biology Laboratory	23,1	CEA	7,2
4	DE-Forschungszentrum Jülich	22,1	Sorbonne Université	6,4

5	IT-National Research Council	18,6		UE-European synchrotron radiation facility	5,8
6	PL-Polish Academy of Sciences	16,4		IFREMER	5,0
7	NL-EGI Foundation	14,8		Aix-Marseille Université	4,3
8	ES-Consejo Superior de Investigaciones Científicas	12,7		INRIA	4,1
9	EL-Athena R&I Center In Information Communication & Knowledge Technologies	12,6		UE-Euro argo	3,3
10	DE-Deutsches Elektronen-Synchrotron DESY	12,4		UE-Digital research infrastructure for the arts and humanities	3,1
11	UE-intern./CH-European Organization for Nuclear Research	11,7		Institut Max von Laue – Paul Langevin	2,4
12	UE/BE-European Research Infrastructure on Highly Pathogenic Agents	11,3		UE-Ass fondation europeenne science	2,3
13	NL-Royal Netherlands Academy of Arts and Sciences	11,2		UE-Analysis and experimentation on ecosystems - european research infrastructure consortium	2,2
14	IE-National University of Ireland	11,2		INSERM	2,2
15	FR-INRAE	10,7		UE-European marine biological resource centre - european research infrastructure consortium	2,2
16	IT-Istituto Nazionale di Fisica Nucleare	10,3		UE-Ecrin european clinical research infrastructure network	2,2
17	UE/AT-Biobanking and Biomolecular Resources Research Infrastructure Consortium	9,9		Institut Pasteur	1,6
18	DE-Leibniz Association	9,6		Codata	1,6
19	FI-CSC - IT Center for Science (Finland)	9,5		E-science data factory	1,3
20	ES-Universitat Politècnica de Catalunya	9,2		CERFACS	1,2

Focus sur les Destinations

Les premiers chiffres exposés ci-avant cachent pour la France des disparités selon les destinations. En effet, sur la destination INFRAEOSC qui vise à stimuler la connexion des infrastructures de recherche existantes en Europe et à fournir de services à valeur ajoutée, la France capte 19 % des financements européens, ce qui la place en 1^{ère} position. A noter également, l'excellent taux de succès du pays sur cette destination : près de 77 %. Pour INFRATECH et INFRASERV, destinations qui ciblent des infrastructures de recherche inscrites sur la feuille de route de *l'European Strategy Forum on Research Infrastructures (ESFRI)* et proposent les financements pour améliorer les services proposés par les infrastructures européennes de recherche, la France capte respectivement 14,9 % et 13,3 % des financements européens, ce qui la place en 2^e position. Quant à la destination INFRADEV qui vise à consolider le paysage européen des infrastructures de recherche, à soutenir les projets ESFRI, la France arrive en 3^e position avec 11,3 % de part captée. La destination INFRANET contribue au développement d'outils comme EDUROAM, supporté par le réseau GEANT et *EGI-Advanced computing services for research* dont les sièges sont au Pays-Bas, ce qui explique la prédominance de ce pays sur cette destination et l'absence de la France.

France : destinations des Infrastructures de recherche		Financements demandés (M€)	Financements obtenus (M€)	Taux de succès	Part captée des financements européens par la France	Place de la France au regard des financements obtenus
Destination 1 - INFRADEV	Un paysage d'infrastructures de recherche européennes qui fonctionne bien	49,9	20,6	41,2 %	11,3 %	3
Destination 2 – INFRAEOSC	Un écosystème opérationnel, ouvert : FAIR EOSC	52,5	40,4	76,8 %	19,0 %	1
Destination 3 - INFRA SERV	Des services pour soutenir la recherche en santé, accélérer la transformation verte et numérique et faire progresser les connaissances de rupture	57,8	40,1	69,4 %	13,3 %	2
Destination 4 - INFRA TECH	Une nouvelle génération d'instruments, d'outils et de méthodes scientifiques et solutions numériques avancées	162,2	50,2	30,9 %	14,9 %	2
Destination 5 – INFRA NET	La connectivité des réseaux - un outil pour une collaboration sans frontières	0,0	0,0		0,0 %	N/P
INFRA other	INFRA autre	4,4	4,1	92,0 %	N/P	N/P
Total général		326,8	155,3	47,5 %	12,7 %	3

Pilier 2

Cluster 1 Santé

Le Cluster 1, doté d'un budget de 8,2Md€, se structure autour de 6 destinations :

- Destination 1 : Rester en bonne santé dans une société qui change rapidement ;
- Destination 2 : Vivre et travailler dans un environnement favorisant la santé ;
- Destination 3 : Lutter contre les maladies et réduire leur fardeau ;
- Destination 4 : Assurer un accès à des soins de santé innovants, durables et de haute qualité ;
- Destination 5 : Exploiter le potentiel des nouveaux outils, technologies et solutions numériques pour une société en bonne santé ;
- Destination 6 : Maintenir une industrie de santé innovante, durable et compétitive.

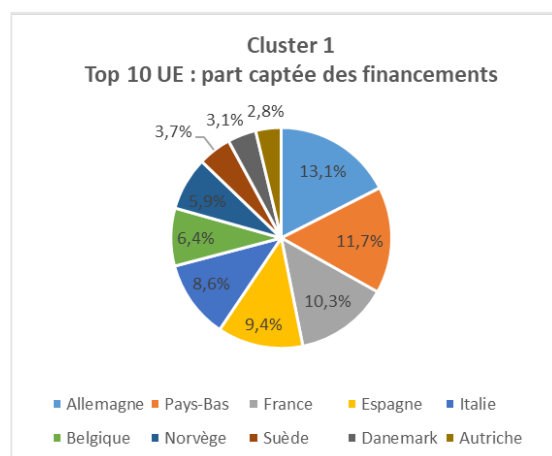
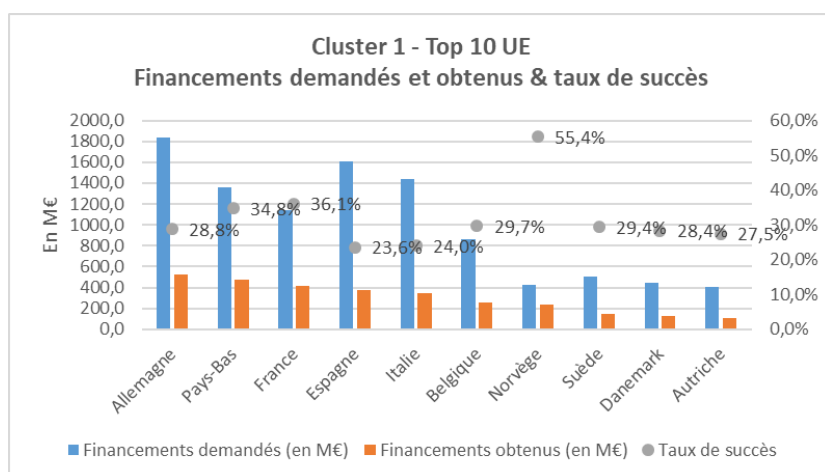
Il comprend pour la période allant de 2021 à 2024 :

- 7 partenariats cofinancés : Transformation des systèmes de santé (THCS) ; Evaluation des risques liés aux substances chimiques (PARC) ; Espace européen de la recherche pour la santé (ERA4HEALTH) ; Maladies rares (ERDERA) ; Médecine personnalisée (EP PerMed) ; résistance aux antimicrobiens (*One Health*-AMR) et Préparation aux pandémies ;
- 2 partenariats institutionnalisés (art. 187 du TFUE) : Europe-Afrique subsaharienne pour les essais cliniques dans le domaine des maladies infectieuses pour la santé mondiale (GH-EDCTP3) et l'Initiative en matière de santé innovante (IHI).

Financements

Depuis le début d'Horizon Europe, dans le cadre du Cluster santé, la France a bénéficié de financements à hauteur de 414M€ dont 44M€ issus des partenariats institutionnels : Europe-Afrique subsaharienne pour les essais cliniques dans le domaine des maladies infectieuses (GH-EDCTP3) et l'Initiative en matière de santé innovante (IHI). Si la France demande moins de financements que ses voisins européens (en 5^e position, derrière DE, ES, IT et NL), elle connaît un des meilleurs taux de succès avec 36,1 % parmi les 10 premiers pays européens (seule la Norvège la devance avec un taux de succès de 55 %). En outre, la France se situe en 3^e position, en termes de financements obtenus, avec une part captée de 10,3 %, derrière l'Allemagne à 13,1 % et les Pays-Bas à 11,7 %.

Pour avoir un panorama complet de la performance de la France en termes de financements captés, dans la thématique santé, il faut additionner 41M€ en financements obtenus par le biais de la Mission Cancer, détaillée dans la section dédiée « Missions ».



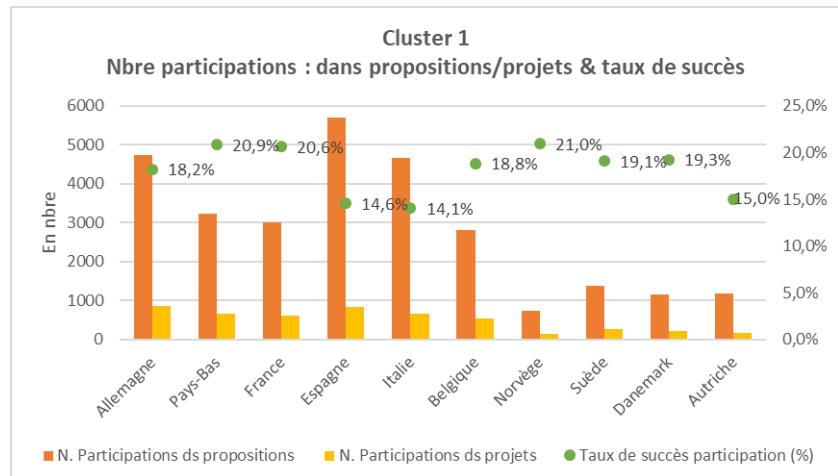
Participation

Si l'on observe la participation des acteurs européens dans le Cluster Santé, la France se situe à la 5^e place en termes de nombre de participations dans les propositions (derrière ES, DE, IT, NL). Notons que sur ce critère, les écarts entre la France et les principaux pays bénéficiaires sont importants.

Le nombre de participations dans les propositions passe presque du simple au double entre la France et L'Espagne, et est presque supérieur d'un tiers pour l'Allemagne et l'Italie.

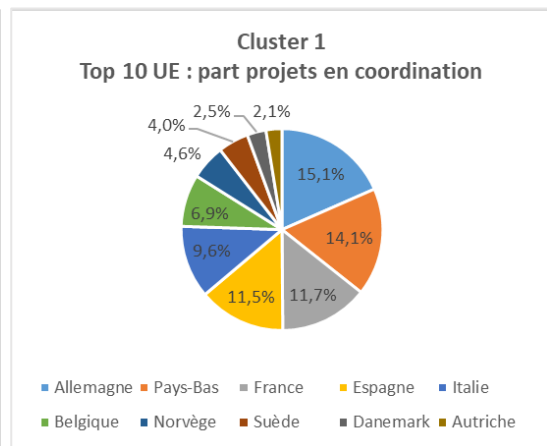
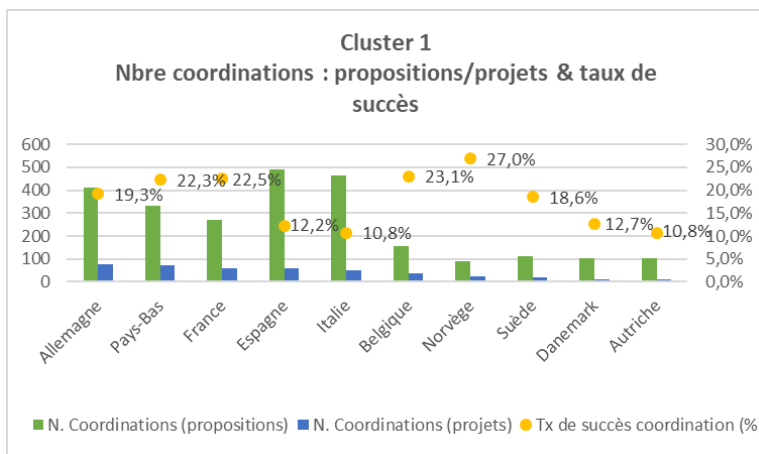
Si l'on considère le nombre de participation dans les projets lauréats, c'est l'Allemagne qui arrive en tête avec 862 participations, la France est quant à elle 5^e avec 623 participations.

Concernant le taux de succès des pays, celui de la France est là encore l'un des meilleurs avec 20,6 % ; seuls les Pays-Bas et la Norvège sont devant la France avec des taux de succès de 20,9 % et de 21%.



Coordination

En ce qui concerne la coordination, la France a déposé 271 propositions en coordination, loin derrière les Espagnols (492), les Italiens (464), les Allemands (410) et les Néerlandais (332). Malgré le faible nombre de propositions déposées en coordination, la France occupe la 3^e place en nombre de projets financés coordonnés pour un total de 61 projets (soit une part de 11,7 %) et obtient le meilleur taux de succès (22,5 %) parmi le top 10 des pays captant le plus de financements.

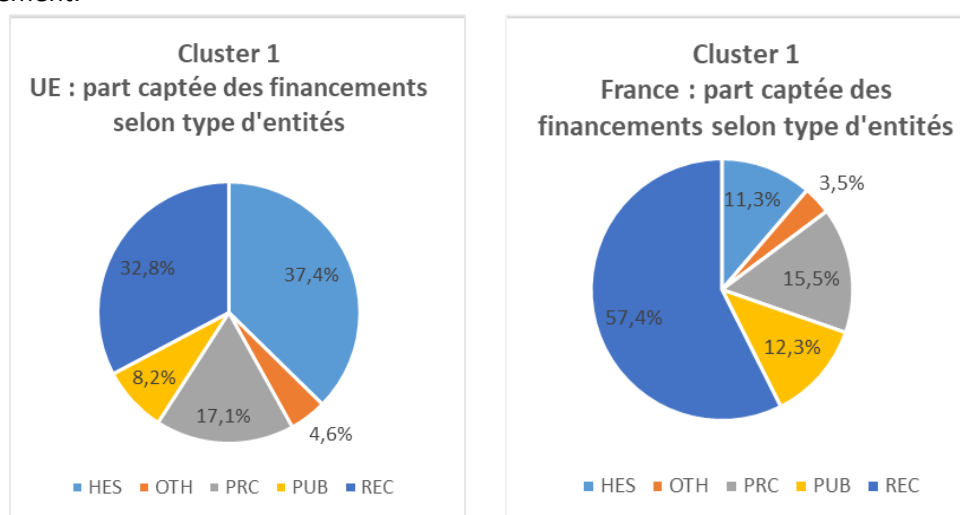


Typologie des lauréats

Sur les 4Md€ alloués jusqu'à présent dans le cadre du Cluster Santé tous pays confondus, 70 % environ reviennent aux organismes de recherche et aux établissements d'enseignement supérieur (33 et 37 %, respectivement) et près de 16 % aux entités privées.

Par comparaison, sur les 414M€ captés par la France, 57 % reviennent aux organismes de recherche et 11 % aux établissements d'enseignement ; les acteurs privés quant à eux captent 15,5 % du budget français. L'Espagne connaît une répartition proche de celle de la France avec 53 % revenant aux organismes de recherche.

Si l'on considère seulement les destinations du Cluster 1, les principaux bénéficiaires français et espagnols sont les organismes de recherche, qui à eux seuls représentent respectivement 59,6 % et 55,6 %, suivis par les organismes privés représentant 13,6 % et 18 %. Pour comparaison, parmi les autres pays en tête de classement : les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie, la part captée par les établissements d'enseignement supérieur est prépondérante et représente respectivement 60 %, 48 % et 31 % au sein des 6 destinations ; tandis que les organismes privés représentent 11,1 %, 15,7 % et 19,4 % pour ces pays. Et concernant les seules entreprises communes GH-EDCTP3 et IHI, les principaux bénéficiaires français sont les organismes de recherche et les organismes privés représentant 39,2 % et 31,6 % de la part du budget capté. Pour comparaison, la distribution par type de bénéficiaire pour le reste des pays participants est plus équilibrée entre les établissements d'enseignement supérieur, les organismes privés et les organismes de recherche 35 %, 23 % et 28 %, respectivement.



[Top 20 des entités européennes et Top 20 des entités françaises en financements obtenus](#)

Parmi les vingt principaux bénéficiaires européens du Cluster 1 figurent majoritairement des organismes de recherche et universités situés aux Pays-Bas, en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne, en Belgique, Suède et Irlande.

Pour la France, deux organismes de recherche sont représentés dans ce top 20 UE : l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES). Ces organisations occupent respectivement la 1^{ère} et la 15^e place dans le classement des organisations les mieux financées, si l'on exclut du classement *Coalition for epidemic preparedness innovations* (CEPI) qui a reçu des financements fléchés principalement dans le cadre de la crise COVID.

Si l'on considère les premières entités françaises, outre l'INSERM et l'ANSES (qui coordonne le partenariat PARC), on note la présence en 3^e place de l'ANR qui a bien performé sur les destinations 3 et 4 (en tant que membre des partenariats cofinancés ERA4Health, EP PerMed, etc.). L'Institut Pasteur, particulièrement présent sur la destination 3, arrive en 4^e position, juste devant l'AP-HP (5^e

position). La première université de ce top 20 français est l'Université de Bordeaux. Et le premier acteur privé de ce classement est la PME Fabentech (7^e).

Position	Top 20 Entités européennes	Financements obtenus (en M€)	Top 20 Entités françaises	Financements obtenus (en M€)
1	UE/NO-Coalition for Epidemic Preparedness Innovations	140	INSERM	77,8
2	FR-INSERM	77,8	ANSES	25,4
3	ES-CERCA Institution	62,2	ANR	20,8
4	NL-University Medical Center Utrecht	46,4	Institut Pasteur	17,4
5	SE-Karolinska Institutet	42,6	AP-HP	17,2
6	NL-Radboud University Medical Center	39,5	Agence nationale de santé publique	13,4
7	NL-Amsterdam University Medical Centers	39,2	Fabentech	11,7
8	BE-KU Leuven	36,6	CEA	10,7
9	NL-Erasmus MC	35,8	Ministère des solidarités et de la santé	10,5
10	DE-Charité - Universitätsmedizin Berlin	33	CNRS	10,1
11	DE-Fraunhofer Society	32,4	Unicancer	8,1
12	IT-Ministero della Salute	28,8	IGR	7,6
13	IT-Istituti di Ricovero e Cura a Carattere Scientifico	28,3	INSERM Transfert	7
14	NL-Maastricht University	27,4	INRAE	6,3
15	IE-National University of Ireland	27,2	UE-Ecrin european clinical research infrastructure network	6,2
16	FR-Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	25,4	IRD	5,7
17	NL-Leiden University Medical Center	24,1	Université de Bordeaux	5,7
18	NL-Philips (Netherlands)	24	Université de Montpellier	5,3
19	BE-Ghent University	23,3	Institut des maladies génétiques	4,6
20	ES-Ministerio de Ciencia, Innovación y Universidades	22,2	INERIS	3,6

Focus sur les Destinations et JU du Cluster 1

Si l'on détaille la performance de la France dans chacun des sous-programmes analysés ci-dessous - destinations d'une part et partenariats institutionnalisés d'autre part-, la France figure toujours parmi le top 5 des pays les mieux financés.

La France se classe à la 2^e position en termes de financements obtenus dans le cadre du partenariat GH-EDCTP3 ; concernant IHI, après un démarrage mitigé, la France a connu une nette amélioration : en 2024, elle capte 11 % des financements UE.

France : destinations et JU du Cluster 1		Financements demandés (M€)	Financements obtenus (M€)	Taux de succès	Part captée des financements européens par la France	Place de la France au regard des financements obtenus
Destination 1	La santé tout au long de la vie	143,8	32,1	22,3 %	7,0 %	5
Destination 2	Les déterminants en matière de santé environnementale et sociale	115,7	75,6	65,3 %	15,0 %	1
Destination 3	Les maladies rares et non transmissibles	386,8	138,6	35,8 %	13,9 %	2
Destination 4	Systèmes de santé de qualité, accessibles et novateurs	63,7	35,6	55,9 %	9,7 %	5
Destination 5	Les outils, technologies et solutions numériques pour la santé et les soins, y compris la médecine personnalisée	237,6	61,4	25,8 %	10,2 %	4
Destination 6	Industries de santé compétitives, durables et innovantes	35,7	10,9	30,5 %	6,5 %	6
JU EDCTP3	Entreprise commune Europe-Afrique subsaharienne pour les essais cliniques dans le domaine des maladies infectieuses pour la santé mondiale	40,2	17,8	44,2 %	7,7 %	2
JU IHI	Entreprise commune Initiative en matière de santé innovante	62,5	26,1	41,7 %	6,0 %	6
Cluster 1 other	Cluster 1 autre	59,6	16,1	N/P	N/P	N/P
Total général		1145,5	414,0	36,1 %	10,3 %	3

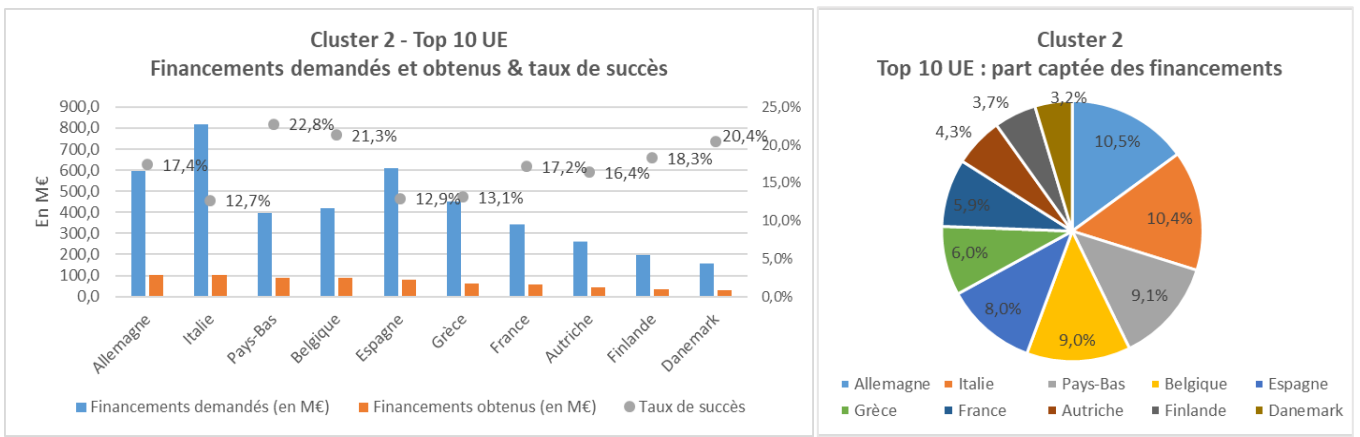
Cluster 2 Culture, créativité et société inclusive

Le Cluster 2, doté d'un budget d'1,1Md€, se structure autour de 3 destinations :

- Destination 1 : Démocratie et gouvernance ;
- Destination 2 : Patrimoine culturel européen et industries culturelles et créatives ;
- Destination 3 : Transformations économiques et sociales.

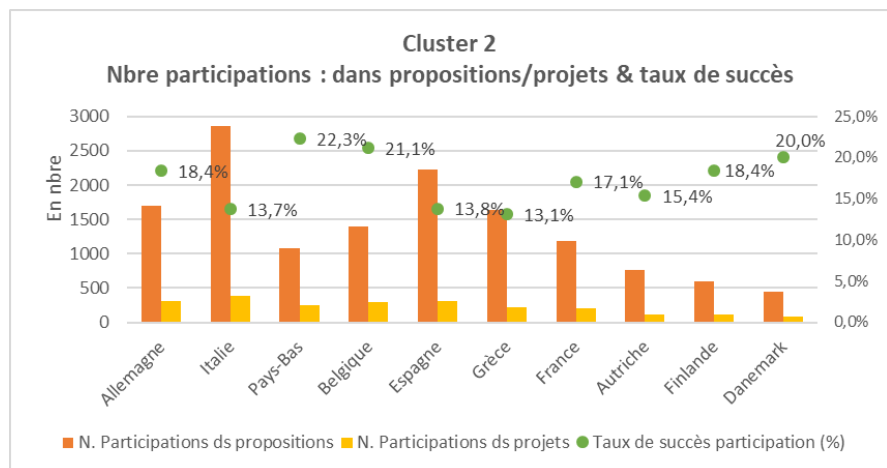
Financements

Dans le cadre du Cluster 2, la France a obtenu, depuis le lancement d'Horizon Europe, des financements à hauteur de 58,6M€, ce qui représente une part captée de 5,8 %. Ce résultat place le pays en 7^e position, avec une part captée près de deux fois plus faible que l'Allemagne et l'Italie qui reçoivent respectivement des financements à hauteur de 103,9M€ et 103,6M€.



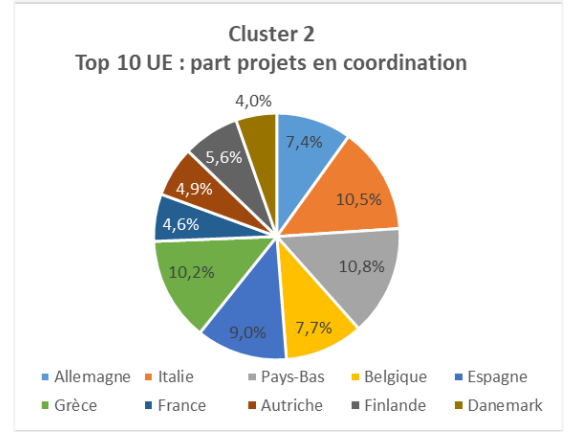
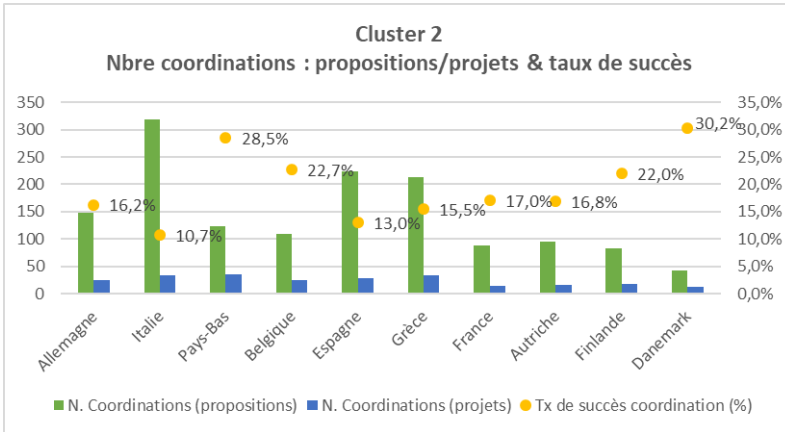
Participation

Si l'on considère la participation des acteurs européens à ce cluster, la France se place en 6^e position dans les propositions et 7^e position dans les projets, derrière, dans l'ordre décroissant, l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, et la Grèce. Le taux de succès français, à 17,3 %, est supérieur à celui de l'Italie, de l'Espagne et de la Grèce, comparable à celui de l'Allemagne et inférieur à celui des Pays-Bas et de la Belgique.



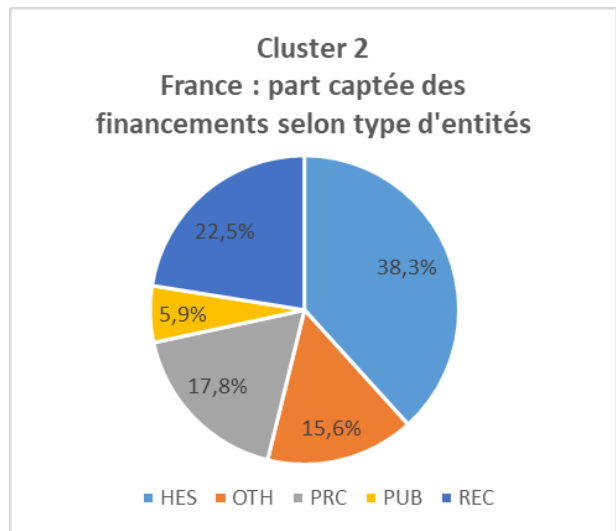
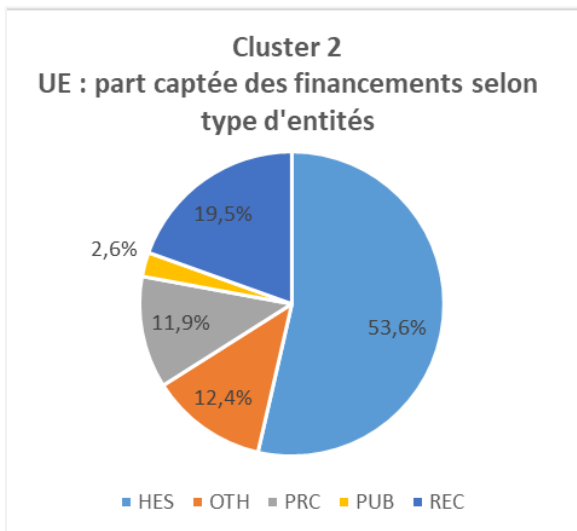
Coordination

Concernant la coordination, la France dépose deux fois moins de propositions en coordination que l'Italie, les Pays-Bas et la Grèce et se situe en 8^e position ; et le pays coordonne 4,6 % des projets. Le taux de succès de succès français est situé à 15,5 %, légèrement au-dessus de la moyenne européenne (14,5 %) mais plus bas que les taux de succès des Pays-Bas et de la Belgique, respectivement à 28,5 % et 22,7 %.



Typologie des lauréats

60 % des lauréats français proviennent soit d'établissements d'enseignement supérieur soit d'organismes de recherche. La part des acteurs privés (essentiellement portée par les industries culturelles et créatives) ne représente que 17,8 % des financements. Cette répartition est à rapprocher de la moyenne européenne, où l'on voit que la grande majorité des lauréats (73 %) sont des établissements d'enseignement supérieur et des organismes de recherche, et que les entités privées ne représentent que 12 % des lauréats.



Top 20 des entités européennes et françaises en financements obtenus

La liste des 20 principales entités européennes et françaises montre la part importante obtenue par un petit nombre d'universités néerlandaises et belges, et par Fraunhofer Society en Allemagne. La première entité française, le CNRS, n'apparaît qu'à la 14^e place du top 20 européen. Le CNRS domine largement la liste des entités françaises, suivi de la Fondation nationale des Sciences Politiques, de la Fondation des Sciences du patrimoine et de plusieurs grandes universités (Bordeaux, Cergy, Paris 1 et Lorraine).

Position	Top 20 Entités européennes	Financements obtenus (en M€)	Top 20 Entités françaises	Financements obtenus (en M€)
1	BE-KU Leuven	11,6	CNRS	6,1
2	NL-Utrecht University	11,2	Fondation nationale des sciences politiques	1,9
3	NL-University of Amsterdam	10,4	Fondation des sciences du patrimoine	1,8
4	DE-Fraunhofer Society	8,6	Université de Bordeaux	1,8
5	IE-National University of Ireland	8,2	Organisation de coopération et de développement économiques	1,5
6	DE-Leibniz Association	8,1	Cergy Paris Université	1,4
7	EL-Centre for Research and Technology Hellas	7,9	UE-Alda - association européenne pour la démocratie locale	1,2
8	FI-University of Helsinki	7,7	Missions publiques	1,2
9	BE-Vrije Universiteit Brussel	7,2	Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne	1,1
10	IT-National Research Council	6,6	Université de Lorraine	1,0
11	AT-University of Vienna	6,5	Aix-Marseille Université	1,0
12	ES-Universitat de Barcelona	6,3	Rennes School of Business	0,8
13	IT-University of Bologna	6,3	Alternatives européennes	0,8
14	FR-CNRS	6,1	UE-Ass. fondation européenne science	0,8
15	PL-University of Warsaw	5,8	Université Paris Dauphine - PSL	0,8
16	EL-Foundation for Research and Technology Hellas	5,7	Université Côte d'Azur	0,8
17	IT-European University Institute	5,6	Institut catholique de Lille	0,7
18	BE-University of Antwerp	5,6	École d'économie de Paris	0,7
19	NL-Radboud University Nijmegen	5,6	ARMINES	0,6
20	FI-Tampere University	5,5	Digital research infrastructure for the arts and humanities	0,6

Focus sur les Destinations du Cluster 2

Une analyse par destination montre que la France est mieux placée dans la destination 2 (héritage culturel), se situant à la 5^e place européenne avec 29,1M€ obtenus, que dans les destinations 1 (démocratie et gouvernance) et 3 (transformations socio-économiques) où elle occupe respectivement la 7^e (15M€) et la 9^e place (12,8M€). Le taux de succès le plus élevé est sur la destination 3, reflétant une faible participation française sur les transformations socio-économiques.

France : destinations du Cluster 2		Financements demandés (M€)	Financements obtenus (M€)	Taux de succès	Part captée des financements européens par la France	Place de la France au regard des financements obtenus
Destination 1	Démocratie et gouvernance	100,6	15,0	14,9 %	4,9 %	7
Destination 2	Patrimoine culturel européen et industries culturelles et créatives	169,4	29,1	17,2 %	8,3 %	5
Destination 3	Transformations économiques et sociales	69,8	12,8	18,3 %	3,8 %	9
Cluster 2 other	Cluster 2 autre	1,8	1,8	N/P	N/P	N/P
Total général		341,6	58,6	17,2 %	5,9 %	7

Cluster 3 Sécurité civile pour la société

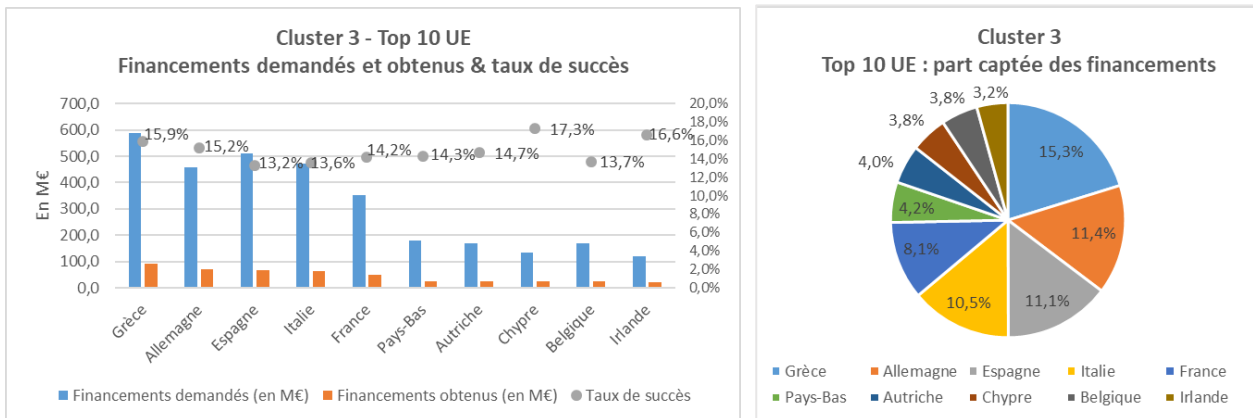
Le Cluster 3, doté d'un budget de 1,5Md€, se structure autour de 6 destinations:

- Destination 1 : Lutte contre la criminalité et le terrorisme ;
- Destination 2 : Gestion des frontières ;
- Destination 3 : Infrastructure résiliente ;
- Destination 4 : Renforcement de la cybersécurité ;
- Destination 5 : Société résiliente aux catastrophes pour l'Europe ;
- Destination 6 : Renforcement de la recherche et de l'innovation en matière de sécurité.

Financements

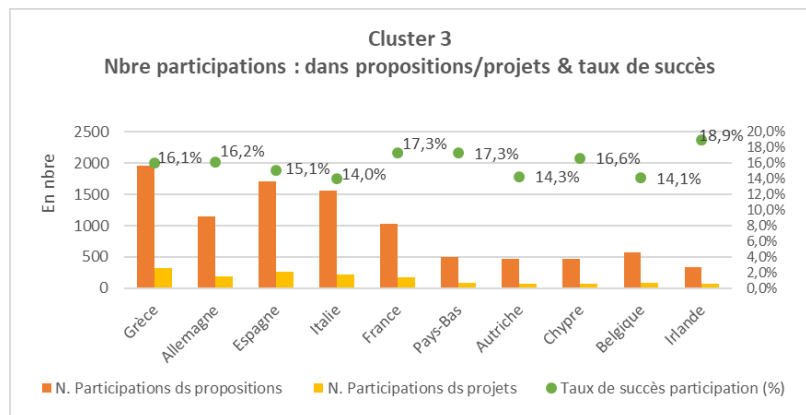
Dans le cadre du Cluster 3, la France a demandé 351M€ de financements depuis le lancement d'Horizon Europe, ce qui la place en 5^e position. La Grèce, en tête du classement, a sollicité jusqu'alors 587M€. Bien que l'écart entre la France et les autres pays du top 10 soit plus réduit, la France reste également 5^e en termes de financements obtenus, avec 49,7M€, derrière la Grèce (93,2M€) et l'Allemagne (69,5M€), l'Espagne (67,6M€) et l'Italie (64,3M€). Le taux de succès de la France (14,2 %) est cohérent avec l'ensemble des autres pays.

En termes de part captée, la France s'octroie 8,1 % des financements européens, alors que la Grèce capte 15,3 %, l'Allemagne 11,4 %, l'Espagne 11,1 % et l'Italie 10,5 %.



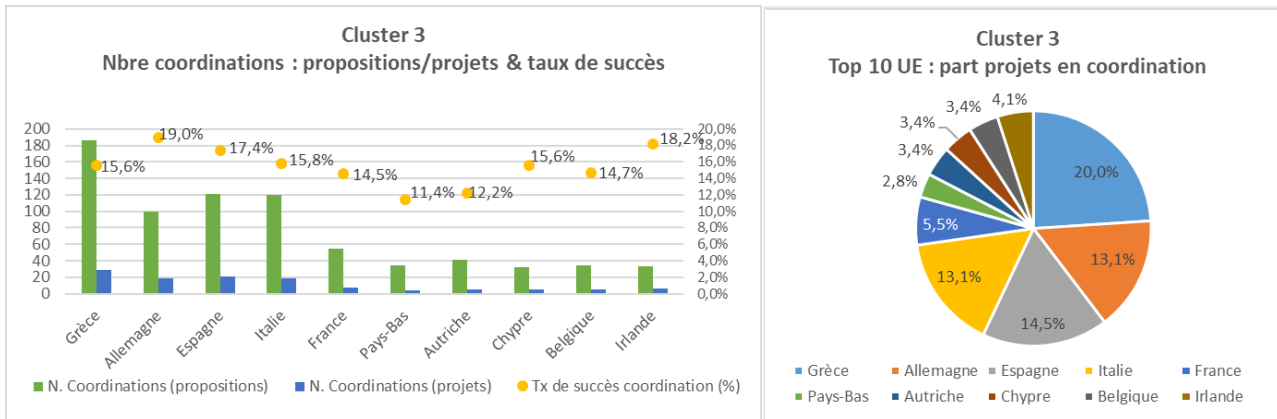
Participation

Si l'on considère la participation des acteurs européens à ce Cluster, la France se place en 5^e position que ce soit en nombre de participations dans les propositions ou dans les projets, derrière la Grèce, l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie. La France a un meilleur taux de succès (17,3 %) que les 4 premiers pays.



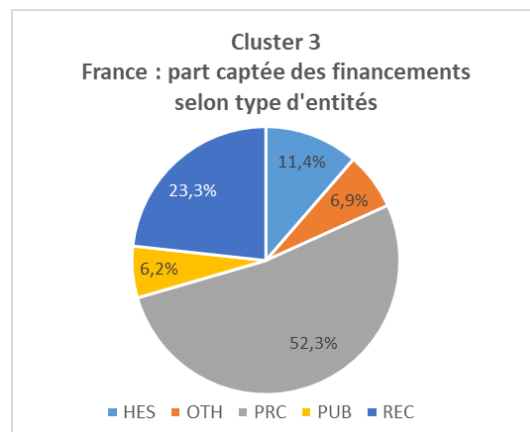
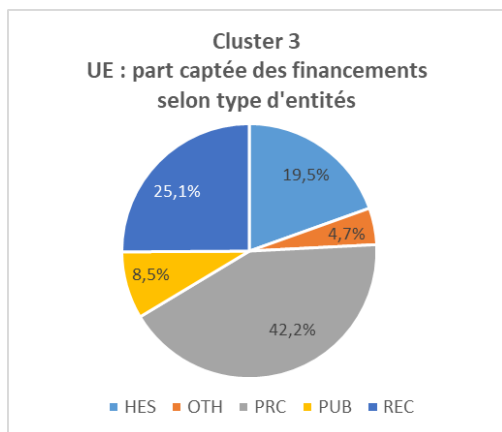
Coordination

Concernant la coordination, la France dépose 3,4 fois moins de propositions en coordination que la Grèce et elle est également derrière l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne. Le pays est 5^e en nombre de projets coordonnés (8 projets en coordination) loin derrière la Grèce (29) et l'Espagne (21). La France coordonne 5,5 % des projets du Cluster 3, tandis que la Grèce en coordonne 20 %, l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie, respectivement 14,5 %, 13,1 % et 13,1 %.



Typologie des lauréats

52,3 % des financements captés par la France dans le cadre du Cluster 3 vont au secteur privé, 23,3 % reviennent aux acteurs de la recherche, et 11,4 % aux établissements d'enseignement supérieur et 6,9 % au secteur public. La répartition au niveau européen se présente tout à fait différemment, puisque 42,2 % des financements reviennent aux acteurs privés, 25,1 % aux acteurs de la recherche, 19,5 % aux établissements d'enseignement supérieur et 4,7 % au secteur public. Les acteurs plus opérationnels et proches du marché (secteurs public et privés) font mieux en France qu'en Europe.



Top 20 des entités européennes et Top 20 des entités françaises en financements obtenus

Parmi les 20 entités européennes qui captent le plus de financements dans le cadre du Cluster 3, on trouve à la 5^e place le CEA et un seul acteur privé français, Thales, à la 10^e place ; la première place étant occupée par un Grec : *Centre for Research and Technology Hellas*. Dans le top 20 des entités françaises, derrière le CEA l'essentiel des acteurs viennent du secteur privé. L'IMT se place en 6^e position, et le CNRS n'arrive qu'en 15^e position.

Position	Top 20 Entités européennes	Financements obtenus (en M€)	Top 20 Entités françaises	Financements obtenus (en M€)
1	EL-Centre for Research and Technology Hellas	12,2	CEA	6,8
2	IT-Engineering (Italy)	8,8	Thales	4,7
3	DE-Fraunhofer Society	8,7	CS group	2,1
4	EL-Center for Security Studies	8,7	Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer	1,7
5	FR-CEA	6,8	Montimage	1,6
6	AT-Austrian Institute of Technology	6,7	Institut Mines-Télécom (IMT)	1,4
7	EL/CY-Ubitech	5,5	Idemia	1,3
8	EL-Institute of Communication and Computer Systems	5,3	Red alert labs	1,2
9	LU-INTRASOFT International	5,1	Airbus Defense and Space	1,2
10	FR-Thales	4,7	Privanova	1,1
11	DE-Aegis it research gmbh	4,4	Civipol	0,9
12	PT-Institute for Systems Engineering and Computers	4,4	SAFE Cluster	0,8
13	NL-Delft University of Technology	3,9	Sopra Steria	0,8
14	NL-Netherlands Organisation for Applied Scientific Research	3,9	Synnav	0,8
15	IT-National Research Council	3,8	CNRS	0,7
16	EL-Athena R&I Center In Info. Comm. & Knowledge Technologies	3,6	Pompiers de l'urgence internationale	0,7
17	EL-National Centre of Scientific Research "Demokritos"	3,5	Institut Pasteur	0,7
18	ES-Universitat Politècnica de Catalunya	3,4	BRGM	0,6
19	ES-Atos	3,2	Nokia	0,6
20	ES-Tecnalia	3,2	Vinci	0,6

Focus sur les Destinations du Cluster 3

Ces premiers chiffres cachent pour la France des disparités selon les destinations comme le montre le tableau synthétique ci-après. En effet, si la France se situe en 4^e ou 5^e voire 6^e position sur les destinations « capacitaires » (destinations 1, 2, 3, 4, 5) avec des parts captées de 6,5 % à 9,4 %, elle est 1^{ère} sur la destination 6 correspondant au renforcement de la recherche et de l'innovation en matière de sécurité (avec une part captée de 12,6 %). Cette performance reflète notamment l'engagement marqué du secteur public, en particulier du Ministère de l'Intérieur, sur cette thématique.

France : destinations du Cluster 3		Financements demandés (M€)	Financements obtenus (M€)	Taux de succès	Part captée des financements européens par la France	Place de la France au regard des financements obtenus
Destination 1	Lutte contre la criminalité et le terrorisme	44,7	7,7	17,2 %	6,5 %	5
Destination 2	Gestion des frontières	33,7	7,4	21,8 %	7,8 %	4
Destination 3	Infrastructure résiliente	18,6	3,0	16,2 %	6,8 %	6
Destination 4	Renforcement de la cybersécurité	162,5	16,2	10,0 %	8,1 %	5
Destination 5	Société résiliente aux catastrophes pour l'Europe	84,0	11,8	14,1 %	9,4 %	4
Destination 6	Renforcement de la recherche et de l'innovation en matière de sécurité	6,8	3,0	43,3 %	12,6 %	1
Cluster 3 other	Cluster 3 autre	0,61	0,63	N/P	N/P	N/P
Total général		350,9	49,7	14,2 %	8,1 %	5

Cluster 4 Numérique, Industrie et Espace

Le Cluster 4, doté d'un budget de 15,35Md€, se structure autour de 6 destinations :

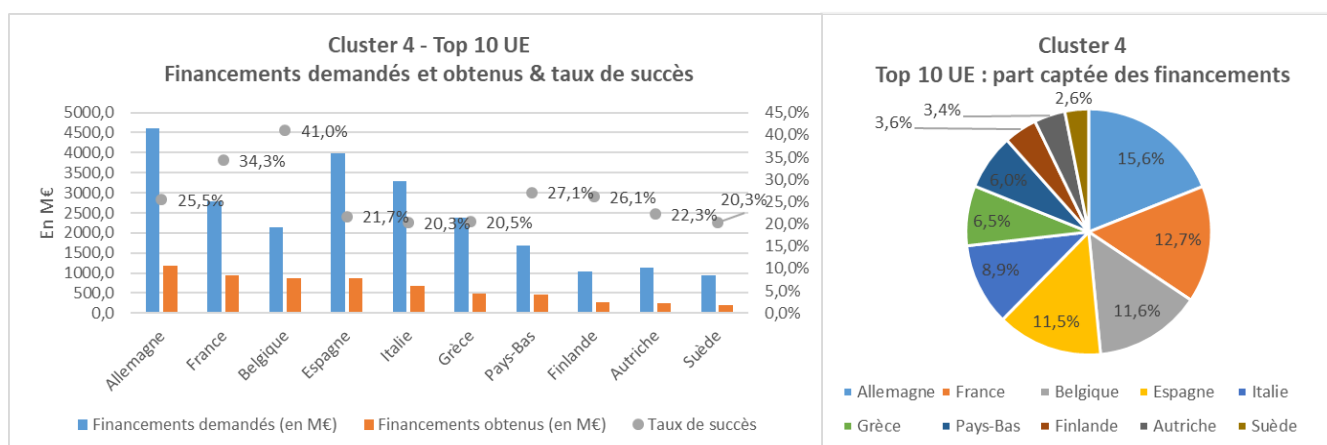
- Destination 1 : Production climatiquement neutre, circulaire et numérisée ;
- Destination 2 : Autonomie accrue dans les chaînes de valeur stratégiques clés pour une industrie résiliente ;
- Destination 3 : Technologies de pointe en matière de données et d'informatique ;
- Destination 4 : Technologies numériques et émergentes pour la compétitivité et adaptées au Green Deal ;
- Destination 5 : Autonomie stratégique ouverte dans le développement, le déploiement et l'utilisation d'infrastructures, de services, d'applications et de données spatiales à l'échelle mondiale ;
- Destination 6 : Développement éthique et centré sur l'humain des technologies numériques et industrielles.

Le Cluster 4 comprend pour la période allant de 2021 à 2024 :

- 6 partenariats co-programmés : IA-Données-Robotique (*AI-Data-Robotics-ADR*) ; Photonique (*Photonics*) ; *Made in Europe* ; Acier propre – production d'acier à faibles émissions de carbone (*Clean Steel-Low Carbon Steelmaking*) ; *Processes4Planet* ; Systèmes spatiaux compétitifs à l'échelle mondiale (*Globally competitive Space Systems*).
- 4 partenariats institutionnalisés : Semi-conducteurs (*Chips*, ex *Key Digital Technologies-KDT*, art. 187 du TFUE) ; Réseaux et services intelligents (*Smart Network & Services-SNS*, art. 187) ; Calcul à haute performance (*High Performance Computing-EUROHPC*, art. 187) ; Métrologie européenne (*European Metrology*, art. 185 du TFUE).

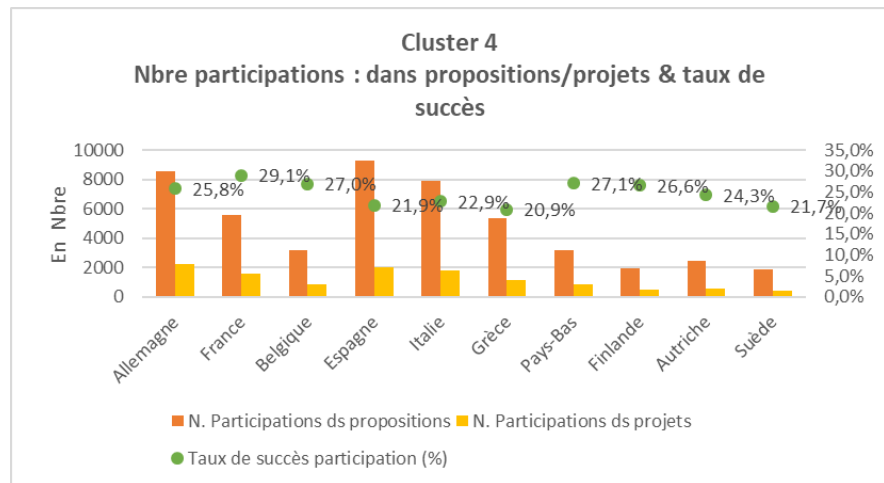
Financements

Dans le cadre du Cluster 4, la France a tendance à demander moins de financements que ses voisins européens, mais elle est 2^e en termes de financements obtenus avec 954M€ derrière l'Allemagne (1177M€). En termes de part captée, la France s'octroie 12,7 % des financements européens, alors que l'Allemagne capte 15,6 % et la Belgique 11,6 %. Notons le très bon taux de succès de la France : 34,3 %.



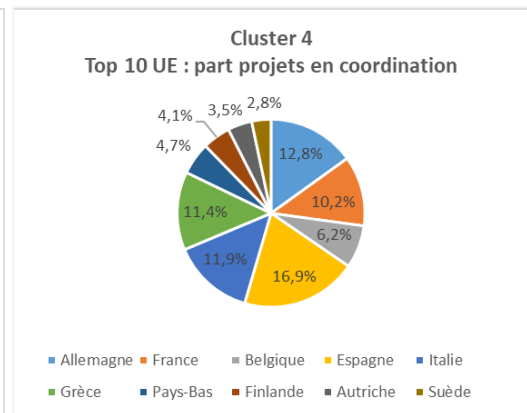
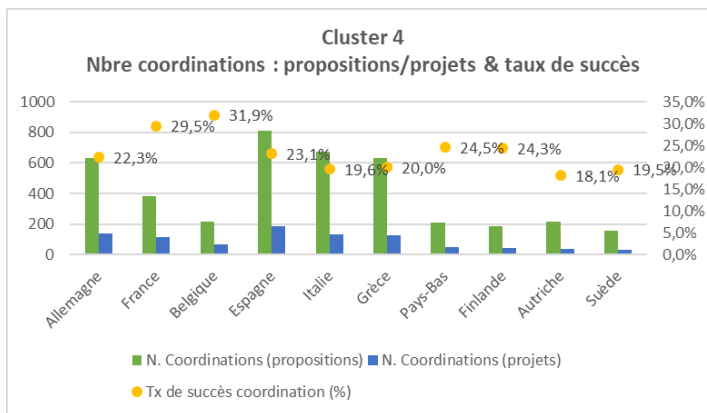
Participation

Si l'on considère la participation des acteurs européens à ce cluster, la France se place en 4^e position que ce soit en nombre de participations dans les propositions ou dans les projets, derrière l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie. Et là encore, la France a le meilleur taux de succès (29 %) comparé aux neuf autres pays.



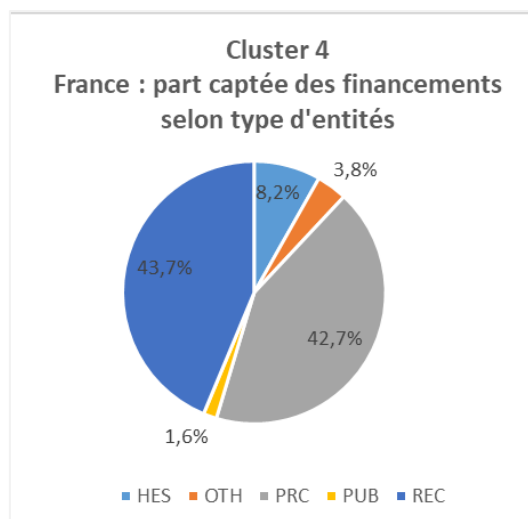
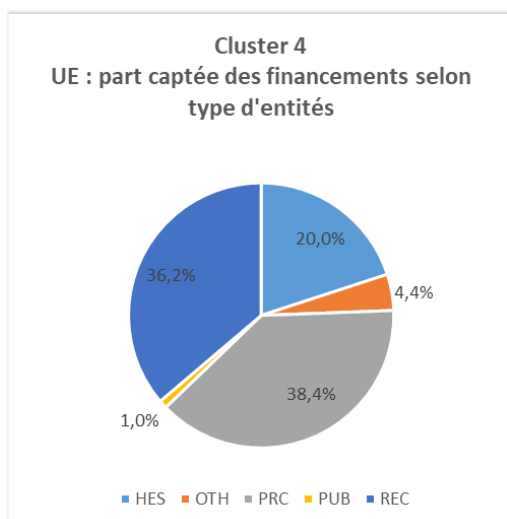
Coordination

Concernant la coordination, la France dépose 2,1 fois moins de propositions en coordination que l'Espagne et elle est également derrière l'Italie, l'Allemagne et la Grèce. Le pays est 5^e en nombre de projets coordonnés (113) loin derrière l'Espagne (187). La France coordonne 10,2 % des projets du Cluster 4, tandis que l'Espagne en coordonne 16,9 %, l'Allemagne et l'Italie, respectivement 12,8 % et 11,9 %.



Typologie des lauréats

Dans le Cluster 4, on observe une prédominance des acteurs de la recherche institutionnelle (organismes de recherche et établissements d'enseignement supérieur) par rapport aux acteurs privés. Cette tendance se vérifie tant au niveau français (52 % pour la recherche institutionnelle contre 42,7 % pour la recherche privée) qu'européen (56,2 % contre 38,4 %). La prédominance est cependant plus marquée au niveau européen, notamment en raison d'une présence accrue des acteurs de l'enseignement supérieur (20 % en Europe contre 8,2 % en France). En revanche, et de façon logique, la part des acteurs privés est plus élevée en France (42,7 %) qu'à l'échelle européenne (38,4 %).



Top 20 des entités européennes et Top 20 des entités françaises en financements obtenus

Parmi les 20 entités européennes qui captent le plus de financement dans le cadre du Cluster 4, on trouve aux 2^e et 18^e places des acteurs français de la recherche, le CEA et le CNRS ; précisons que le CEA a récemment capté près de 200M€ dans le cadre d'un appel de la JU Chips ; à la 13^e place, figure un acteur français du secteur privé, Thales. La première place est occupée par une entité belge : IMEC (dans le cadre de la JU Chips, IMEC a bénéficié d'un investissement conséquent de la Commission européenne pour développer une nouvelle ligne pilote dédiée aux puces de moins de 2 nanomètres). Dans le top 20 des entités françaises, les quatre premières places sont occupées d'une part par le CEA et le CNRS (essentiellement présents sur les volets Industrie et Numérique) et d'autre part par Thales et ArianeGroup, 2 grandes entreprises françaises (très présentes notamment sur le volet spatial).

Position	Top 20 Entités européennes	Financements obtenus (en M€)	Top 20 Entités françaises	Financements obtenus (en M€)
1	BE – IMEC	529,1	CEA	307,4
2	FR – CEA	307,4	Thales	41,8
3	DE – Fraunhofer Society	226,0	CNRS	37,7
4	FI - VTT Technical Research Centre of Finland	89,5	ArianeGroup	26,3
5	NO – SINTEF	72,3	STMicroelectronics	21,3
6	DE – DLR	52,6	Atos	20,3
7	ES - Universitat Politècnica de Catalunya	50,6	CNES	15,4
8	NL - Stichting nlnet	47,8	Ministère des Armées	15,1
9	BE - KU Leuven	45,5	Airbus DS	11,5
10	ES – Tecnalia	43,6	Soitec	10,2
11	EL - University of Patras	42,9	INRIA	9,8
12	NL - Netherlands Organisation for Applied Scientific Research	42,3	BRGM	8,7
13	FR – Thales	41,8	Institut Mines-Télécom	8,7
14	NL - Delft University of Technology	41,0	Ixcore	8,4
15	IE - National University of Ireland	39,8	EURECOM	8,1
16	EL - Centre for Research and Technology Hellas	39,6	Fairbrics	7,6

17	EL - Institute of Communication and Computer Systems	38,7		Institut polytechnique de Grenoble	6,9
18	FR – CNRS	37,7		lii-v lab	6,8
19	SE - RISE Research Institutes of Sweden	33,5		Sorbonne Université	5,7
20	ES - CERCA Institution	33,2		ONERA	5,2

Focus sur les Destinations et JU du Cluster 4

Ces premiers chiffres cachent pour la France des disparités selon les destinations et JU comme le montre le tableau synthétique ci-après.

La destination 5, dédiée à la recherche spatiale, est très profitable aux acteurs français et notamment aux acteurs du secteur privé. De même, la France se place en 2^e ou 3^e au niveau des JU EuroHPC et Chips avec également une forte dominance du secteur privé.

La destination 1 dédiée à la recherche pour une production climatiquement neutre, circulaire et numérisée, en revanche, est l'un des domaines où la France réussit moins bien avec 4,5 % de part captée. Pour le reste, la France se situe entre la 2^e et la 5^e position avec une part captée oscillant entre 8,5 % (destination 6) et 11 % (destination 4).

France : destinations et JU du Cluster 4		Financements demandés (M€)	Financements obtenus (M€)	Taux de succès	Part captée des financements européens par la France	Place de la France au regard des financements obtenus
Destination 1	Production climatiquement neutre, circulaire et numérisée	475,4	63,6	13,4 %	4,5 %	8
Destination 2	Autonomie accrue dans les principales chaînes de valeur stratégiques pour une industrie résiliente	396,7	107,6	27,1 %	8,7 %	4
Destination 3	Technologies de pointe en matière de données et d'informatique	245,4	26,1	10,6 %	10,0 %	5
Destination 4	Technologies numériques et émergentes pour la compétitivité et adaptées au Green Deal	571,8	117,3	20,5 %	11,0 %	2
Destination 5 et EUSPA	Autonomie stratégique ouverte dans le développement, le déploiement et l'utilisation d'infrastructures, de services, d'applications et de données spatiales globales à l'échelle mondiale	216,4	125,9	58,2 %	25,4 %	1
Destination 6	Développement éthique et centré sur l'humain des technologies numériques et industrielles	245,8	52,6	21,4 %	8,5 %	5
Key Digital Technologies (JU Chips)	Entreprise commune Technologies numériques clés	349,6	326,4	93,4 %	23,3 %	2
JU High Performance Computing (EUROHPC)	Entreprise commune Calcul à haute performance	34,9	27,3	78,3 %	27,5 %	3
JU Smart Network & Services (SNS)	Entreprise commune Réseau et services intelligents	184,6	49,3	26,7 %	9,9 %	5
Cluster 4 other	Appels Quantique majoritairement	58,0	57,6	99,4 %	25,9 %	1
Total général		2778,4	953,7	34,3 %	12,7 %	2

Cluster 5 Climat, Energie et Mobilité

Le Cluster 5, doté d'un budget de 15,1Md€, se structure autour de 6 destinations :

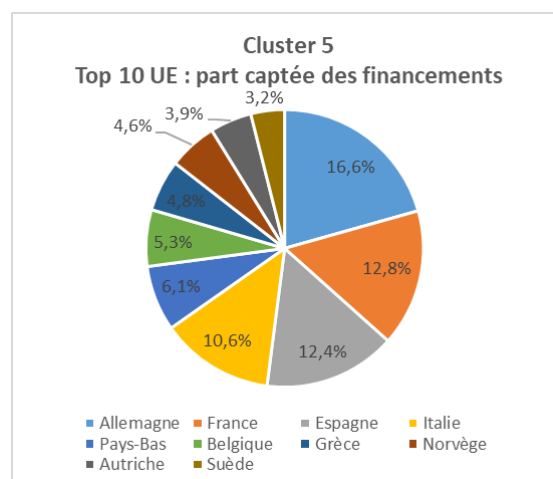
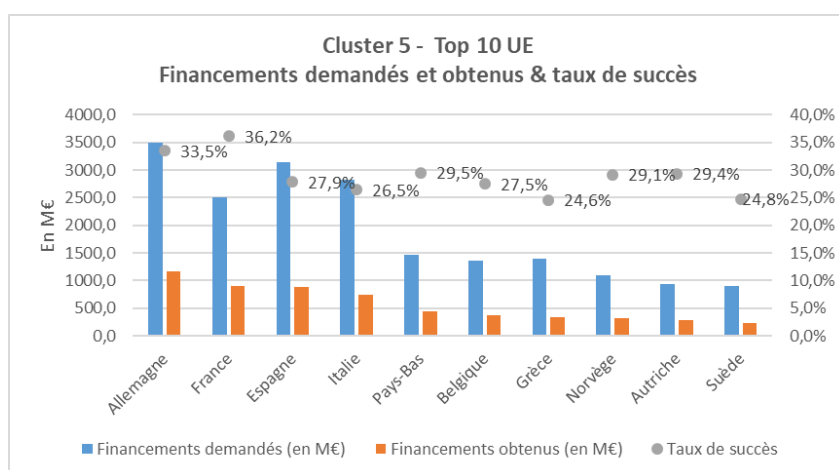
- Destination 1 : Sciences du climat et réponses pour la transformation vers la neutralité climatique ;
- Destination 2 : Solutions transversales pour la transition climatique ;
- Destination 3 : Approvisionnement énergétique durable, sûr et compétitif ;
- Destination 4 : Utilisation efficace, durable et inclusive de l'énergie ;
- Destination 5 : Solutions propres et compétitives pour tous les modes de transport ;
- Destination 6 : Transports sûrs et résilients et services de mobilité intelligente pour les passagers et les marchandises.

Le Cluster 5 comprend pour la période allant de 2021 à 2024 :

- 2 partenariats cofinancés : Conduire les transitions urbaines vers un avenir durable (*Driving Urban Transition-DUT*) ; Transition vers une énergie propre (*Clean Energy Transition Partnership-CETP*) ;
- 4 partenariats co-programmés : Environnement bâti durable et centré sur la personne (*Built4People*) ; Transport routier à émissions nulles (*Towards zero emission road transport - 2ZERO*) ; Batteries (*Batt4EU*) ; Transport par voies d'eau à émissions nulles (*Zero-emission waterborne transport - ZEWT*) ; Mobilité coopérative, connectée et automatisée (*Connected, cooperative and automated mobility - CCAM*) ;
- 4 partenariats institutionnalisés (art. 187 du TFUE) : Hydrogène propre (*Clean Hydrogen*) ; Aviation propre (*Clean Aviation*) ; Rail européen (*Europe's Rail*) ; Gestion du trafic aérien dans le ciel unique européen (*Integrated air traffic management - SESAR 3*).

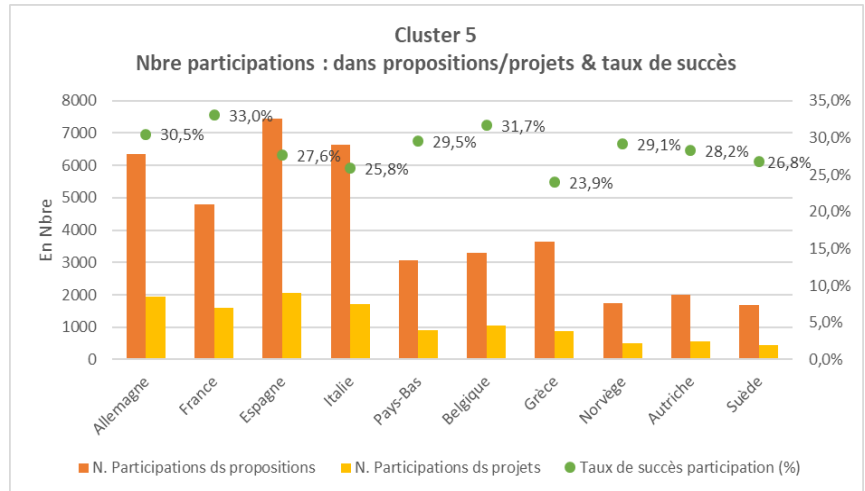
Financements

Dans le cadre du Cluster 5, la France a tendance à demander moins de financements que ses voisins européens, mais elle est 2^e en termes de financements obtenus avec 905M€ derrière l'Allemagne (1169M€). En termes de part captée, la France s'octroie 12,8 % des financements européens, alors que l'Allemagne capte 16,6 % et l'Espagne 12,4 %. Notons le très bon taux de succès de la France (36,2 %).



Participation

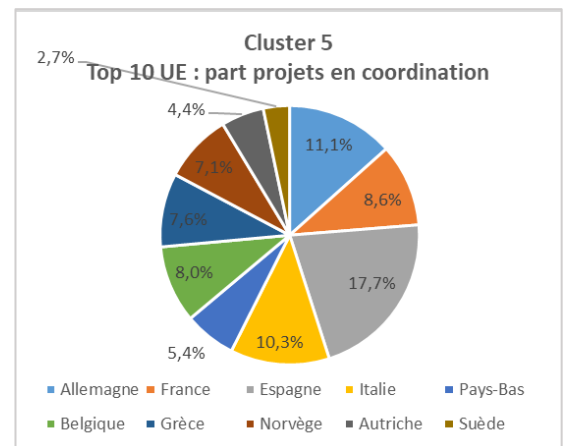
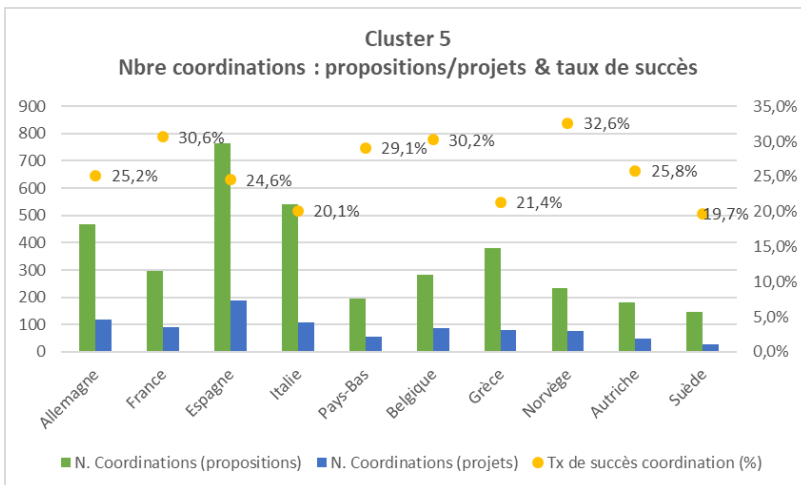
Si l'on considère la participation des acteurs européens à ce cluster, la France se place en 4^e position que ce soit en nombre de participations dans les propositions ou dans les projets, derrière l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne. Et là encore, la France a le meilleur taux de succès (33 %) comparé aux neuf autres pays.



Coordination

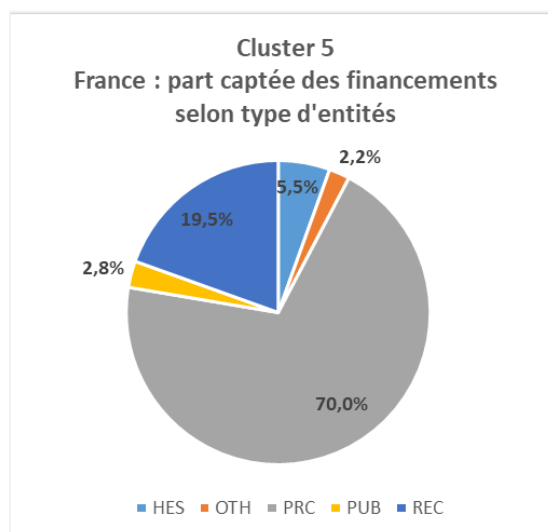
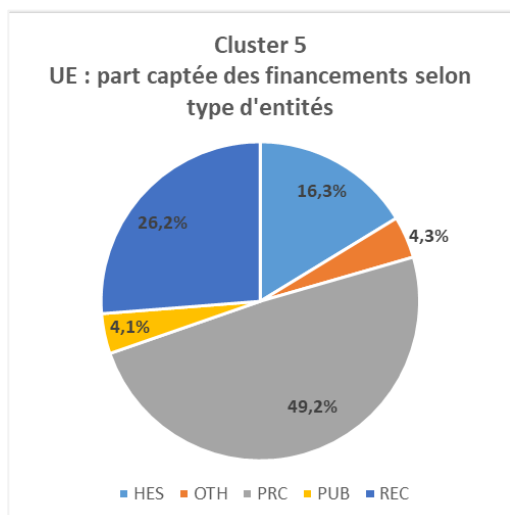
Concernant la coordination, la France dépose 2,5 fois moins de propositions en coordination que l'Espagne et elle est également derrière l'Italie et l'Allemagne. Le pays est 4^e en nombre de projets coordonnés (91) loin derrière l'Espagne (188).

La France coordonne 8,6 % des projets du Cluster 5, tandis que l'Espagne en coordonne 17,7 %, l'Allemagne et l'Italie, respectivement 11,1 % et 10,3 %.



Typologie des lauréats

70 % des financements captés par la France, dans le cadre du Cluster 5, vont au secteur privé, et ce notamment grâce aux partenariats institutionnalisés (Clean Hydrogen, Clean Aviation, Europe Rail, SESAR) et co-programmés, 19 % reviennent aux acteurs de la recherche, et 5,5 % aux établissements d'enseignement supérieur. La répartition au niveau européen se présente tout à fait différemment, puisque 49,2 % des financements reviennent aux acteurs privés, 26,2 % aux acteurs de la recherche et 16,3 % aux établissements d'enseignement supérieur.



[Top 20 des entités européennes et Top 20 des entités françaises en financements obtenus](#)

Parmi les 20 entités européennes qui captent le plus de financement dans le cadre du Cluster 5, on trouve à la 3^e place un acteur privé français, Safran, à la 5^e place, Airbus et à la 6^e, le CEA ; les deux premières places étant occupées par des allemands : DLR et *Fraunhofer Society*. Dans le top 20 des entités françaises, les deux premières places sont occupées par les grandes entreprises précitées (Safran et Airbus), très présentes dans le cadre des JU et les 3^e et 4^e places reviennent respectivement au CEA et au CNRS.

Position	Top 20 Entités européennes	Financements obtenus (en M€)	Top 20 Entités françaises	Financements obtenus (en M€)
1	DE-DLR	125,4	Safran	101,8
2	DE-Fraunhofer Society	120,7	Airbus	69,2
3	FR-Safran	101,8	CEA	66,6
4	NO-SINTEF	81,8	CNRS	32,5
5	FR-Airbus	69,2	Thales	29,4
6	FR-CEA	66,6	ONERA	26,8
7	NL-DUT	55	EDF	21,3
8	FI-VTT Technical Research Centre	54,8	Liebherr-aerospace toulouse sas	17,9
9	DK-Technical University of Denmark	51,5	Engie	17,6
10	EL-Centre for Research and Technology Hellas	50,2	General Electric Energie	16,8
11	DE-MTU Aero Engines	49,1	Lhyfe	15
12	DE-Airbus	43,4	ANR	11
13	ES-Tecnalia	41,8	Enertime	10,4
14	NL-Netherlands Organisation for Applied Scientific Research	37,2	SNCF	10,4
15	DE-Forschungszentrum Jülich	35,3	Alstom	8,6
16	AT-Austrian Institute of Technology	35,1	Airbus Helicopters	8,5
17	IT-General Electric	34,8	Dassault groupe	8,4
18	FR-CNRS	32,5	ArianeGroup	7,7
19	ES-Indra	32,2	Arkema	7,6
20	NL-Netherlands Aerospace Centre	32,2	Total	7,6

Focus sur les Destinations et JU du Cluster 5

Ces premiers chiffres masquent pour la France des disparités selon les destinations et JU comme le montre le tableau synthétique ci-après.

Les JU *Clean Aviation*, *SESAR* et *Clean Hydrogen* sont très profitables aux acteurs français et notamment aux acteurs du secteur privé. La France occupe la 1^{ère} ou la 2^e position en termes de part captée sur ces trois JU, avec des pourcentages compris entre 17,7 % et 30,8 %.

La destination 1 dédiée aux sciences du climat est, en revanche, l'un des domaines où la France réussit moins bien avec 6,7 % de part captée. Pour le reste, la France se situe en 3^e voire en 4^e position avec une part captée oscillant entre 8,6 % (destination 3) et 11,6 % (destination 2).

France : destinations et JU du Cluster 5		Financements demandés (M€)	Financements obtenus (M€)	Taux de succès	Part captée des financements européens par la France	Place de la France au regard des financements obtenus
Destination 1	Sciences du climat et réponses pour la transformation vers la neutralité climatique	102,3	32,8	32,0 %	6,7 %	5
Destination 2	Solutions transversales pour la transition climatique	268,5	72,6	27,1 %	11,6 %	3
Destination 3	Approvisionnement énergétique durable, sûr et compétitif	723,8	180,3	24,9 %	8,6 %	4
Destination 4	Utilisation efficace, durable et inclusive de l'énergie	190,7	34,4	18,0 %	8,5 %	4
Destination 5	Solutions propres et compétitives pour tous les modes de transport	309,0	78,0	25,2 %	8,6 %	4
Destination 6	Transports sûrs et résilients et services de mobilité intelligente pour les passagers et les marchandises	190,5	43,5	22,8 %	8,9 %	4
JU Clean Hydrogen	Entreprise commune Hydrogène propre	264,4	126,3	47,7 %	17,7 %	1
JU Clean Aviation	Entreprise commune Aviation propre	318,5	248,4	78,0 %	30,8 %	1
JU Europe Rail	Entreprise commune Rail européen	38,8	36,8	94,8 %	13,1 %	4
JU Sesar 3	Entreprise commune Gestion du trafic aérien dans le ciel unique européen	94,4	51,9	55,0 %	22,7 %	2
Cluster 5 other	Cluster 5 autre	0,023	0,023	N/P	N/P	N/P
Total général		2501,0	905,0	36,2 %	12,8 %	2

Cluster 6 Alimentation, bio-économie, ressources naturelles, agriculture et environnement

Le Cluster 6, doté d'un budget de 8,95Md€, se structure autour de 7 destinations :

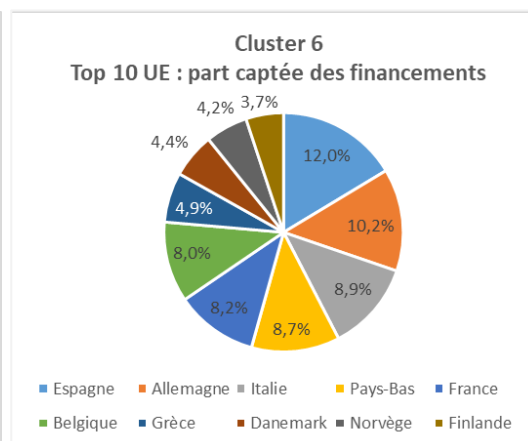
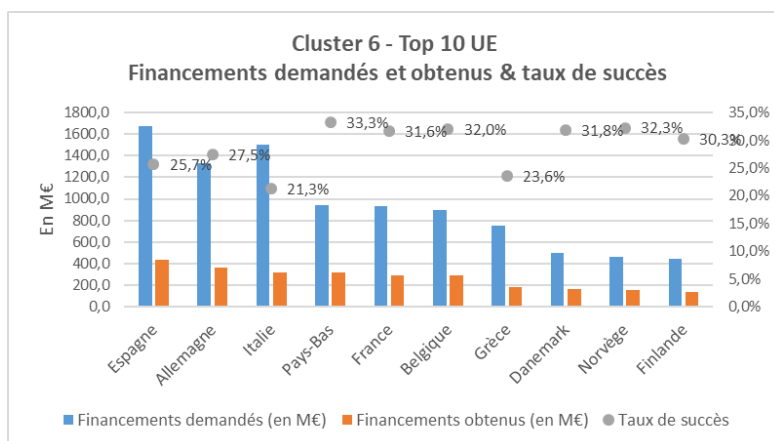
- Destination 1 : Biodiversité et services écosystémiques ;
- Destination 2 : Systèmes alimentaires justes, sains et durables ;
- Destination 3 : Economie circulaire et secteurs de la bio-économie ;
- Destination 4 : Environnement propre et zéro pollution ;
- Destination 5 : Terre, océan et eau pour le climat ;
- Destination 6 : Communautés résilientes, saines et vertes ;
- Destination 7 : Gouvernance innovante, solutions digitales.

Le Cluster 6 comprend pour la période allant de 2021 à 2014 :

- 2 partenariats institutionnalisés : Bio-économie circulaire (*Circular Bioeconomy Joint Undertaking* - CBE JU, art. 187 du TFUE) ; PRIMA (recherche et innovation dans la zone méditerranéenne, art. 185 du TFUE) ;
- 8 partenariats co-financés : Sauver la biodiversité afin de sécuriser la vie sur Terre (Biodiversa+) ; Sécurité de l'eau pour la planète (Water4all) ; Accélérer la transition des systèmes agricoles (*Agroecology-Living Labs & infrastructures*) ; Santé et bien-être animal (*Animal Health and welfare* - AHW) ; Données agricoles (*Agriculture of data*) ; Economie bleue, neutre sur le plan climatique, durable et productive (*Sustainable Blue Economy Partnership*- SBEP) ; Systèmes alimentaires sains et durables (*FutureFoods*).

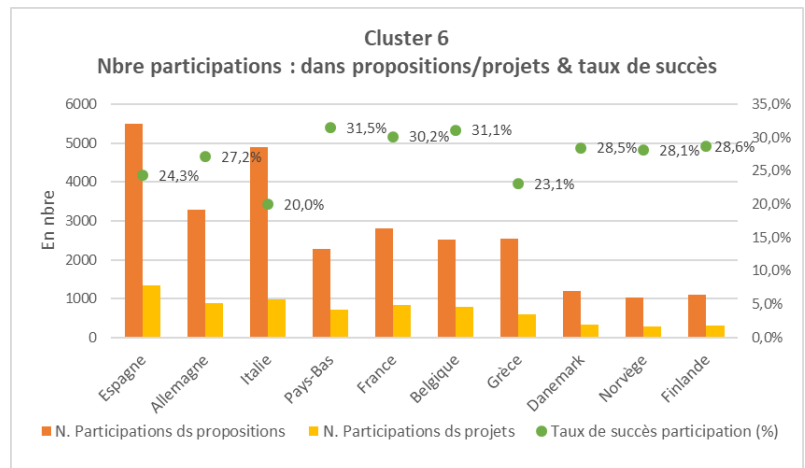
Financements

Dans le Cluster 6, la France a tendance à demander nettement moins de financements que ses voisins européens, moins que l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne notamment. Et, elle est en 5^e position concernant les financements obtenus avec 293,4M€ loin derrière l'Espagne (430,2M€). Si l'on considère la part captée, la France obtient 8,2% des financements européens, alors que l'Espagne capte 12 % et l'Allemagne 10,2 %.



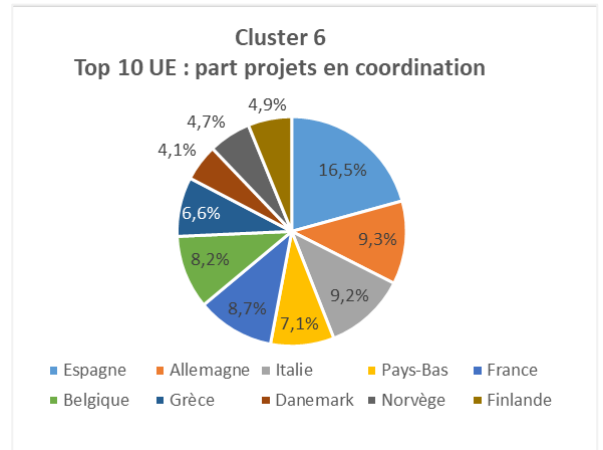
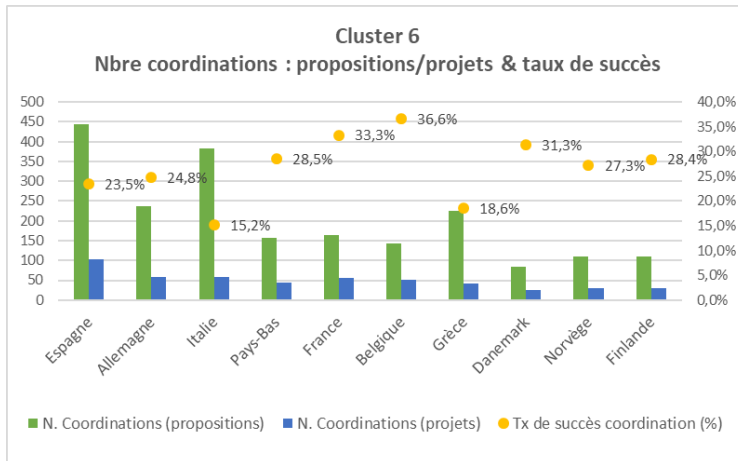
Participation

Si l'on considère la participation des acteurs européens à ce cluster, la France se place en 4^e position que ce soit en nombre de participations dans les propositions ou dans les projets, derrière l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne. La France enregistre un taux de succès assez élevé (soit 30,2 % au total) si l'on compare à d'autres pays comme l'Espagne (24,3 %) et l'Allemagne (27,2 %). Les propositions françaises déposées sont donc de très bonne qualité.



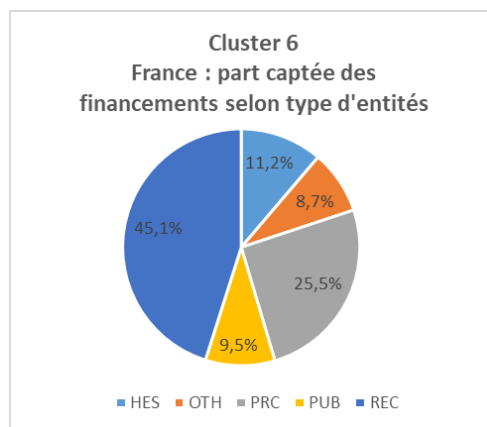
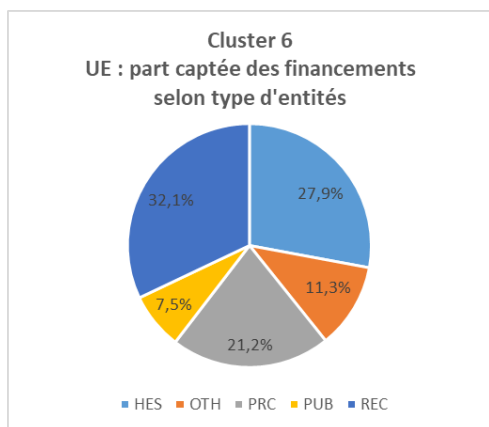
Coordination

Concernant la coordination, la France dépose nettement moins de propositions en coordination que l'Espagne (qui dépose environ le triple) et elle est également derrière l'Italie, la Grèce et l'Allemagne. Le pays est en 4^e position pour le nombre de projets coordonnés (55) loin derrière l'Espagne (104). La France coordonne 6,2 % des projets du Cluster 6 tandis que l'Espagne en coordonne 12,1 %, l'Allemagne et l'Italie respectivement 7,2 % et 10,8 %.



Typologie des lauréats

45,1 % des financements captés par la France dans le Cluster 6 reviennent au secteur de la recherche. Vient ensuite le secteur privé avec 25,5 % des financements. Le domaine de l'enseignement supérieur n'arrive qu'en 3^e position avec 11,2 % des financements captés. Au niveau européen, c'est également le secteur de la recherche qui capte le plus de financements. Il est suivi par le domaine de l'enseignement supérieur, puis par le secteur privé.



Top 20 des entités européennes et Top 20 des entités françaises en financements obtenus :

Parmi les 20 entités européennes qui captent le plus de financements dans le cadre du Cluster 6, on trouve à la 2^e place un acteur français de la recherche : INRAE (avec 48,2M€). La première place est occupée par l'université néerlandaise *Wageningen University & Research* qui a capté jusqu'alors 98,2M€. Le premier acteur privé de ce top 20 européen est estonien et arrive à la 20^e place (*Fibeno/ imavere Ou*). Dans le top 20 français, outre l'INRAE à la première place, on trouve à la 2^e place l'ANR (du fait de son implication dans de nombreux partenariats cofinancés), à la 3^e place, le CNRS et à la 4^e le CIRAD. Le premier acteur privé de ce classement est ARBIOM à la 5^e place.

Position	Top 20 Entités européennes	Financements obtenus (en M€)	Top 20 Entités françaises	Financements obtenus (en M€)
1	NL-Wageningen University & Research	98,2	INRAE	48,2
2	FR-INRAE	48,2	ANR	15,9
3	DK-Aarhus University	42,0	CNRS	12,7
4	DE-Federal Ministry of Food and Agriculture	33,9	CIRAD	11,7
5	ES-Consejo Superior de Investigaciones Científicas	33,9	ARBIOM	11,2
6	BE-Ghent University	30,2	Ifremer	6,8
7	IE-National University of Ireland	29,0	Institut de l'élevage	6,2
8	Ministry of Agriculture and Forestry	26,9	INRAE Transfert	5,2
9	FI-National Research Council	24,3	IRD	4,6
10	DK-Technical University of Denmark	22,8	ANSES	4,1
11	DK-University of Copenhagen	22,6	CEA	3,9
12	BE-Instituut voor Landbouw en Visserijonderzoek	22,5	Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes	3,6
13	IE-Teagasc - The Irish Agriculture and Food Development Authority	21,1	Sorbonne Université	3,1
14	DE-Leibniz Association	20,3	Muséum national d'histoire naturelle	2,9
15	SE-Swedish University of Agricultural Sciences	19,3	Fondation française pour la recherche sur la biodiversité	2,8
16	EL-Agricultural University of Athens	19,0	Arvalis institut du végétal	2,6
17	IT-University of Bologna	18,4	UNESCO	2,1

18	FI-VTT Technical Research Centre of Finland	17,2		IPC	2,0
19	UE-European Forest Institute	17,1		Office international de l'eau	1,9
20	EE-Fibenol imavere ou	16,3		Association de Coordination Technique Agricole	1,9

Focus sur les Destinations et JU du Cluster 6

Ces premiers chiffres masquent de grandes disparités entre les différentes destinations de ce cluster. Si les acteurs français remportent de belles performances dans les destinations 1 (biodiversité) et 3 (économie circulaire et secteurs de la bio-économie), d'autres destinations semblent au contraire délaissées par les acteurs français. Il s'agit notamment de la destination 6 (communautés) : la France n'arrive qu'en 11^e position au niveau européen. Les destinations 7 (gouvernance) et 4 (zéro pollution) ne mobilisent pas non plus les acteurs français.

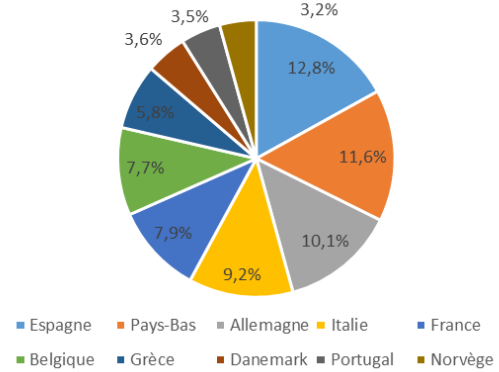
France : destinations et JU du Cluster 6		Financements demandés (M€)	Financements obtenus (M€)	Taux de succès	Part captée des financements européens par la France	Place de la France au regard des financements obtenus
Destination 1	Biodiversité et services écosystémiques	154,1	64,4	41,8 %	10,6 %	2
Destination 2	Systèmes d'alimentation justes, sains, et respectueux de l'environnement, depuis la production primaire jusqu'à la consommation	236,1	65,4	27,7 %	8,3 %	4
Destination 3	Économie circulaire et secteurs de la bio-économie	79,5	30,8	38,8 %	12,1 %	2
Destination 4	Un environnement propre et zéro pollution	63,2	14,4	22,7 %	5,8 %	7
Destination 5	Les terres, les océans et l'eau pour l'action climatique	85,8	29,6	34,5 %	9,7 %	3
Destination 6	Communautés rurales, littorales et urbaines, résilientes, inclusives, saines et vertes	29,5	7,6	25,9 %	4,1 %	11
Destination 7	Gouvernance innovante, observations environnementales et solutions numériques en soutien au Pacte Vert	93,6	42,3	45,3 %	6,9 %	7
JU CBE	Bio-économie circulaire	134,1	25,8	19,2 %	7,8 %	4
Cluster 6 other	Cluster 6 autre	52,6	13,1	24,9 %	N/P	N/P
Total général		928,4	293,4	31,6 %	8,2 %	5

Missions

Les missions sont une nouveauté d'Horizon Europe par rapport au précédent programme cadre de recherche et d'innovation. Il existe 5 missions : Vaincre le cancer ; Villes intelligentes et neutres en carbone ; Adaptation au changement climatique ; Régénérer notre océan et nos eaux ; Santé des sols et alimentation.

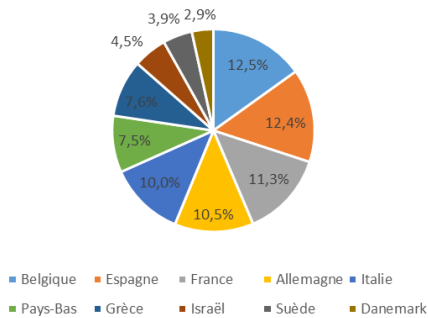
Si l'on considère l'ensemble des missions, la France a obtenu jusqu'alors 145M€, soit une part captée de 8 %, ce qui la place au 5^e rang derrière l'Espagne, les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie. Notons en outre le très bon taux de succès du pays : 32,3 %.

Les 5 Missions, top 10 UE : part captée des financements

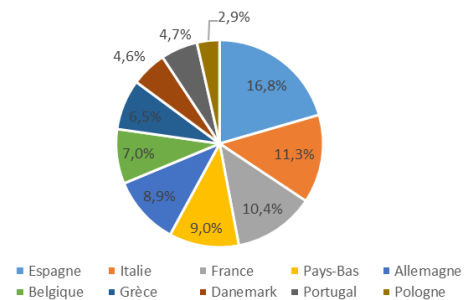


Si l'on regarde plus précisément chaque mission, la France se positionne mieux dans les missions Cancer et Sols, où elle occupe la 3^e position, avec des parts captées respectives de 11,3 % et 10,4 %. Pour les 3 autres missions -Océan/Eaux ; Climat et Villes - la part captée de la France oscille entre 5 et 7,1 %

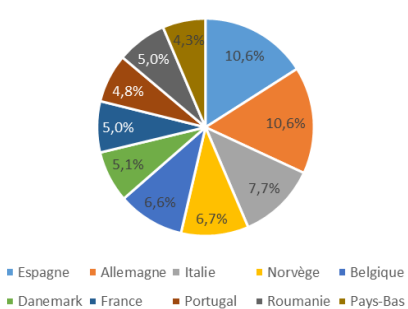
Mission Cancer, top 10 UE : part captée des financements



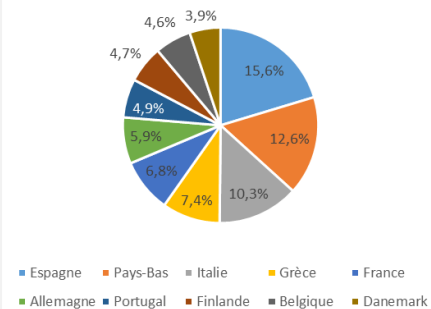
Mission Sols, top 10 UE : part captée des financements



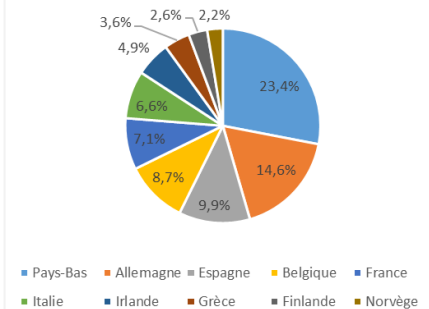
Mission Océan, top 10 UE : part captée des financements



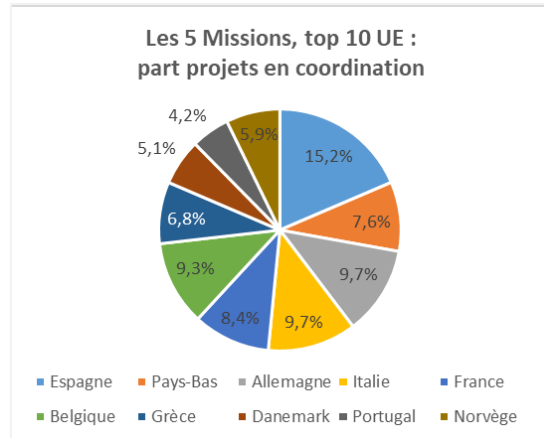
Mission Climat, top 10 UE : part captée des financements



Mission Villes, top 10 UE : part captée des financements



La France coordonne, toutes missions confondues, 8,4 % des projets financés, avec une part bien plus élevée si l'on considère la seule mission Cancer (14,9 %), et dans une moindre mesure la Mission Climat (9,5 %).



Enfin, la typologie des entités françaises captant le plus de financements varie selon les missions : les acteurs de la recherche prédominent pour les missions Cancer et Sols, les acteurs privés sont davantage présents dans les missions Villes et Océan/Eaux.

Focus sur chaque mission

France : Missions		Financements demandés (M€)	Financements obtenus (M€)	Taux de succès	Part des financements européens obtenus par la France	Place de la France au regard des financements obtenus	Part de projets coordonnés par la France
Mission Cancer	Vaincre le cancer : Mission possible	192,9	41	21,3 %	11,3 %	3	14,9 %
Mission Villes	Mission Villes intelligentes et neutres en carbone	48,5	25,9	53,4 %	7,1 %	5	4,0 %
Mission Climat	Mission Adaptation au changement climatique	61,5	28,3	45,9 %	6,8 %	5	9,5 %
Mission Océan/Eaux	Mission régénérer notre océan et nos eaux	49,6	17,9	36,1 %	5,0 %	7	7,6 %
Mission Sols	Mission Santé des sols et alimentation	86,1	31,6	36,6 %	10,4 %	3	4,2 %
Mission other	Mission autre	9,3	0,2	N/P	N/P	N/P	N/P
Total général		447,9	144,9	32,3 %	7,9 %	5	8,4 %

Top 20 des entités européennes françaises en financements obtenus toutes missions confondues

Parmi les 20 premières entités européennes, on compte deux français : LGI sustainable innovation à la 11^e place et l'INRAE à la 19^e place. La première place est occupée par la KIC Climat. Précisons que la KIC climat est une initiative européenne soutenue par l'EIT (Institut Européen d'Innovation et de Technologie) qui est impliqué dans de nombreux projets européens et notamment des projets dits « *Financial Support to Third Parties* » (FSTP), cela signifie que la plupart des montants obtenus par cette entité sont bien souvent redistribués à des tiers, mais eCORDA ne permet pas encore d'accéder à ces informations. Par exemple, dans le cadre du flagship « 100 villes climatiquement neutre » de la mission Villes, les fonds captés par la KIC Climat de la plateforme NetZeroCities sont redistribués aux villes européennes. Les villes françaises jusqu'alors se sont distinguées dans cette redistribution de budget et de services, en étant le premier contingent européen en tant que « Villes Mission » (9 villes), et en ayant vu tous les projets « Villes pilotes » et « *Enabling City Transformation* » acceptés (respectivement 8 et 6 villes).

Position	Entités européennes	CANCER	VILLES	CLIMAT	OCEAN/EAUX	SOLS	Financements totaux obtenus (en M€)
1	UE/NL-Climate-kic holding b.v.		68,9	25,7	0,0	1,1	95,7
2	NL-Wageningen University & Research			3,6	3,5	11,9	19,0
3	ES-Universitat Politècnica de Catalunya		1,1	14,8	1,7	0,0	17,5
4	UE/BE-European Organisation for Research and Treatment of Cancer	15,9					15,9
5	DE-ICLEI - Local Governments for Sustainability		8,8	5,3	0,2	1,4	15,6
6	IE-Bwb connect clg		14,5	0,6			15,1
7	NL-Deltares			6,9	4,2	2,1	13,5
8	ES-Consejo Superior de Investigaciones Científicas	0,2		1,5	6,1	5,6	13,3
9	IT-Istituti di Ricovero e Cura a Carattere Scientifico	11,6					11,6
10	DK-Aarhus University	1,6	0,2	2,3	2,3	5,1	11,6
11	FR-Lgi sustainable innovation		7,0	1,3		2,5	10,8
12	UE/BE-Eurocities		10,3				10,3
13	IT-CMCC Foundation - Euro-Mediterranean Center on Climate Change			6,6	2,0	0,9	9,5
14	ES-CERCA Institution	5,0		2,1	1,1	1,1	9,3
15	IE-National University of Ireland	2,2	1,1	0,4	4,4	1,0	9,1
16	NO-SINTEF			2,4	6,6		9,0
17	PT-Inova+ - innovation services, sa			2,8	1,9	3,1	7,8
18	ES-Tecnalia	0,2	1,4	4,2	1,1	0,8	7,7
19	FR-INRAE	0,2		1,8	0,1	5,4	7,5
20	NL-Amsterdam University Medical Centers	7,3					7,3

Toutes missions confondues, parmi les acteurs français qui obtiennent le plus de financements, on compte LGI sustainable innovation (pour les missions Villes, Climat et Sols), l'INRAE (pour toutes les missions sauf Villes), l'IGR et l'association de recherche cancers gynécologiques (pour la mission Cancer), l'INSERM (pour les missions Cancers et Climat). Le CNRS, comme l'INRAE, a obtenu jusqu'alors des financements sur toutes les missions sauf sur la mission Villes.

Position	Entités françaises	CANCER	VILLES	CLIMAT	OCEAN/EAUX	SOLS	Financements totaux obtenus (en M€)
1	LGI sustainable innovation		7,0	1,3		2,5	10,8
2	INRAE	0,2		1,8	0,1	5,4	7,5
3	IGR	5,4					5,4
4	Asso. de recherche cancers gynécologiques	4,2					4,2
5	INSERM	3,8		0,2			4,0
6	CNRS	1,7		0,6	0,7	0,9	3,9
7	Lyon confluence		3,4				3,4
8	CNAM					3,3	3,3
9	UE-Centre international de recherche sur le cancer	3,2					3,2
10	Institut Curie	3,1					3,1
11	Office international de l'eau			3,0			3,0
12	Mercator Océan				3,0		3,0
13	BRGM			0,2	0,2	2,6	3,0
14	Energy cities / énergie-cites		2,8				2,8
15	AP-HP	2,2					2,2
16	Université Paris Cité	2,1					2,1
17	Ecrin europ. clinical research infrastructure network	2,1					2,1
18	IFPEN		1,1			0,5	1,7
19	Unicancer	1,7					1,7
20	Euroquality		0,3	0,5		0,8	1,6

Pilier 3

Conseil Européen de l'Innovation - EIC

Le Conseil Européen de l'Innovation (*European Innovation Council* - EIC) est une initiative phare d'Horizon Europe visant à soutenir les innovations de rupture et à fort potentiel, avec un accent mis sur les technologies émergentes et les start-ups européennes les plus prometteuses. Il dispose d'un budget de 10,1Md€ sur la période Horizon Europe et s'articule autour de trois instruments :

- **EIC Pathfinder**, dont l'objectif est de financer des projets de recherche exploratoire à l'origine d'innovations radicales ou de technologies de rupture ;
- **EIC Transition**, qui vise à transformer les résultats de la recherche en applications commerciales, notamment en soutenant la maturation technologique et le développement de prototypes ;
- **EIC Accelerator**, qui a pour but de soutenir les start-ups et PME innovantes dans le développement et la mise sur le marché de leurs produits ou services disruptifs.

L'appel **Scale-up** (« *Enhancing synergies between the EIC and Start-up Europe* », appel ponctuel du document de travail 2021 de l'EIC) avait pour objet la sélection d'un consortium devant structurer l'écosystème européen autour de la deep-tech.

Dans le cadre de l'EIC, et si l'on considère les financements obtenus (uniquement les subventions¹⁰), la France se positionne deuxième. Cette place varie selon les instruments, chacun ayant ses spécificités. L'analyse qui suit se concentrera sur chacun d'eux individuellement.

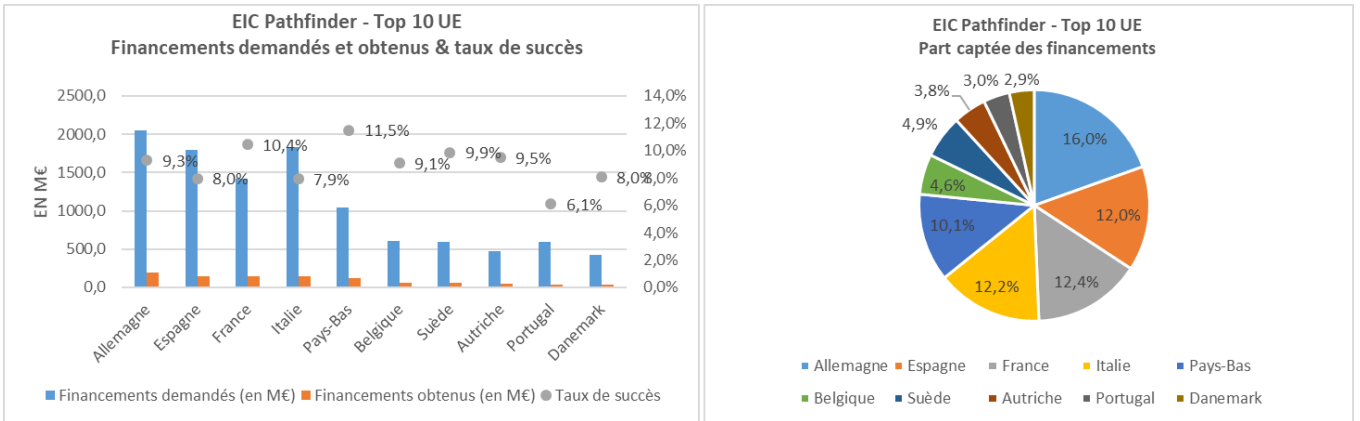
France : Instruments de financement de l'EIC		Financements demandés (M€)	Financements obtenus (M€)	Taux de succès	Part captée des financements européens par la France	Place de la France au regard des financements obtenus
EIC Pathfinder	Recherche exploratoire pour des innovations de rupture	1414,2	147,6	10,4 %	12,4 %	2
EIC Transition	Maturation et la validation de concepts technologiques	218,5	34,3	15,7 %	10,7 %	4
EIC Accelerator	Soutien aux entreprises pour la mise sur le marché d'innovations	800,3	234,6	29,3 %	17,1 %	1
Scale-Up	Structuration de l'écosystème européen de la deep-tech	4,8	2,0	41,2 %	28,5 %	1
EIC other	EIC autre	31,4	2,9	9,3 %	N/P	N/P
Total général		2469,3	421,4	17,1 %	14,2 %	2

¹⁰ La base eCORDA ne permet d'avoir accès qu'aux subventions ; les investissements dans le cadre de l'EIC Accelerator ne figurant pas dans la base eCORDA, ils ne sont donc pas rapportés ici.

Financements EIC Pathfinder

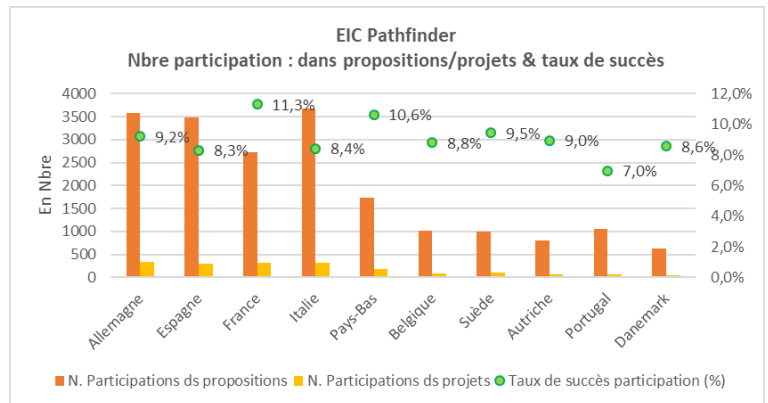
Dans le cadre de l'EIC Pathfinder, la France se place au 4^e rang pour ce qui est du financement demandé, mais au 2^e concernant le financement obtenu, avec environ 148M€ (soit 12,4 % du total). La France se place derrière l'Allemagne (190M€ obtenus, soit 16 % du total), mais légèrement devant l'Italie (145M€, 12,2 %).

Le taux de succès des équipes françaises est de 10,4 %, soit le 2^e derrière celui des Pays-Bas (11,5 %).



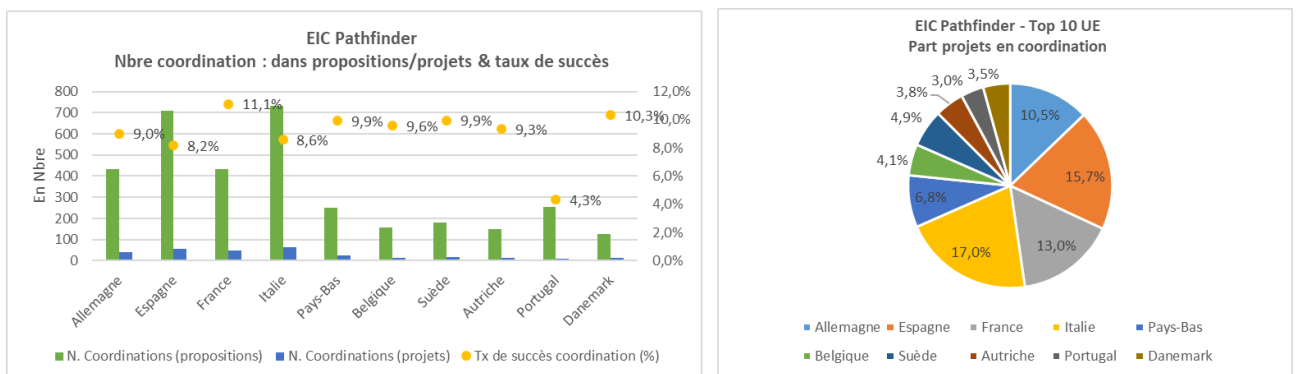
Participation EIC Pathfinder

Si l'on considère la participation des acteurs européens à l'EIC Pathfinder, la France se place en 4^e position, que ce soit en nombre de participations dans les propositions ou dans les projets, derrière l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie.



Coordination EIC Pathfinder

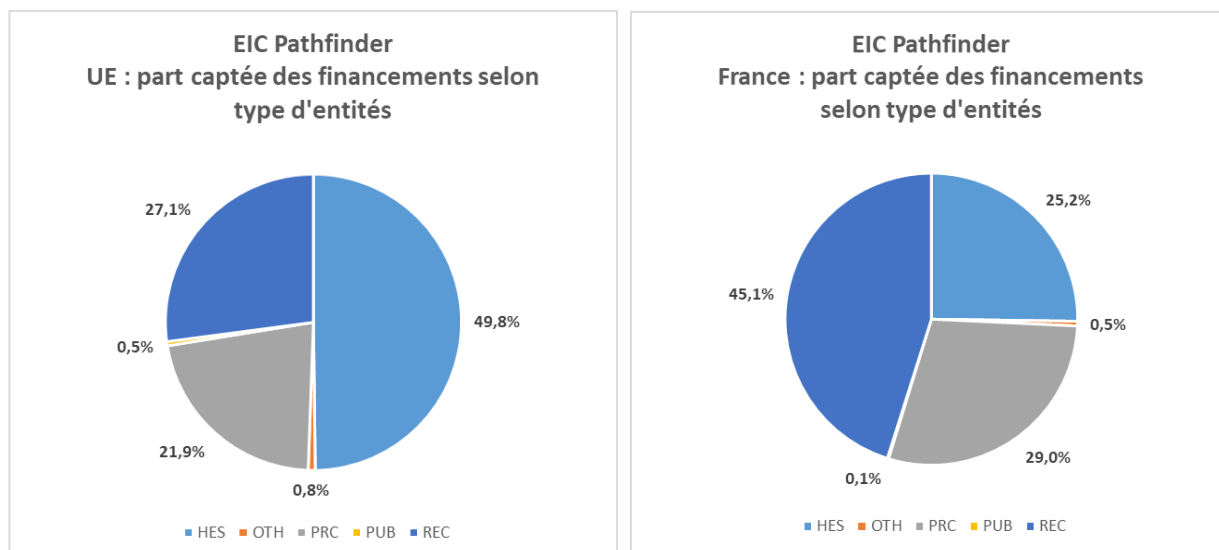
Concernant la coordination, la France dépose autant de projets en coordination que l'Allemagne, mais significativement moins que l'Italie et l'Espagne. Le pays est 3^e en nombre de projets coordonnés (48), derrière l'Italie et l'Espagne (respectivement 63 et 58). La France coordonne 13 % des projets Pathfinder financés, contre 17 % pour l'Italie et 15,7 % pour l'Espagne.



Typologie des lauréats EIC Pathfinder

Au niveau français, la part captée par le secteur privé s'élève à 29 %, soit davantage que pour l'ensemble des pays participants au programme (22 %).

Pour ce qui est de la participation publique, la France se caractérise par une part plus importante captée par les organismes nationaux de recherche (45 %, contre 27 % au total) que par les établissements d'enseignement supérieur (25 %, contre 50 % au total), en lien avec l'organisation française de la recherche.



Top 20 des entités européennes et Top 20 des entités françaises en financements obtenus EIC Pathfinder

Parmi les 20 entités européennes qui captent le plus de financement dans le cadre de l'EIC Pathfinder, on trouve trois acteurs français, trois organismes nationaux de recherche : le CNRS à la 1^e place (qui capte à lui seul 38M€), le CEA à la 12^e place et l'INSERM à la 19^e place. Ce top 20 est entièrement constitué d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Dans le top 20 des entités françaises, la 4^e place est occupée par une grande entreprise, Thalès, et la 5^e par une Université, Sorbonne Université. Au total, 12 des entités françaises dans ce top 20 sont des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

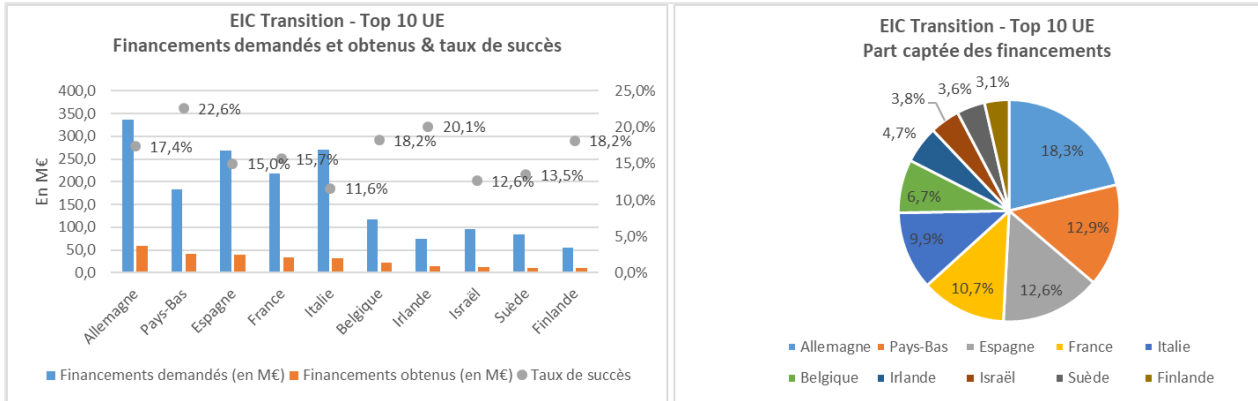
Position	Top 20 Entités européennes	Financements obtenus (en M€)	Top 20 Entités françaises	Financements obtenus (en M€)
1	FR - CNRS	38,0	CNRS	38,0
2	ES - Consejo Superior de Investigaciones Científicas	20,4	CEA	11,0
3	NL - Delft University of Technology	19,6	INSERM	7,6
4	IT - National Research Council	17,3	Thales	7,2
5	DE - Fraunhofer Society	14,6	Sorbonne Université	6,3
6	DE - Technical University of Munich	14,2	DNA Script	4,0
7	DK - Technical University of Denmark	14,2	Institut Mines-Télécom	3,3
8	SE - Lund University	12,3	Université Paris-Saclay	2,9
9	IT - Politecnico di Milano	11,8	Université de Strasbourg	2,3
10	NL - Eindhoven University of Technology	11,4	Université de Bordeaux	2,3

11	NO - SINTEF	11,3		Pasqal	1,9
12	FR - CEA	11,0		Ipsirius	1,8
13	IT - Italian Institute of Technology	10,5		INRIA	1,7
14	BE - KU Leuven	9,6		École polytechnique	1,5
15	DE - Max Planck Society	9,4		Université Claude Bernard - Lyon 1	1,5
16	BE - Ghent University	9,0		Stalice Eudes et développement statice R&D statice innovation cap tech	1,5
17	IE - National University of Ireland	8,7		Cherry Biotech	1,3
18	DE - Leibniz Association	7,6		École normale supérieure PSL	1,3
19	FR - INSERM	7,6		Université de Lorraine	1,2
20	DE - University of Stuttgart	7,5		Iconeus	1,2

Financements EIC Transition

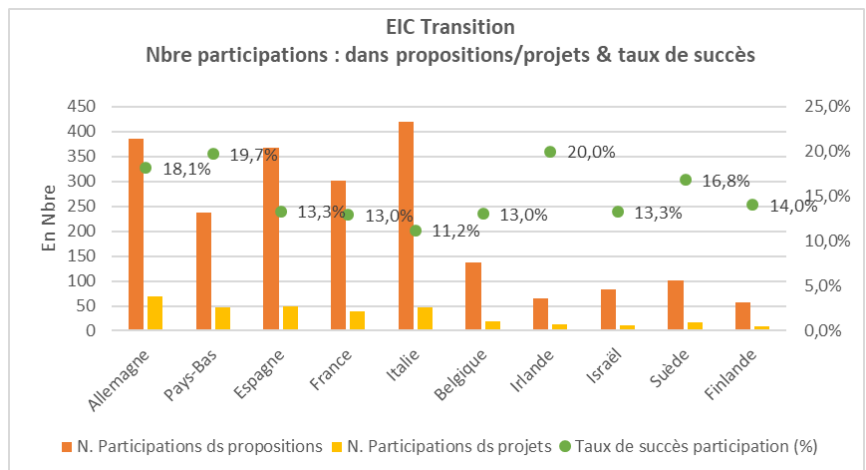
Dans le cadre de l'EIC Transition, la France se place au 4^e rang pour ce qui est du financement demandé et également pour le financement obtenu, avec environ 34M€ (soit 10,7 % du total). Le top 3 des pays bénéficiaires est constitué de l'Allemagne (58,8M€ obtenus, soit 18,3 % du total), suivie des Pays-Bas (41,3M€ obtenus, 12,9 % du total) et de l'Espagne (40,3M€, 12,6 % du total).

Le taux de succès des équipes françaises est de 15,7 % (moyenne UE : 14 %), soit le 6^e.



Participation EIC Transition

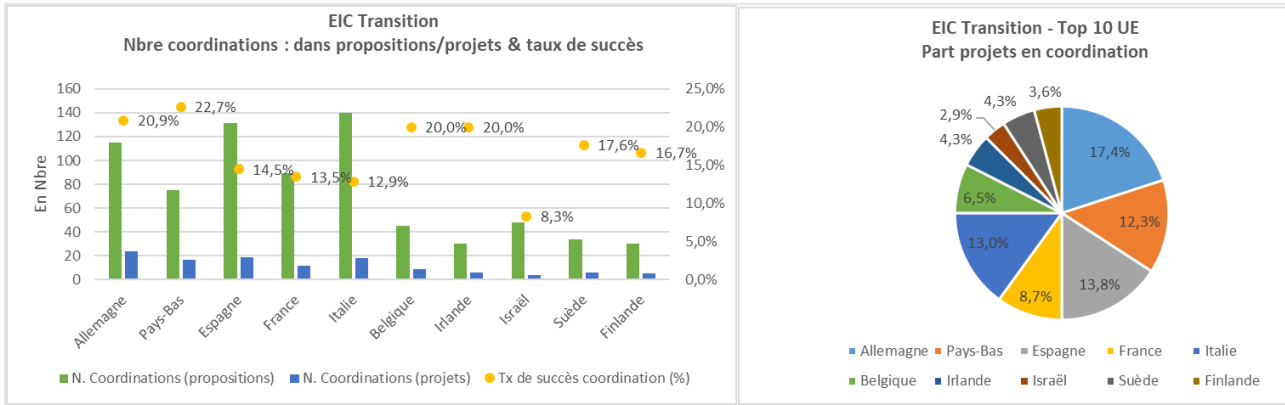
Si l'on considère la participation des acteurs européens à l'EIC Transition dans les projets déposés, la France se place en 4^e position (avec 301), derrière l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne. Pour ce qui est de la participation dans les projets retenus, la France est en 5^e position (avec 39), derrière l'Allemagne (70), l'Espagne (49), l'Italie et les Pays-Bas (47 pour les deux).



Coordination EIC Transition

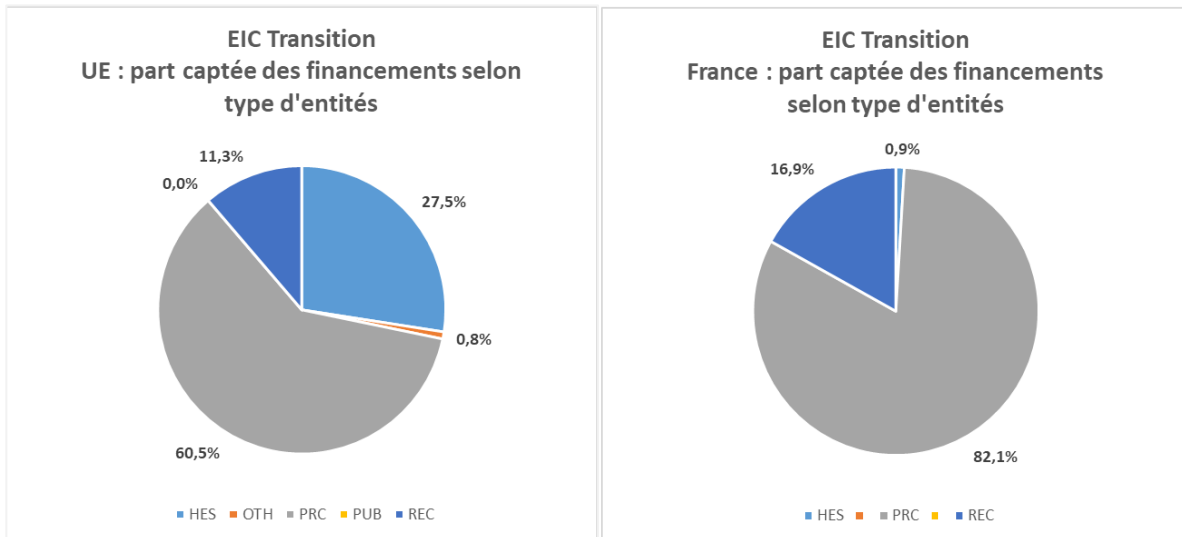
Concernant la coordination, la France dépose deux fois moins de projets en coordination que l'Allemagne. Le pays est 5^e en nombre de projets coordonnés (12), derrière l'Allemagne (24), l'Espagne (19), l'Italie (18) et les Pays-Bas (17).

La France coordonne 9 % des projets EIC Transition financés, contre 17 % pour l'Allemagne, 14 % pour l'Espagne, 13 % pour l'Italie et 12 % pour les Pays-Bas.



Typologie des lauréats EIC Transition

Plus de 80 % des financements captés par la France dans le cadre de l’EIC Transition vont au secteur privé, soit plus de 20 points de plus que sur l’ensemble des bénéficiaires de cet instrument. La part qui revient aux établissements d’enseignement supérieur et de recherche s’établit à environ 18 % en France, contre 38 % au niveau européen.



Top 20 des entités européennes et Top 20 des entités françaises en financements obtenus EIC Transition

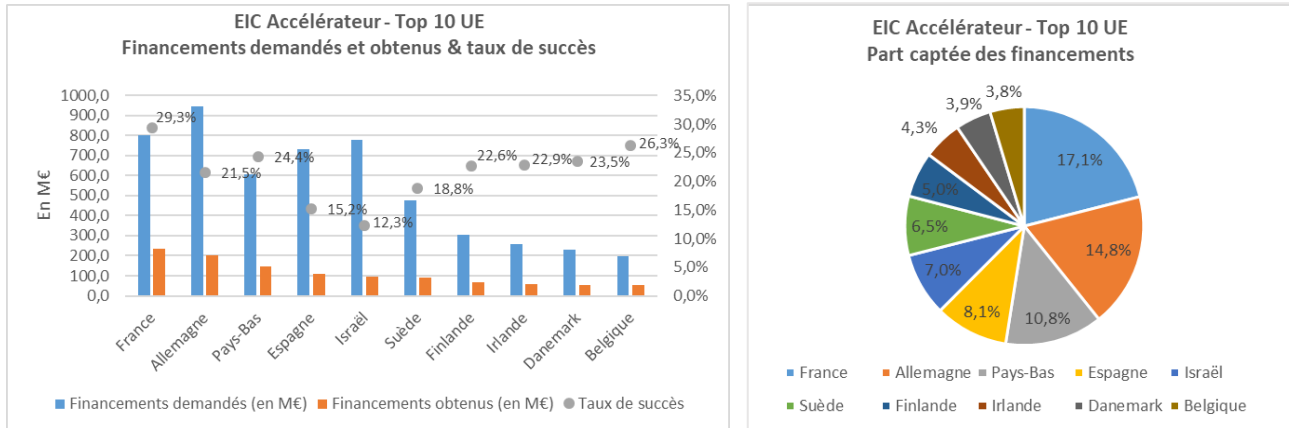
Le top 20 européen et le top 20 français des bénéficiaires de l’EIC Transition est présenté dans le tableau ci-après. On compte trois entités françaises dans le top 20 européen : trois entreprises, qui ont chacune participé à un projet. Le top 5 européen est constitué de quatre établissements d’enseignement supérieur et de recherche et d’une entreprise.

Au niveau français, le top 20 est constitué principalement d’entreprises (16). Les participants publics sont quatre organismes nationaux de recherche (avec le CNRS comme entité comptant le plus de participations – quatre – parmi l’ensemble).

Position	Top 20 Entités européennes	Financements obtenus (en M€)		Top 20 Entités françaises	Financements obtenus (en M€)
1	DK - Technical University of Denmark	5,9		Sweetch Energy	2,5
2	BE - Ghent University	4,5		Golana Computing	2,5
3	DE - Nvision imaging technologies gmbh	4,5		Spin-Ion Technologies	2,5
4	DE - Kiel University	3,8		WeLinQ	2,5
5	ES - Consejo Superior de Investigaciones Científicas	3,5		Cherry Biotech	2,5
6	IE - Trinity College Dublin	3,2		Bforcure	2,5
7	NL - Delft University of Technology	3,1		Quobly	2,4
8	DE - Technical University of Munich	2,8		Thales	2,4
9	IT - National Research Council	2,8		Elvesys	1,7
10	DE - German Cancer Research Center	2,8		CNRS	1,5
11	IS - Weizmann Institute of Science	2,7		Ligentec france	1,4
12	FI - Biopsense oy	2,5		CEA	1,1
13	NL - Flowbeams bv	2,5		INRAE	0,82
14	FR - Sweetch Energy	2,5		Nokia	0,80
15	FR - Golana Computing	2,5		AbbeLight	0,80
16	DE - Spinncloud systems gmbh	2,5		Neurinnov	0,75
17	SE - Oxcia ab	2,5		INSERM	0,70
18	FR - Spin-Ion Technologies	2,5		IDIL Fibres Optiques	0,68
19	PL - Cellis spolka z ograniczona odpowiedzialnoscia	2,5		Silentsys	0,64
20	IL - Nanose medical ltd	2,5		Inorevia	0,60

Financements EIC Accelerator

Dans le cadre de l'EIC Accelerator et selon les données eCORDA qui ne prennent en compte que les subventions, la France se classe en 1^{ère} position avec près de 235M€ de financements obtenus soit 17,1 % du budget UE. Le podium est complété par l'Allemagne (203M€/14,8 %) et les Pays-Bas (148M€/10,8 %). Les résultats français sont également marqués par un taux de succès (29,3 %) supérieur à l'ensemble des pays du top 10.



Afin d'obtenir une vision plus précise et juste du positionnement de la France au sein de l'EIC Accélérateur, il serait nécessaire de tenir compte des montants d'investissement, financement spécifique à ce dispositif, obtenus par les lauréats. Ces montants ne sont pas inclus dans la base de données eCORDA transmise par la Commission européenne. Toutefois, le rapport [SME Participation in Horizon Europe](#) publié en 2024 par la Commission européenne évoque les montants des investissements en fonds propres (spécificité de l'instrument) réalisés par le fonds EIC dans les entreprises lauréates. Il y est écrit, page 33, que « les entités [PME] françaises ont reçu plus de 310 millions d'euros d'investissements en fonds propres, soit presque le double de tout autre pays. C'est suffisant pour dépasser l'Espagne au classement général [autrement dit tous piliers confondus] (première grâce aux subventions, mais seulement sixième pour les investissements) et l'Allemagne (deuxième dans les deux domaines) ». La France se positionne bien comme le premier pays bénéficiaire de l'EIC Accélérateur y compris en considérant les montants d'investissement.

Les appels à propositions de l'EIC Accelerator étant spécifiques (mono-bénéficiaires, dédiés aux entreprises), il n'est pas pertinent d'observer les critères « participation » ; « coordination » ; « type d'entités lauréates ».

Ecosystèmes européens d'innovation - EIE

Intégré au pilier 3 d'Horizon Europe, le volet « Écosystèmes européens d'innovation » (EIE) vise à renforcer durablement le paysage européen de l'innovation, en créant des synergies avec l'EIC et l'EIT. Alors que l'EIC propose des financements ciblés pour les entreprises et l'EIT fournit expertise et accompagnement via ses KICs thématiques (Communautés de la connaissance et de l'innovation), l'EIE s'attache à consolider des écosystèmes connectés et efficaces. Ce volet garantit que les start-ups, scale-ups et PME bénéficient non seulement de solutions de financement, mais aussi d'un environnement propice à leur insertion et leur croissance durable.

L'EIE dispose d'un budget dédié de 500M€ sur la période 2021-2027 et s'articule autour des destinations suivantes :

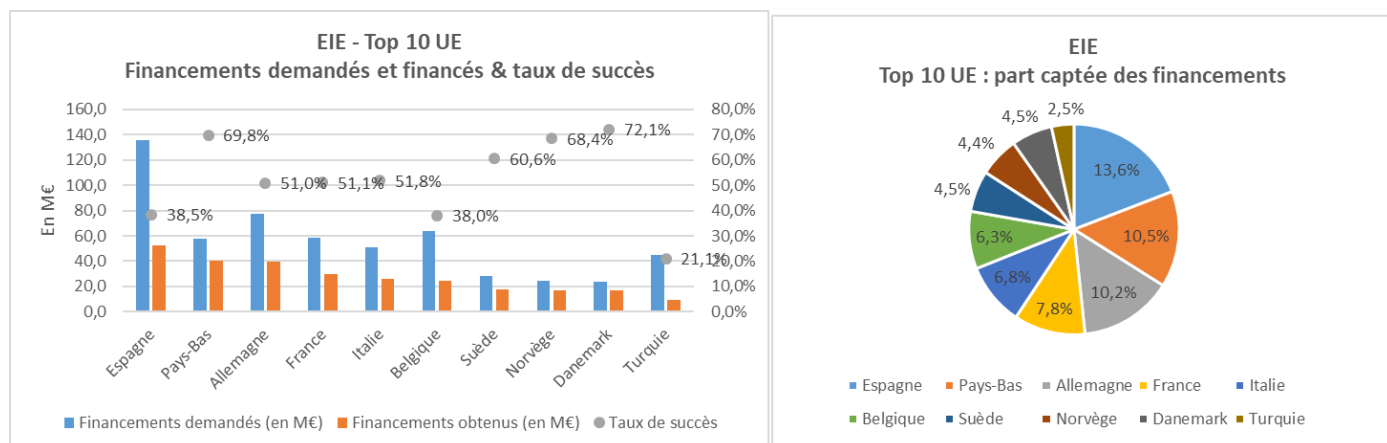
- CONNECT - *Interconnected Innovation Ecosystems*, destination avec une approche systémique pour renforcer les écosystèmes d'innovation, reposant sur la collaboration, l'interconnexion et l'inclusion ;
- SCALEUP – *Elevating the scalability potential of European business*, destination qui vise à renforcer la coopération entre les acteurs de l'innovation pour favoriser la croissance des entreprises innovantes ;
- INNOVSMES - *Partnership on Innovative SMEs*, destination qui propose un appel unique de type COFUND en faveur du réseau Eureka afin de mettre en œuvre le programme Eurostars 3.

Plusieurs éléments sont à noter :

- les destinations CONNECT et SCALEUP incluent principalement des appels *Coordination and Support Actions (CSA)*, avec parfois du financement indirect pour des projets d'innovation ;
- à partir du deuxième programme de travail EIE (2023-2024), la destination SCALEUP a été supprimée ;
- La destination INNOVSMES, qui finance un appel unique CO-FUND, compte pour environ la moitié du budget total du sous-programme EIE. Les bénéficiaires directs sont ainsi les agences nationales partenaires du programme Eurostars 3 – agences qui financent ensuite les participants nationaux aux projets.

Financements

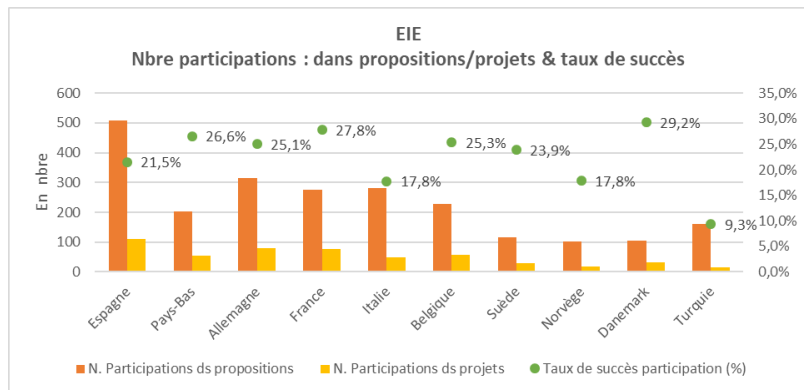
Dans le cadre de l'EIE, la France se positionne 4^e en termes de financements obtenus (avec 30M€) derrière et dans l'ordre décroissant, l'Espagne, les Pays-Bas et l'Allemagne. La France a capté jusqu'alors 7,8 % du budget total alloué.



Participation

La France compte moins de participations au dépôt des propositions que l'Espagne, l'Allemagne ou l'Italie.

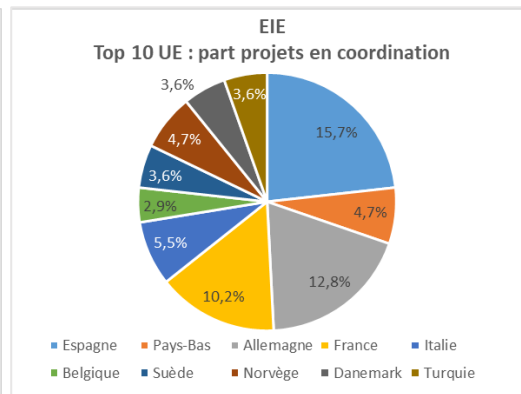
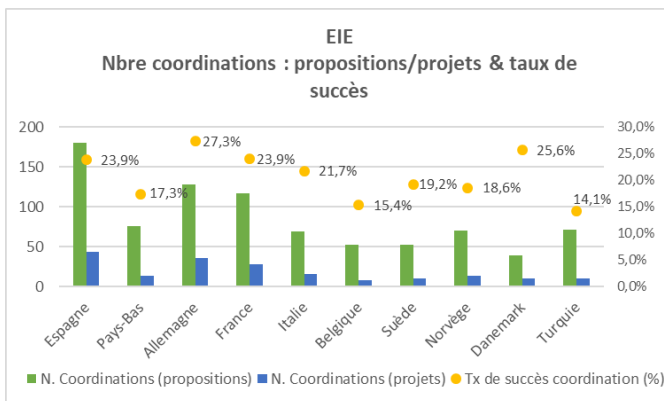
Cependant, grâce à un bon taux de succès, elle se classe derrière l'Espagne et l'Allemagne si l'on considère le nombre de participations dans les projets lauréats (77 participations).



Coordination

L'EIE compte des appels collaboratifs et des appels mono-bénéficiaires.

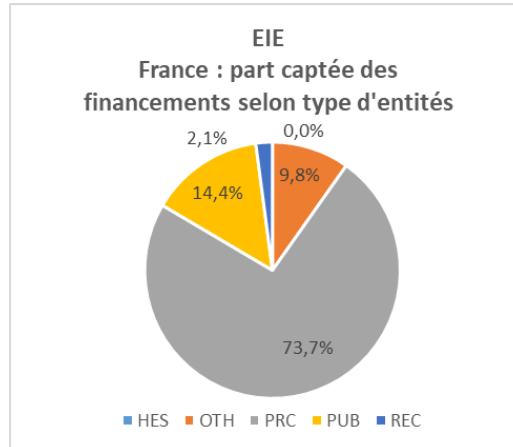
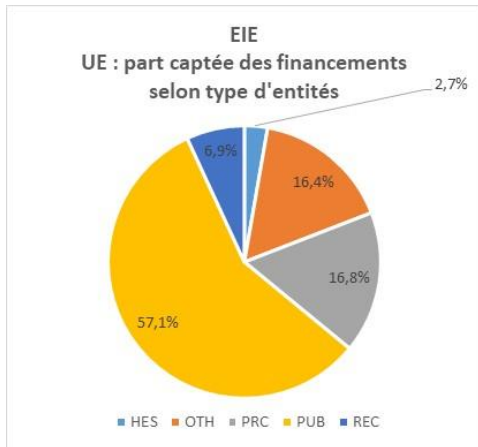
La France coordonne 10,2 % des projets, derrière l'Espagne (15,7 %) et l'Allemagne (12,8 %) et a tendance à déposer moins de propositions en coordination que ces deux mêmes pays.



Typologie des lauréats

74 % des financements captés par la France dans le cadre de l'EIE vont à des entités classées dans le secteur privé. La répartition au niveau européen se présente tout à fait différemment, puisque 57 % des financements reviennent aux acteurs publics et 17 % aux acteurs privés.

Il faut toutefois noter que le principal bénéficiaire français est Bpifrance (opérateur pour la France du programme Eurostars 3), classée comme organisation privée mais jouant en France et, dans ce cadre, un rôle d'opérateur public.



Top 20 des entités européennes et Top 20 des entités françaises en financements obtenus

Parmi les 20 entités européennes qui captent le plus de financement dans le cadre de l'EIE, on trouve à la 4^e place un acteur français, Bpifrance, principalement *via* son implication dans la destination INNOVSMES et pour un total de 19,1M€.

Dans le top 20 des entités françaises, on compte également aux 2^e et 3^e places, les Conseils régionaux de Normandie et des Hauts-de-France de par leur implication dans la destination CONNECT (avec des financements obtenus très limités en comparaison du premier bénéficiaire français). Hors Bpifrance, qui compte 6 participations (dont deux pour INNOVSMES), seules sept organisations comptent plus d'une participation.

Position	Top 20 entités UE	Financements obtenus (en M€)	Top 20 entités françaises	Financements obtenus (en M€)
1	NL - Ministry of Economic Affairs and Climate Policy	32,7	Bpifrance	19,1
2	DE - Federal Ministry of Education and Research	25,3	Conseil régional de Normandie	2,0
3	ES - Centre for Industrial Technological Development	19,7	Conseil régional des Hauts-de-France	2,0
4	FR - Bpifrance	19,1	Cosmetic Valley	0,86
5	UE-European Institute of Innovation and Technology	17,4	Booster labs	0,51
6	NO - The Research Council of Norway	13,6	Génopole	0,31
7	SE - VINNOVA	13,0	Paris europlace	0,24
8	DK - Innovation Fund Denmark	12,5	Medicen Paris Region	0,22
9	IT - Ministry of Education, Universities and Research	10,0	INRAE Transfert	0,19
10	IT - Ministry of Economic Development	9,6	Creative cluster	0,17
11	TK - Scientific and Technological Research Council of Turkey	8,4	Toulouse métropole	0,17
12	AT - Austrian Research Promotion Agency	7,1	Dev'up centre-val de Loire	0,17
13	BE - Association d'Eureka	6,7	Association française des pôles de compétitivité	0,17
14	PL - Ministry of Science and Higher Education	5,9	Institut Max von Laue – Paul Langevin	0,16
15	FI - Business Finland	5,6	Gac	0,15
16	BE - Flanders Innovation and Entrepreneurship	4,3	Cleantech business institute	0,14
17	BE - Service Public de Wallonie	4,0	Da vinci labs	0,14
18	IS - National technological innovation authority	3,7	Eit health hub france	0,12
19	UE-intern/CH-European Organization for Nuclear Research	3,7	Eurasanté	0,12
20	RO - National Research Council	3,5	Euronovia	0,12

Pilier transverse

Widera : élargir la participation et renforcer l'Espace européen de la recherche

Le pilier transverse d'Horizon Europe, communément appelé Widera (*Widening* et ERA pour *European Research Area*, traduit en français par Espace européen de la recherche en français, EER) vise à réduire les écarts enregistrés entre les pays au sein de l'Espace européen de la recherche, afin de renforcer l'écosystème européen, le rendre plus compétitif, efficace et juste.

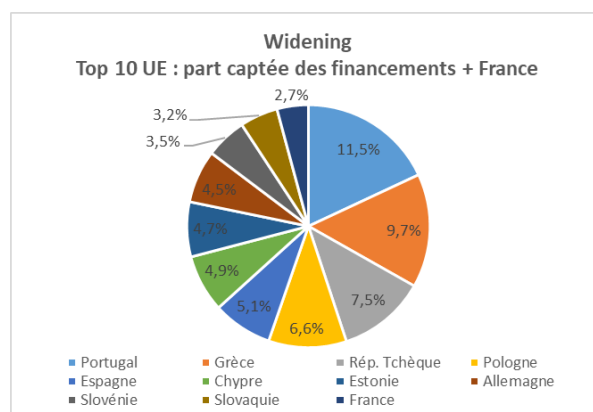
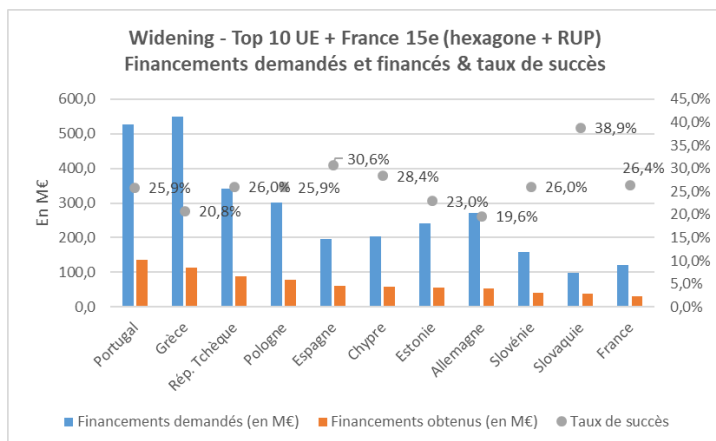
Widera compte trois destinations : les destinations 1 et 2 qui visent les objectifs d'extension de la participation à Horizon Europe et de renforcement des capacités de R&I des institutions basées dans les pays les moins performants en matière de R&I ainsi que les régions ultrapériphériques (RUP), afin de leur permettre d'atteindre l'excellence. Si toutes les entités françaises peuvent participer au programme Widera, seules les régions ultrapériphériques sont éligibles à coordonner un projet. La destination 3 vise quant à elle, à réformer et consolider le système européen de R&I. en soutenant la mise en œuvre du programme stratégique de l'Espace européen de la recherche, afin de renforcer la coordination entre Etats membres dans certains domaines (carrières de chercheurs, infrastructures, égalité de genre...).

Le budget total de ce pilier sur la période 2021-2027 est de 3,39Mds€. L'analyse ci-après va s'intéresser d'une part aux destinations 1 et 2 (*Widening*) et d'autre part à la destination 3 (ERA).

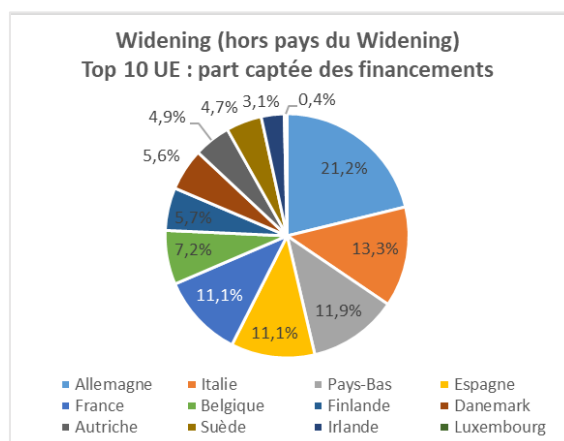
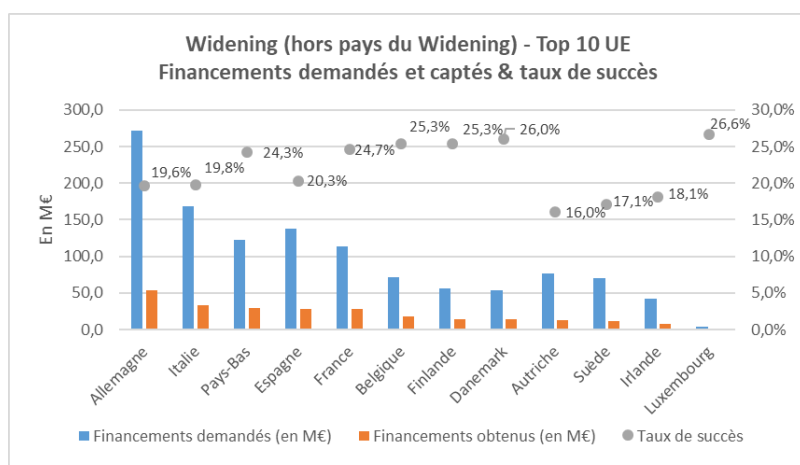
Financements Widening¹¹

Dans le cadre du *Widening*, ce sont le Portugal, la Grèce, la République Tchèque et la Pologne qui profitent avant tout des financements alloués. **En effet, seuls les pays du *Widening* peuvent porter les projets collaboratifs ou être éligibles aux instruments mono-bénéficiaires ; et la coordination permet de capter davantage de budget.** L'Espagne et la France occupent une place double dans cette répartition des pays, puisque leurs régions ultrapériphériques (RUP) sont considérées comme *Widening* et les entités établies sur ces territoires peuvent donc être principales bénéficiaires. En revanche, les entités françaises et espagnoles établies sur le reste du territoire national ne peuvent être que partenaires stratégiques. Il convient, en outre, de noter que seules les entités légales indépendantes, dont le siège social est situé dans les RUP, peuvent coordonner un projet *Widening*. Cela exclut donc des coordinations tous les organismes de recherche français (CNRS, IRD, INRAE, CIRAD, IFREMER, Institut Pasteur). Dans le classement des pays en termes de financements captés, l'Espagne se situe en 5^e position, tandis que la France se positionne en 15^e position avec 2,7 % de part captée. Le positionnement espagnol s'explique par le fait que les Canaries déposent davantage de projets que les RUP françaises et que les organismes de recherche et universités espagnols se saisissent davantage de ces appels *Widening* en tant que partenaires stratégiques.

¹¹ La base eCORDA compte des erreurs minimales dans les données du pilier transverse puisqu'elle inclut des appels EURATOM qui n'ont pas lieu d'être : ils ont donc été décomptés ici. Par ailleurs, COST faisant l'objet d'un programme à part a également décompté.



Bien que les RUP françaises soient éligibles en tant que coordinatrices des projets *Widening*, il est aussi intéressant de considérer la position de la France dans le classement des pays non-*Widening*. En effet, l'essentiel de la participation française au programme se fait au travers des organismes de recherche et des universités situés en France hexagonale en tant que partenaires stratégiques. Dans ce cadre-là, la France se place en 5^e position, derrière l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et l'Espagne (hors Canaries), avec une part captée de 11,1 % des financements.



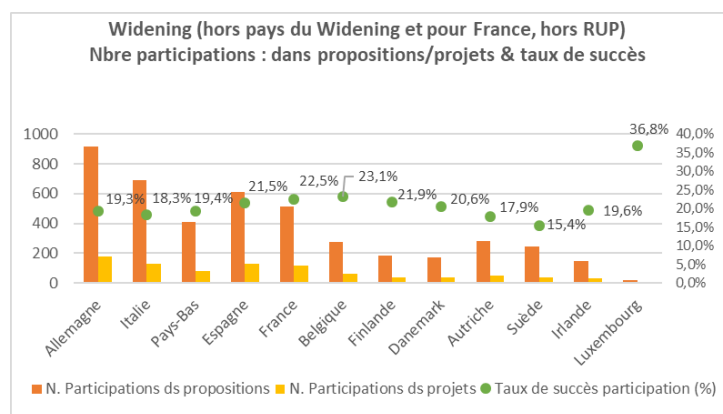
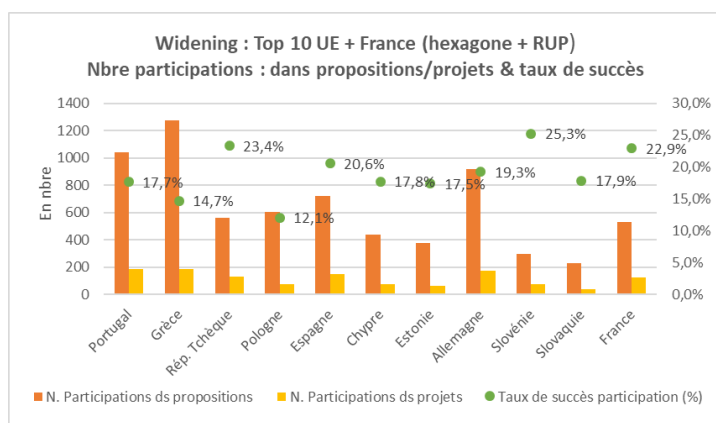
Participation Widening

La France enregistre 532 participations dans des propositions déposées, et 122 dans des projets sélectionnés, soit un taux de succès de 22,9 % et une part de participation dans l'ensemble des projets de 3,8 %. A titre de comparaison, on relève 724 participations espagnoles, dont 149 lauréates, soit un taux de succès de 20,6 % et une part de participation de 5,2 %. Les entités françaises participent donc moins que les entités espagnoles, mais le taux de succès de la France est plus élevé.

Si l'on compare la France aux pays non-*Widening* (donc hors-RUP), le pays enregistre 515 participations, dont 116 dans des projets lauréats, soit un taux de succès de 22,5 % et une part de participation à l'ensemble des projets de 11,5 %. Pour l'Espagne, le nombre de participations dans des propositions est de 609, dont 131 dans des projets lauréats, soit un taux de succès de 21,5 % et une part de participation de 13,6 %.

La majorité des participations françaises est donc le fait des entités basées en dehors des RUP, avec un meilleur taux de succès que les participations des entités espagnoles hors-Canaries. En revanche, le différentiel entre la participation espagnole avec les RUP et sans les RUP, montre que les entités canariennes participent davantage que les entités basées dans les RUP françaises.

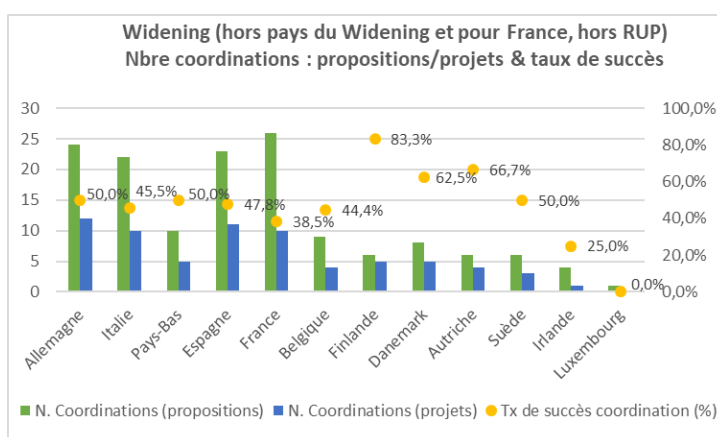
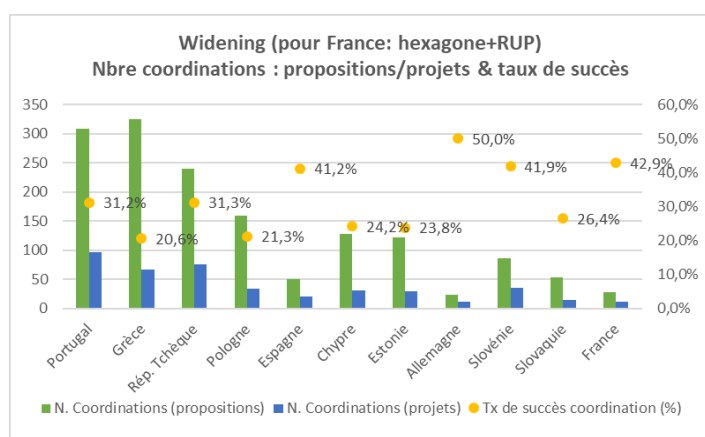
Si l'on compare ces données à celles de l'Allemagne, qui se place en 1^{ère} position en termes de part captée et de participations parmi les pays non-Widening, il est intéressant de constater que les entités allemandes participent massivement aux propositions à projet (919), mais avec un taux de succès plus faible que ceux de la France et de l'Espagne (19,3 %). Néanmoins, le nombre de participations allemandes retenues dans des projets lauréats est plus élevé que celui de la France et de l'Espagne, et la part de la participation dans les projets de l'Allemagne se situe à 20,6 %.



Coordination Widening

Le Portugal coordonne le plus de projets (96) sur 308 propositions déposées en coordination, soit un taux de succès de 31,2 % et une part de coordination de 14,7 % sur l'ensemble des projets financés. Il est suivi de la République Tchèque (75 projets coordonnés), puis de la Grèce (67). L'Espagne coordonne 21 projets, sur 51 propositions, soit un taux de succès de 41,2 % et une part de 3,2 % dans l'ensemble de coordinations. En ce qui concerne l'Allemagne, elle coordonne 12 projets sur les 24 coordinations soumises. L'Allemagne étant un pays non-Widening, ses coordinations ne peuvent être que dans le cadre de l'appel à projets « Hop On Facility », qui permet à une entité du Widening d'intégrer un consortium déjà lauréat d'un projet Horizon Europe. Le projet hop-on est déposé par le coordinateur du consortium lauréat initial, l'Allemagne dans ce cas précis.

La France, avec ses RUP, a déposé 28 propositions en coordination, dont 12 retenues, soit un taux de succès de 42,9 % et une part de 1,8 % sur l'ensemble des coordinations. Ces chiffres sont comparables à ceux de l'Allemagne, à la différence qu'ils devraient être plus élevés pour la France, puisque les RUP peuvent être coordinatrices *Widening*. Cela indique que la marge de progression des RUP en matière de coordination est importante. A ce titre, lorsque l'on observe les données pour la France hors-RUP, il apparaît que la grande majorité des coordinations déposées sont du fait des organismes de recherche et des universités métropolitains (26 coordinations proposées, 10 retenues) et non des universités ultra-marines.



Top 20 des entités européennes et Top 20 des entités françaises en financements obtenus Widening

A l'échelon européen, quatre entités ont capté jusqu'alors plus de 30M€ (Université de Coimbra au Portugal, Université de Tartu en Estonie...). Dans ce top 20 UE, on ne note pas d'entités françaises. A l'échelon national, on remarque que l'Université de La Réunion se classe en 2^e position, avec 3M€ obtenus. En comparaison, le CNRS se situe certes en 1^{ère} position, mais avec 4,5M€ obtenus. De manière générale, on note une large marge de progression de la part de l'ensemble des ONR et universités en France hexagonale et dans les RUP, et en particulier des ONR qui se classent dans le top 3 au niveau européen dans le reste du programme-cadre.

Si l'on considère le top 20 UE hors-*Widening*, le CNRS se situe en 6^e position, derrière DTU (Danemark), Fraunhofer Society (Allemagne), le CNR (Italie), le Centre Princess Maxima (Pays-Bas) et l'Université d'Helsinki (Finlande). Le CNRS se situe toutefois devant le CSIC espagnol, mais aucune autre institution française n'est classée.

Position	Top 20 Entités européennes	Financ. obtenus (en M€)	Top 20 Entités européennes (hors <i>widening</i>)	Financ. obtenus (en M€)	Top 20 Entités françaises (hexagone+RUP)	Financ. obtenus (en M€)
1	PT-University of Coimbra	32,7	DK-Technical University of Denmark	6,6	CNRS	4,5
2	EE-University of Tartu	31,9	DE-Fraunhofer Society	6,4	Université de La Réunion	3,0
3	PL-Polish Academy of Sciences	31,4	IT-National Research Council	5,3	UE-Centre européen de recherche en biologie et en médecine	2,4
4	CY-University of Cyprus	30,1	NL-Princess Máxima Center	4,9	Institut du cerveau	1,9
5	PT-Universidade Nova de Lisboa	24,7	FI-University of Helsinki	4,7	Fondation Voir & Entendre	1,6
6	PT-University of Lisbon	23,3	FR-CNRS	4,5	CEA	1,3
7	CZ-Masaryk University	22,9	DK-University of Copenhagen	4,3	Adera	0,9

8	EL-Foundation for Research & Techno. Hellas	21,0	ES-Consejo Superior de Investigaciones Cientificas	4,0	INRAE	0,9
9	HR-University of Zagreb	19,9	IT-Polytechnic University of Turin	3,6	Sorbonne Université	0,8
10	EL-Aristotle University of Thessaloniki	18,0	NL-Delft University of Technology	3,5	Université Paris Cité	0,8
11	ES-Universidad de La Laguna	16,3	BE-Vlaams Instituut voor Biotechnologie	3,3	INRIA	0,8
12	SI-National Institute of Chemistry	15,1	DE-Max Delbrück Center	3,1	Centrale Lyon	0,6
13	CZ-Czech Academy of Sciences	14,7	FI-Tampere University	2,8	Nexa - agence régionale de dévelppt d'invest. et d'innovat.	0,6
14	EL-Athena Research & Innov. Center In Info. Comm. & Knowledge Techno.	13,4	NL-Maastricht University	2,8	Université de Reims Champagne-Ardenne	0,5
15	ES-Arquimea	13,3	DE-Erasmus MC	2,7	Centre hospitalier nat. d'ophtalmologie des Quinze-Vingts	0,5
16	PL-Łukasiewicz Research Network – PORT Polish Center for Techno. Devlpt	11,8	DE-Hamburg University of Technology	2,6	Junia	0,4
17	SK-Kempelenov institut inteligentnych technologii	11,6	ES-CERCA Institution	2,5	Université Claude Bernard - Lyon 1	0,4
18	PT-Institute for Systems Engineering and Computers	11,5	DE-Karlsruhe Institute of Technology	2,5	Institut Pasteur	0,4
19	SI-University of Ljubljana	10,4	DE- DLR	2,5	INSERM	0,4
20	PL-International Institute of Molecular and Cell Biology	10,1	DE-Leibniz Association	2,4	IFPEN	0,4

Focus sur les deux destinations du Widening

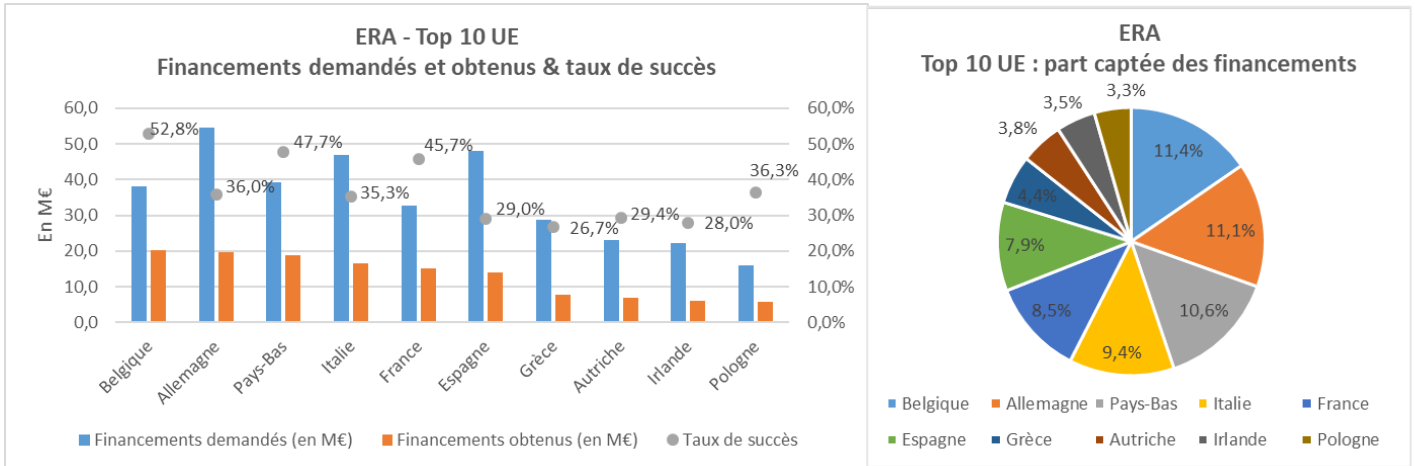
La participation de la France dans les deux destinations du programme *Widening* diffère du fait des critères d'éligibilité des appels contenus dans ces destinations. Dans les appels de la Destination 1, la France peut intégrer des consortia en tant que partenaire stratégique ou en tant que coordinatrice, et recevoir ainsi une partie du financement. En revanche, deux des appels (sur trois) de la Destination 2 sont mono-bénéficiaires et le financement revient au coordinateur *Widening*. L'Université de La Réunion a obtenu des financements en tant que coordinatrice dans le cadre de ces appels mono-bénéficiaires, ce qui permet à la France de se classer 14^e au niveau européen sur la Destination 2.

France : Widera, destinations 1 et 2 <i>Widening</i>		Financements demandés (M€)	Financements obtenus (M€)	Taux de succès	Part captée des financements européens par la France	Place de la France au regard des financements obtenus
Destination 1	Améliorer l'accès à l'excellence	116,3	28,6	24,6 %	3,0 %	23
Destination 2	Attirer et mobiliser les meilleurs talents	3,2	2,8	86,1 %	1,2 %	14
Widening other	Widening autre	0,3	0,3	100,0 %	2,9 %	16
Total général		119,8	31,6	26,4 %	2,7 %	15

France : Widera, destinations 1 et 2 <i>Widening</i> (hors pays du <i>Widening</i>)		Financements demandés (M€)	Financements obtenus (M€)	Taux de succès	Part captée des financements européens par la France	Place de la France au regard des financements obtenus
Destination 1	Améliorer l'accès à l'excellence	111,9	27,1	24,3 %	11,2 %	4
Destination 2	Attirer et mobiliser les meilleurs talents	0,9	0,5	51,8 %	6,9 %	7
Widening other	Widening autre	0,3	0,3	100,0 %	20,2 %	3
Total général		113,0	27,9	24,7 %	11,1 %	5

Financements European Research Area (ERA)¹²

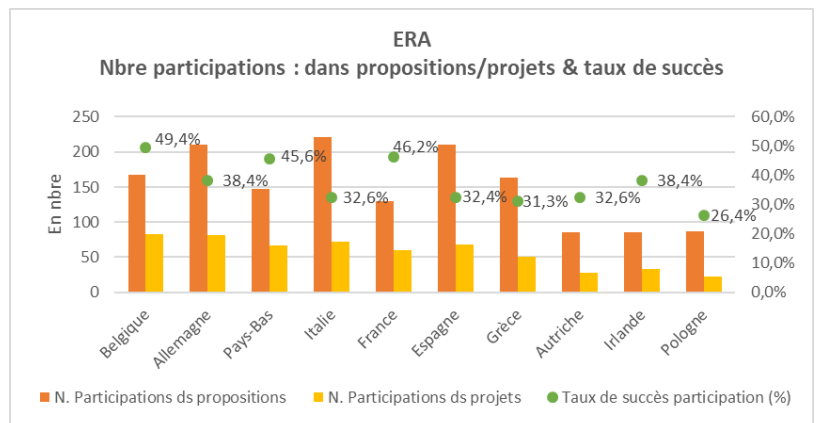
Dans le cadre de l'ERA (Espace européen de la recherche en français, EER), destination 3 de Widera, la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas représentent les principaux bénéficiaires. Cependant, de nombreux bénéficiaires de cette destination sont des associations et autres réseaux européens (généralement établis à Bruxelles), puisque la plupart des appels font référence à des enjeux transversaux et structurels pour l'ensemble des Etats membres : éthique de la recherche, infrastructures de recherche, science ouverte... La France se classe 5^e avec 8,5 % de part captée.



Participation ERA

130 entités françaises ont participé à des propositions de projets, et 60 d'entre elles ont pu prendre part à des projets financés. Cela représente un taux de succès particulièrement élevé de 46,2 %, soit presque une proposition sur deux retenue.

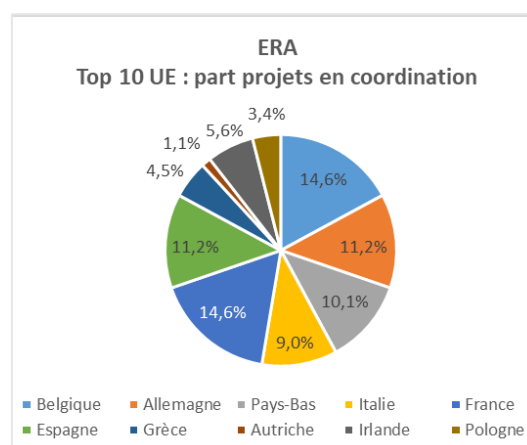
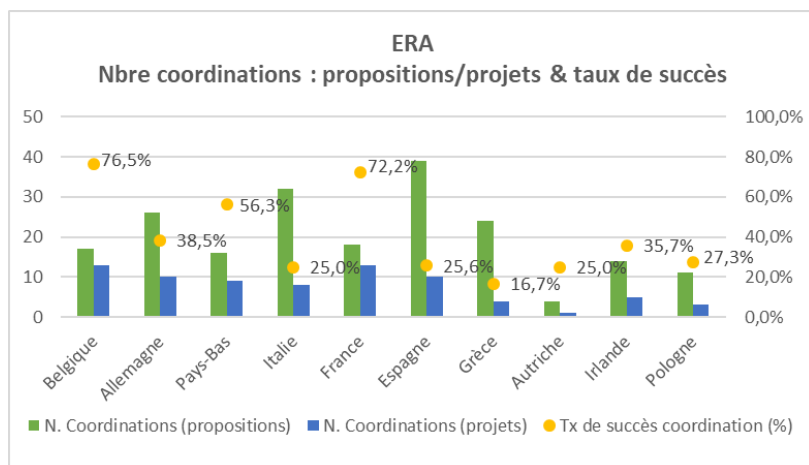
L'Italie, l'Allemagne et l'Espagne déposent le plus de projets mais ont un taux de réussite plus faible. La France bénéficie du second meilleur taux de succès après la Belgique (49,4 %).



Coordination ERA

La France est le 1^{er} pays en termes de coordination de projets, ex aequo avec la Belgique, avec 14,6 % de part de projets en coordination. Son taux de succès de 72,2 % est remarquable, le deuxième meilleur après la Belgique. L'Espagne est de loin le pays avec le plus grand nombre de propositions en coordination, suivi par l'Italie et l'Allemagne, mais cela ne se traduit pas dans le nombre de projets véritablement financés.

¹² La base eCORDA compte des erreurs minimales dans les données du pilier transverse puisqu'elle inclut des appels EURATOM qui n'ont pas lieu d'être : ils ont donc été décomptés ici. Par ailleurs, COST faisant l'objet d'un programme à part a également été décompté.



Top 20 des entités européennes et Top 20 des entités françaises en financements obtenus ERA

Parmi le top 20 des entités européennes et françaises, on observe une forte présence d'organisations internationales et pan-européennes (OIE et OIG). La Fondation européenne pour la science (ESF), localisée sur le territoire français, illustre ce point. Hormis cette exception, la France ne compte pas d'entités nationales dans le top 20 européen.

A l'échelle nationale, l'ESF est donc la première bénéficiaire « française » dans la mesure où la Fondation est hébergée à Strasbourg. Au-delà des associations pan-européennes, le top 20 français est relativement à l'image du reste du programme-cadre, les grands organismes de recherche tels que le CNRS, le CEA ou l'INRAE arrivant en tête. A noter que la grande majorité des bénéficiaires sont des entités publiques ou des associations à but non lucratif.

Position	Top 20 Entités européennes	Financements obtenus (en M€)	Top 20 Entités françaises	Financements obtenus (en M€)
1	UE/FR- ESF (Fondation européenne pour la science)	5,6	UE-Fondation européenne pour la science	5,6
2	NL - Stichting leiden european city of science 2022	4,0	CNRS	0,9
3	UE/BE - Retirement savings vehicle for European research institutions	3,3	UE-OEPP	0,8
4	NL - Amsterdam University Medical Centers	2,9	CEA	0,7
5	IT - Consorzio italtotec	2,6	Institut polytechnique de Grenoble	0,6
6	ES - Zabala Innovation Consulting	2,5	INRAE	0,6
7	PL - University of Silesia in Katowice	2,2	Learning Planet Institute	0,5
8	DE – DLR	2,2	Aix-Marseille Université	0,4
9	UE/DE - EUREC (European Network of Research Ethics Committees)	2,0	Université Paris Cité	0,4
10	IT - APRE (Agenzia per la Promozione della Ricerca Europea)	1,9	ANR	0,4
11	DK - Aarhus University	1,8	IRD	0,4
12	DE - Karlsruhe Institute of Technology	1,8	Codata	0,3
13	RO - National Research Council	1,7	UE-UNESCO	0,3
14	IE - Trilateral Research & Consulting	1,6	Seureco	0,3
15	DE - Fraunhofer Society	1,5	G.A.C Group	0,3

16	BE - Stickydot	1,4		Université Côte d'Azur	0,2
17	AT - Centre for Social Innovation	1,4		Université de La Réunion	0,2
18	DE - University of Bonn	1,3		École d'économie de Paris	0,2
19	PL - Municipalité de Katowice	1,3		BRGM	0,2
20	CY - UCLan	1,2		INSERM	0,2

Annexe 2 : liste des abréviations

ASDESR : Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche

CGE : Conseil général de l'Economie

COMP : Contrat d'objectifs, de moyens et de performance

Diag'PTI : Diagnostic partenariat pour les projets territoriaux innovants

EER : Espace européen de la recherche

EIE : *European Innovation Ecosystems* (Ecosystèmes européen d'innovation)

EIC : *European Innovation Council* (Conseil européen de l'innovation)

EIT : *European Institute of Innovation and Technology* (Institut européen d'innovation et de technologie)

ERA : *European Research Area* (Espace européen de la recherche-EER)

ERC : *European Research Council* (Conseil européen de la recherche)

ESFRI : *European Strategy Forum on Research Infrastructures* (Forum stratégique européen sur les infrastructures de recherche)

FAIR : *Findable, Accessible, Interoperable, and Reusable* (Facile à trouver, accessible, interopérable, réutilisable)

FSTP : *Financial Support to Third Parties* (Soutien financier aux tiers)

HES : *Higher Education Sector* (Secteur de l'enseignement supérieur)

IGAENR : Inspection générale de l'administration de l'Education nationale et de la Recherche

IGF : Inspection générale des finances

JU : *Joint Undertaking* (partenariat institutionnalisé)

KIC : *Knowledge and Innovation Communities* (Communautés de la connaissance et de l'innovation)

MESR : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

MRSEI : Montage de Réseaux Scientifiques Européens ou Internationaux

MSCA : *Marie Skłodowska-Curie Actions*

OIE : Organisation internationale/européenne

OIG : Organisation internationale gouvernementale

ONR : Organisme national de recherche

OTH : Other (Autre)

PIA : Programme d'investissements d'avenir

PCN : Point de contact national

PCRI : Programme cadre de recherche et d'innovation

PRC : *Private for-profit companies* (Entreprises privées à but lucratif)

REC : *Research organisations* (Organismes de recherche)

RUP : Régions ultrapériphériques

SRSEI : Soutien aux réseaux scientifiques européens ou internationaux

TFUE : Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne

UMR : Unité mixte de recherche

Annexe 3 : sources des données et méthodologie

Les données sont issues de la base de données européenne eCORDA au 9/10/2024 (*proposals, projects and participants database*). Un retraitement de ces données est opéré par le service statistique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR/DGESIP-DGRI/SIES). Les données sur Horizon Europe sont provisoires, sujettes à évolution tant que le programme n'est pas terminé.

La plupart des données figurant dans ce rapport sont en ligne sur le site ci-après (site actualisé environ deux fois par an) : <https://public.tableau.com/app/profile/data.esr/viz/Horizon-Europe/Gnral>

Parmi les principaux retraitements :

- Les propositions déposées « *ineligible* », « *inadmissible* », « *withdrawn* » ne sont pas prises en compte ;
- Les projets lauréats pris en compte sont les projets « *signed* » (projet signé et non encore terminé) ; « *under preparation* » (projet dont l'accord de subvention est en cours de signature) ; « *closed* » (le projet a atteint la fin de la période contractuelle, toutes les activités ont été achevées) ; « *terminated* » (les activités du projet ont été interrompues avant la fin de la période contractuelle) ; « *suspended* » (les activités liées aux projets ont été suspendues ; celles-ci peuvent être reprises ou le projet peut être interrompu à un stade ultérieur) ;
- Pour les coordinations, exclusion des projets individuels (ERC hors Syg, PF Marie-Curie, EIC accelerator, COST) ;
- Les filiales d'entreprises sont rattachées à leur société mère et n'apparaissent pas sous leur nom mais sous le nom de la société mère.

La base eCORDA présente certains défauts non corrigés à ce jour et qui ont donc été pour la plupart conservés en l'état : absence des projets en lien avec des appels en *cascading fund*/FSTP (financements en cascade) ; effet de siège pour certaines entités, ce qui ne permet pas d'obtenir des représentations régionales/locales. L'absence de la plupart des investissements (« *equity* ») pour les projets liés à l'EIC Accelerator constitue une autre des lacunes de la base eCORDA. Pour remédier au manque d'informations sur ces investissements, élément crucial pour cette partie du programme, les données eCORDA ont été enrichies d'éléments issus du rapport [SME Participation in Horizon Europe](#) publié en 2024.

La base eCORDA d'octobre 2024 n'a fourni, en outre, que des données partielles pour l'ERC (absence des propositions déposées en 2024), pour cette raison, seules les années 2021, 2022 et 2023 pour cette partie du programme ont été prises en compte.

Pour chaque sous-partie du programme décrite en annexe 1, un top 10 des meilleurs pays a été établi sur la base des financements obtenus. Par souci de praticité, l'ordre du top 10 pour les participations et les coordinations reprend celui des financements.

Par ailleurs, **les taux de succès** sont calculés selon les ratios suivants :

- Pour les financements : montant des financements obtenus divisé par le montant des financements demandés ;
- Pour la participation : nombre de participations à des projets lauréats divisé par le nombre total de participations soumises au dépôt ;

- Pour la coordination : nombre de coordinations dans des projets lauréats divisé par le nombre total de coordinations soumises au dépôt.

Tous les tops 20 européens et français ont été établis en veillant à inclure les entités internationales et européennes (OIE, OIG, agences européennes liées à la Commission européenne, structures communes comme le CERN, l'ESA, les réseaux EIT, GEANT, etc.). Si celles-ci sont situées dans un pays de l'Union ou dans un pays associé, afin de les distinguer des entités nationales, la mention UE ou UE-international a été ajoutée devant leur nom.